

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉDUCTION

DE LA

DURÉE DU TRAVAIL

DE L'EMPLOYÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 5 décembre 1910, à 10 heures

PAR

Valentin VIARD

Président : M. RAOUL JAY.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, } *professeurs*
CAPITANT, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉDUCTION

DE LA

DURÉE DU TRAVAIL

DE L'EMPLOYÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 5 décembre 1910, à 10 heures

PAR

Valentin VIARD

Président : M. RAOUL JAY.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, } professeurs
CAPITANT, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux et sources générales de documentation.

Action populaire, Guide social, 1907, 1908, 1909.

Annuaire statistique de la Ville de Paris.

Annuaire de la législation du travail, publié par l'Office du travail de Belgique.

Avenel (d'). — Le mécanisme de la vie moderne, 1^{re} série, A. Colin.

Bourguin (M.). — Les systèmes socialistes, A. Colin, 1904.

Congrès des employés, Bordeaux, 1902.

Ibid., Lyon, 1907.

Ibid., Rouen, 1908.

II^e Congrès international des employés, Bruxelles, 1903.

VIII^e Congrès international d'hygiène, 1894.

IV^e Congrès de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs et ateliers, 1909.

Congrès du Musée social, 1900.

Congrès international des Ligues sociales d'acheteurs, Genève, 1908.

Congrès pour la Protection légale des travailleurs, Paris, 1900.

Enquêtes allemandes de 1899 et de 1901.

Godart (J.). — Le travail de nuit dans la boulangerie, Alcan, 1910.

Jay (R.). — La protection légale des travailleurs, Larose, 1910.

Lujo Brentano. — La question ouvrière, Jouaust, 1885.

Petit (E.). — Rapport sur la Réforme de l'inspection du travail en France, Alcan, 1908.

Pic (P.). — Traité élémentaire de législation industrielle, A. Rousseau, 1908.

Résultats statistiques du recensement général de la population, 24 mars 1901, Imprimerie nationale, 1906.

Sessions du Conseil supérieur du travail (Comptes rendus).

Verbandstag des deutschen Handlungsgehilfen, Leipzig, 1907.

Enquêtes allemandes sur la situation des travailleurs dans le commerce de gros, 1901 et 1903.

Ouvrages spéciaux. Tracts. Monographies.

Adler. — Die Lage der Handlungsgehilfen. Stuttgart, 1900.

Artaud (A.). — La protection légale de l'employé et la réglementation du travail dans les magasins, Alcan, 1904.

— La question de l'employé, Roustan, 1909.

Audray (L.). — L'employé. Tract. *Action populaire*, n° 12, Lecoffre.

Berthod (Dr P.). — Raccourcis de médecine sociale.

Besse (A.). — L'employé de commerce et d'industrie, 1900.

Bezançon (H.). — La protection légale des employés de commerce, Rousseau, 1903.

Brunhes (Mme H.-J.). — *Journal d'une demoiselle de magasin*. Tract *Action populaire*, n° 244.

— Ligues sociales d'acheteurs Tract. *Action populaire*, n° 133.

Claverie (Ch.). — Syndicat des employés du commerce et de l'industrie. Tract *Action populaire*, n° 93.

Dalle. — Rapport au conseil supérieur, 1904.

Delpérier (L.). — La protection de la santé des employés de commerce, A. Rousseau, 1910.

Demolins — L'organisation du travail : réglementation ou liberté d'après l'enseignement des faits. Brochure éditée par la *Science sociale*, 1904.

Followell et Goudal (L.-O.). — Hygiène des employés de commerce et d'administration, Munier, 1901.

Haussonville (Comte d'). — Salaires et misères de femmes, Calmann-Lévy.

Honoré (F.). — Les employés de commerce à Paris au point de vue social. *Réforme sociale*, 1895.

Hubner. — Die AchtUhr Ladenschluss. Brochure éditée par la Verband Deutsche Handlungsgehilfen, Leipzig, 1908.

Jay (R.). — La limitation légale de la journée de travail en France, Alcan, 1906.

— Le repos du dimanche et la nouvelle loi française. Tract *Action populaire*, n° 122.

Métin (A.). — Le mouvement social en Australie. *Le Musée social*, 12 novembre 1909.

Nast (A.). — Clercs d'antan et d'aujourd'hui. Tract *Action populaire*, n° 209.

Noel. — La limitation des heures de travail, Caen, 1907.

Sachnine (J.). — Influence de la durée du travail quotidien sur la santé générale de l'adulte, Lyon, Waltener, 1900.

Sarraute. — La limitation légale de la durée du travail en Allemagne, Paris, 1900.

Schatz (A.). — La réglementation légale de la journée de travail, Guillaumin, 1904.

Périodiques.

- Bulletin de la Semaine*, Paris.
Bulletin de l'inspection du travail.
Bulletin des Ligues sociales d'acheteurs, Paris.
Bulletin de l'Office du travail, Paris.
Bulletin mensuel de la Fédération des employés de France.
Bulletin de l'Office international du travail, Berne.
La Démocratie, Paris.
L'Economiste français, Paris.
L'Employé, Paris.
L'Eveil démocratique, Paris.
Le Journal officiel (Débats et documents parlementaires).
Le Mouvement social, Paris.
Paris-Journal.
Questions pratiques de législation ouvrière, Lyon.
Le Ralliement des employés.
La Réforme sociale, Berlin.
La Revue du travail, Bruxelles.
La Revue populaire d'économie sociale, Paris.
The Shop assistant, Londres.
Soziale Praxis, Paris.
La Tribune des employés. Paris.
-

INTRODUCTION

La question de la limitation de la durée du travail est d'actualité : les affiches, que tout cet hiver on a pu lire sur les murs, invitant les clients à ne pas acheter après 7 heures du soir dans les magasins, la campagne des préparateurs en pharmacie pour obtenir la fermeture à 9 heures, les grèves des Galeries Lafayette, du Bazar de l'Hôtel-de-Ville, enfin le dépôt tout récent, le 7 juillet dernier, d'un projet de loi gouvernemental ayant pour objet la limitation légale de la journée de travail dans les magasins et bureaux, l'ont mise à l'ordre du jour. Pour actuelle qu'elle soit, cette question n'est pourtant pas nouvelle. Depuis plus de 30 ans les employés se plaignent, réclament. Mais jusqu'à ces derniers temps leurs plaintes et leurs réclamations n'avaient pas été entendues du grand public : il les croyait, peut-être, inspirées par les passions politiques et émanant d'une petite minorité tapageuse ; il avait peine à croire que ces employés si correctement vêtus, à l'air si convenable, si aisé, auxquels tout le monde attribue des salaires bien plus élevés que ceux de la réalité, fussent victimes d'abus intolérables ; il souriait sceptiquement quand ils affirmaient n'être payés que des salaires dérisoires, et travailler parfois plus de 14 heures.

C'est que l'employé a contre lui son air, la décence et la propreté de sa tenue ; on admet difficilement qu'il soit plus malheureux que l'ouvrier aux vêtements sales, qui a les mains calleusés, la figure noircie, et dont la seule vue inspire pitié. Et pourtant telle est fréquemment la réalité. Le comte d'Haussonville, si attentif aux choses sociales, écrivait il y a quelques années : « On plaint souvent l'ouvrier, et je ne dis pas qu'on ait tort, mais moi je plains davantage le petit employé, et je crois que j'ai raison (1). » On ne peut que souscrire à ce jugement.

L'opinion publique s'est donc enfin émue et a pris parti en faveur d'une limitation de la durée du travail des employés, si bien que cette question se pose actuellement de façon toute pressante. C'est elle que nous voudrions aborder et résoudre dans ces pages. Nous voudrions, d'abord, dévoiler les abus qui se produisent aujourd'hui, montrer leurs conséquences, et prouver que seule l'intervention légale peut leur faire prendre fin ; puis, cette intervention admise, nous voudrions rechercher, pour tirer profit de leur expérience, les pays étrangers qui la pratiquent déjà ; enfin, revenant à la France, faire l'histoire de nos tentatives de réglementation, et indiquer sous quelle forme, pour être efficace, la loi doit intervenir. Avant d'entreprendre cette étude, nous croyons utile de définir les employés, de montrer ce qu'ils font, les professions qu'ils exercent, d'indiquer la

(1) Comte d'Haussonville, *Salaires et misères de femmes* (Calmann-Lévy).

force qu'ils sont dans le pays, et de faire leur histoire. Ce préambule ne sera pas inutile, il situera la question de la limitation de la durée du travail des employés, montrera son importance, et fera apparaître pourquoi elle se pose depuis relativement moins de temps qu'en ce qui concerne les ouvriers.

Définir l'employé, ce n'est pas chose facile. La catégorie d'individus que doit désigner la définition est innombrable, elle comprend des professions fort diverses, une idée commune est difficile à trouver. Aucun texte de loi, par ailleurs, ne définit l'employé.

Quelques-uns ont proposé de dire : « est employé tout salarié payé au mois (1) », c'est là une mauvaise définition : il y a des employés payés à la journée, ceux de bazar par exemple. D'autres (2) croient préférable d'admettre que « doit être considéré comme employé quiconque n'est pas ouvrier », comme si un rentier, un avocat, qui ne sont pas des ouvriers, pouvaient être assimilés aux employés. M. Paul Pic (3) a eu le mérite de tenter le premier une définition critique de l'employé ; d'après lui, et nous nous rallions à son opinion : « doivent être qualifiés de commis ou employés tous les auxiliaires du commerce et de l'industrie qui, bien que placés par leur contrat sous la dépendance du patron,

(1) Arrêt de Lyon, 1^{er} août 1895, *Gaz. Pal.*, 1896.1.138.

(2) Congrès international des employés à Bruxelles en 1903.

(3) Paul Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, 3^e édit., 1908 (A. Rousseau, Paris), p. 691.

sont préposés à des travaux présentant un caractère d'ordre plutôt intellectuel que matériel ; leur rôle, à quelque degré de la hiérarchie qu'ils soient placés, consiste à seconder le patron dans son commerce, et, à ce titre, le contrat qui les unit à l'employeur, bien que constituant un véritable louage de services, se nuance, en quelque sorte, d'une idée de mandat. » Cette définition ne nous satisfait pas pleinement ; est-il toujours vrai que le travail de l'employé présente « un caractère d'ordre plutôt intellectuel que matériel » ? Nous en doutons. Mais est-il possible de dire mieux ? Y a-t-il une différence de nature entre le travail de l'employé et celui de l'ouvrier ? En tous cas l'ouvrier et l'employé sont tous deux des salariés, voilà le caractère dominant de leurs situations respectives ; de plus en plus il s'accusera, faisant disparaître les différences de détail.

On divise ordinairement l'ensemble des employés en deux catégories : les employés de commerce et les employés de bureau (1). Les employés de commerce sont des intermédiaires entre le patron et les clients, ils sont vendeurs de magasins, garçons de pharmacie, courtiers, garçons épiciers, etc. Les employés de bureau ont rarement des rapports avec la clientèle, ils écrivent, ils sont caissiers, comptables, sténographes, clercs de notaire,

(1) Sur cette classification, V. Léon Audray, *L'employé*, tract de l'Action populaire (Lecoffré, éditeur), et A. Artaud, *La protection légale de l'employé et la réglementation du travail dans les magasins* (Alcan, 1904).

employés d'assurances, de banque, etc. Ces deux classes formaient, en 1901, un ensemble de 2 millions 750.000 personnes (1), employés de l'Etat compris; non compris, il restait encore 1 million 171.000 employés, qui se répartissaient ainsi (2) :

Pêche, forêts, culture	7.133 employés	
Mines, carrières	9.440	—
Industries alimentaires et chimiques	49.037	—
Papier, livre, textile	48.765	—
Vêtements, modes	25.694	—
Cuirs, bois, métallurgie.	22.000	—
Fer et bijouterie	30.784	—
Pierres précieuses.	820	—
Terrasse et construction	17.000	—
Transport	211.500	—
Commerces divers	496.094	—
Spectacles	14.738	—
Banques, assurances	49.295	—
Professions libérales	167.234	—
Soins personnels	21.942	—
		1.171.476 employés

C'est là le chiffre de 1901. Il est maintenant au dessous de la vérité. Depuis 1901, le commerce s'est développé ainsi que l'industrie, le nombre des employés,

(1) Résultats statistiques du recensement général de la population (24 mars 1901). Imprimerie nationale, 1906, t. IV, p. 182.

(2) *Ibid.*, p. 183.

par conséquence, s'est accru, il est certainement, à l'heure actuelle, de 1 million 500.000.

Il peut paraître singulier que jusqu'à présent le législateur ait négligé de protéger une profession groupant autant de personnes, alors que c'est depuis fort longtemps qu'il protège les ouvriers.

La seule explication de ce phénomène, c'est l'histoire : les employés ont élevé leurs revendications beaucoup plus tard que les ouvriers. En 1848, alors que ceux-ci obtenaient la limitation légale de la durée de leur travail, les employés ne songeaient même pas à demander le bénéfice d'une mesure analogue. A cette époque ils n'avaient pas encore subi tous les effets de la grande transformation qui commençait à s'opérer dans le commerce. Mais 20 ans plus tard il n'en sera plus de même, l'évolution du commerce aura entièrement changé leur situation, ils réclameront alors, comme l'ouvrier, le vote de lois protectrices, ils demanderont la limitation de la durée de leur travail.

L'évolution qu'a opérée le commerce au XIX^e siècle se caractérise essentiellement par un développement inouï en force et en étendue de toutes les entreprises commerciales, elle trouve sa manifestation la plus éclatante et son symbole le plus parfait dans les grands magasins, ces immenses édifices, nés entre 1850 et 1860 pour la plupart, bâtis à l'aide de capitaux considérables, où travaillent fébrilement des milliers d'employés occupés à servir une clientèle pressée, venue de toutes les parties de

la nation, dans lesquels s'entassent, prêts à vendre, les objets les plus disparates, habits, meubles, bibelots, etc., de façon que l'acheteur puisse sans sortir satisfaire les plus divers de ses besoins. La puissance de la transformation qui a révolutionné le commerce, se trouve bien attestée par les chiffres. De 1866 à 1901, le nombre des personnes occupées dans le commerce est passé de 972.793 à 1.881.462, c'est-à-dire qu'en 35 ans, il a presque doublé (1). De 1896 à 1901, il a augmenté de plus de 225.000 ; pendant cette même période, la moyenne des personnes occupées dans le commerce par 10.000 habitants est passée de 902 à 982 (2). Ces chiffres sont d'autant plus intéressants que, pendant ces 40 dernières années, la population totale de la France a très peu augmenté.

Cette transformation se poursuit toujours. Peu à peu elle a modifié la situation de l'employé. Elle a changé la nature de son travail ; autrefois celui-ci durait longtemps, mais il était peu fatigant, la vente laissait de longs loisirs, pendant lesquels l'employé se reposait ; maintenant, de plus en plus, le travail tend à devenir tout autre, sa durée est quelquefois plus courte qu'autrefois, mais comme aussi il est plus fatigant ! Ce que le patron paie maintenant, ce n'est plus la présence passive

(1) Résultats statistiques du recensement général de la population (24 mars 1904). Imprimerie nationale, 1906, t. IV. Résultats généraux, p. 123.

(2) *Ibid.*, p. 126.

des vieilles boutiques, c'est l'activité fébrile, toujours en éveil, telle qu'on la trouve dans les grands magasins.

Peu à peu aussi une transformation autrement profonde s'est opérée : l'employé est devenu un salarié.

Il s'est passé pour lui, au cours du xix^e siècle, le même phénomène qui avait eu lieu, à la fin du moyen âge, pour l'ouvrier : sa situation d'auxiliaire du patron, de passagère, est devenue définitive. Autrefois, les commis, comme alors on appelait les employés, étaient des apprentis, ils ne restaient chez le patron que le temps qu'il fallait pour acquérir la connaissance et la pratique de la profession ; dès qu'ils se sentaient assez capables, ils devenaient patrons à leur tour. Il n'en est pas de même aujourd'hui. L'évolution du commerce a fermé aux employés la possibilité de devenir patrons, car maintenant, pour être commerçant, il faut avoir de l'argent, être homme d'initiative, et connaître complètement sa profession, et tout cela fait défaut aux employés : la plupart d'entre eux sont pauvres, beaucoup sont indolents, et leur activité se borne le plus souvent à un « rayon », à une spécialité, ils ignorent les secrets de toute la profession. Par la force des choses, les employés sont donc devenus des prolétaires, mais du même coup leur mentalité s'est trouvée modifiée : les maux d'autrefois qu'ils avaient subis sans se plaindre, parce qu'ils les savaient temporaires, ils n'ont pas voulu qu'ils devinssent définitifs, et ils ont commencé aussitôt à élever leurs revendications (1). Les dates à cet

(1) Un exemple pour montrer l'exactitude de cette observation. Voici ce qu'écrivait, le 18 août 1910, un préparateur en pharmacie

égard ont leur éloquence : c'est lors de la révolution de 1848 que s'élèvent les premières plaintes des employés, et c'est justement vers cette époque que le commerce commence son évolution, et que les grands magasins naissent (1).

Enfin l'évolution du commerce a considérablement augmenté le nombre des employés, et par là elle a accru leur force, leur a donné une certaine âme collective. C'est ce qui explique l'énergie de leurs revendications présentes.

Voilà les conséquences générales qu'a eues pour l'employé l'évolution du commerce. En ce qui concerne le problème de la limitation de la durée du travail, c'est cette

pour expliquer l'agitation de ses collègues en faveur de la fermeture à 9 heures : « Cet état de choses bien pénible (logement malsain, durée de travail excessive) avait toujours été supporté par les préparateurs, car, en ce temps-là, les employés, moyennant un examen assez sommaire, pouvaient devenir patrons (pharmaciens de 2^e ou de 3^e classe). Ils ne songeaient donc pas à supprimer ni à faire cesser ce que, plus tard, ils feraient à leur tour subir à d'autres. Mais depuis plusieurs années une loi est passée qui a supprimé les pharmacies de 2^e et de 3^e classes. Et dès lors, les préparateurs n'ayant plus l'espoir de s'élever au patronat dans leur corporation, s'aperçurent que la durée de leur travail était trop excessive » (*La Démocratie*, 18 août 1910). Le même phénomène, avons nous dit, s'est produit pour les ouvriers ; voici ce qu'à leur sujet écrit H. Lujo Brentano : « La domination du maître, même abusive, pouvait paraître supportable tant que chaque ouvrier conservait l'espoir de devenir patron ; mais lorsque l'état de compagnon se transforma en une condition et une situation sociale fixes, il ne parut plus supportable » (*La question ouvrière*, Paris, Jouaust, 1885, p. 14).

(1) V. d'Avenel, *Le mécanisme de la vie moderne*, 1^{re} série (A. Colin).

évolution qui l'a fait se poser, elle a rendu le travail de l'employé plus long, plus fatigant, plus asservissant, elle a ainsi fait vivement désirer à celui-ci un peu plus de bien-être et un peu plus de liberté. Les abus que nous signalerons, ce n'est pas toujours elle qui les a fait naître, mais toujours elle a aggravé leurs conséquences et leur étendue.

PREMIÈRE PARTIE

NÉCESSITÉ DE LA RÉGLEMENTATION LÉGALE

CHAPITRE PREMIER

LA DURÉE ACTUELLE DU TRAVAIL DANS LES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX.

Le Conseil supérieur du travail, le 18 juin 1900, décidait, sur la proposition de M. Millerand, ministre du commerce, d'ouvrir une enquête sur les conditions du travail des employés du commerce et de l'alimentation, et il chargeait, en même temps, sa commission permanente d'y procéder. Celle-ci, réunie le 9 août 1900, décida l'envoi immédiat aux chambres syndicales ouvrières et patronales, de questionnaires sur l'âge d'admission, la durée de présence et de travail, le repos quotidien, les vacances et les conditions du travail des personnes intéressées. Les réponses à ces questionnaires furent par la suite dépouillées et groupées en tableaux synoptiques dans le compte rendu de l'enquête. D'autre part, du

21 janvier au 18 mars, la commission tint plusieurs séances où elle entendit les dépositions orales de nombreux représentants des organisations patronales et des syndicats d'employés de Paris. Le soin de rédiger l'enquête, en ce qui concerne les employés de commerce et de bureau, fut confié à M. Dalle, membre du Conseil supérieur et délégué des syndicats d'employés (1). Cette enquête est la seule que nous possédions, qui ait quelque portée, sur la durée du travail dans les établissements commerciaux ; c'est d'elle que nous tirerons la plupart de nos renseignements, nous la compléterons seulement quelquefois, soit par des enquêtes plus récentes, soit par des faits que nous aurons constatés nous-même.

La division de notre étude sera très simple : durée du travail des employés de commerce, durée du travail des employés de bureau, durée du travail à l'étranger. Ce dernier paragraphe sera bref, il montrera seulement que, partout où il n'y a pas de limitation légale de la durée du travail, les mêmes abus se révèlent ; qu'ils ne sont pas particuliers à notre pays. Nous n'avons pas à distinguer entre la durée du travail des femmes et enfants, et la durée du travail des adultes : elle est la même (2),

(1) M. Barafort fut le rapporteur de l'enquête sur le commerce de l'alimentation ; celui-ci intéressant surtout les « ouvriers du commerce », nous n'aurons pas l'occasion d'y renvoyer.

(2) Quelquefois même les femmes et les enfants travaillent plus longtemps que les adultes, c'est le cas par exemple dans les commerces de nouveauté : les jeunes gens nouvellement arrivés, doivent venir une demi-heure avant les autres employés pour épousseter les objets. En Allemagne, l'enquête de 1901 a révélé que dans le

il n'y a pas d'exceptions à cette règle : la sortie du personnel à des heures différentes gêne le patron, il unifie, autant qu'il le peut, la durée du travail.

§ 1. — La durée du travail des employés de commerce.

Les grands magasins. — Ce n'est pas dans les grands magasins que la durée du travail est la plus longue. Voici les résultats de l'enquête qu'a faite, à ce sujet, le syndicat des employés de commerce de Paris (Petits-Carreux) (1).

	Heures d'entrée	Heures de sortie	Durée du travail	Temps pour le repas
Bon Marché.	8 h.	7 1/2 et 8 h.	11 1/2 à 12 h.	45 minutes
	hiver et été			
Louvre. . .	8 h.	7 h. 10	11 h. 10	1 heure
Printemps .	8 h. ou 8 1/4	7 h.	11 h.	1 heure
Nouvelles } Galleries }	7 h. 1/2	8 h. 8 1/4	12 h. 1/2	45' à midi, 35' soir

D'après cette enquête, la durée moyenne du travail de l'employé de magasin serait de 11 à 12 heures, mais il faut aussi tenir compte de nombreuses sorties après l'heure, des veillées, des heures supplémentaires (2).

Au Bon Marché, par exemple, les employés fournissent, par an, une moyenne de plus de 300 heures supplémentaires (presque 1 heure par jour). Aux Nouvelles

grand commerce et dans les fabriques, les femmes et les enfants travaillent plus longtemps que les adultes (Voir V. Brants, « Les employés ». *Réforme sociale*, 16 mai 1909).

(1) L. Audray, *L'employé* (tract Action populaire, n° 12).

(2) V. *L'employé*, 25 janvier 1906.

Galleries, le lundi et le samedi, la fermeture est retardée de une demi-heure ou une heure (8 h. 45 ou 9 h. 15). Par ailleurs très fréquemment la sortie ne peut pas se faire à l'heure exacte, c'est ce qu'avouent tous les directeurs de grands magasins. M. Honoré, directeur du Louvre, par exemple, déclarait (1) : « La sortie doit avoir lieu à 7 heures, autant que les nécessités de la vie commerciale le permettent. Le personnel comprend, d'ailleurs, qu'il est impossible d'assurer pour tout le monde la sortie à 7 heures, à cause de la clientèle. D'autre part il faut tenir compte de ce qui se passe dans les maisons concurrentes. » De même M. Riçois, le directeur du Bon Marché, exposait (2) « que la fermeture est bien sonnée à l'heure exacte, mais que, bien entendu, tous les rayons ne peuvent quitter immédiatement (3);... il peut pourtant affirmer qu'à 9 heures il n'y a plus personne dans les magasins ». En fait, on peut le dire, pour toutes ces causes (sortie retardée, heures supplémentaires, veillées), la journée vraie de l'employé de magasin a une durée, en temps ordinaire, de 12 à 13 heures.

Celle-ci est bien plus longue lors des terribles semaines du mois de décembre, avant Noël et le Jour de l'an. Certains magasins pendant toute cette période ne ferment qu'à 10 heures du soir ; les veilles de Noël et du Jour de l'an, il n'est pas rare que le travail se poursuive jusqu'à

(1) Rapport Dalle, p. 21.

(2) Rapport Dalle, p. 22.

(3) Rapport Dalle, p. 59.

1 heure du matin (1). Toute cette période est une époque de surmenage excessif pour les employés de magasin. Pour permettre aux clients d'acheter à toute heure leurs cadeaux et leurs jouets, les femmes sont obligées de rentrer seules chez elles, en banlieue parfois, au milieu de la nuit, et par des temps comme il en fait au mois de décembre (2). Les employés des sous-sols qui reçoivent et attribuent les marchandises (employés à la marque), sont obligés, pendant tout novembre et décembre, de rester le soir jusqu'à 10 heures et 11 heures (3).

Nous n'avons pas parlé encore des expositions, elles ont lieu une fois par mois ; pendant les jours qui les précèdent, les employés sont obligés de rester tardivement ; on a prétendu que l'heure à laquelle ils quittaient ces jours-là, c'était 2 heures du matin ; il y a là de l'exagération, mais il est certain (4) que c'est là une cause de prolongation de la durée de leur travail, et que jamais ils ne quittent, à ces périodes, avant 10 heures du soir.

Résumons-nous : la durée moyenne du travail de l'employé de magasin est de 12 à 13 heures, mais il arrive très fréquemment que cette durée est dépassée, et qu'elle est portée à 14 heures.

Dans les grands magasins, il y a les employés qu'on voit et ceux qu'on ne voit pas. Ceux qu'on voit ce sont les

(1) V. Rapport Dalle, p. 4 et 5.

(2) V. *Journal d'une demoiselle de magasin* (Action populaire, tract n° 24, p. 11 et suiv. V.

(3) Rapport Dalle, p. 4 et 5.

(4) V. la déposition de M. Riçois. Rapport Dalle, n° 4.

vendeurs ; ceux qu'on ne voit pas ce sont les garçons de magasin, les livreurs, nous n'avons pas encore indiqué la durée de leur travail ; elle est beaucoup plus longue que celle des vendeurs.

Pour les garçons « les nécessités du service obligent à les faire venir de meilleure heure (que les vendeurs) pour le nettoyage et l'époussetage des magasins ; les garçons de salle, cuisiniers, etc., arrivent également plus tôt » ; c'est ce que déclare le directeur du Bon Marché (1). En fait ils arrivent, le matin, entre 5 et 7 heures (2) et quittent, le soir, au plus tôt, à 8 heures, ce qui leur fait une moyenne de 14 heures de présence, et de 13 heures de travail. Bien entendu, ils sont, eux aussi, atteints, par toutes les périodes de surmenage, pendant lesquelles la durée de leur travail est de plus de 14 heures (3).

Les livreurs ont une situation pire encore ; le matin ils arrivent à la même heure que les garçons, ils partent, et ne rentrent jamais le soir, au magasin, avant 9 heures, et à ce moment ils ne sont pas encore libres : il faut qu'ils rendent leurs comptes, si bien qu'ils ne sortent qu'à 9 heures 1/2 ou 10 heures. Les livreurs qui vont en banlieue ne sont libres fréquemment qu'à 10 heures 1/2 et même 11 heures (4). D'une façon générale, on peut

(1) Rapport Dalle, p. 22.

(2) Ainsi à la Samaritaine les garçons arrivaient l'été à 5 heures, l'hiver à 5 h. 1/2.

(3) M. Besse (*L'enseignement agricole des adultes, son utilité contre le chômage*, 1908, p. 18) indique comme durée moyenne de leur travail : 15 heures, dont il faut déduire 1 h. 1/4 pour les repas.

(4) Rapport Dalle, p. 49. Les livreurs de la Samaritaine qui vont

donc dire que la durée moyenne de la journée de travail des livreurs varie entre 14 et 15 heures, dont il faut déduire le temps des repas qu'ils prennent à la hâte en cours de route.

La durée du travail de l'employé de magasin est la même en province qu'à Paris. A Lyon, par exemple, elle est de 12 heures $\frac{3}{4}$, à Nice de 13 heures $\frac{1}{2}$, au Havre de 12 heures $\frac{1}{2}$ (1). En ce qui concerne les livreurs et les garçons de magasin, on retrouve en province les mêmes abus qu'à Paris (2).

Les bazars. — Le rôle de l'employé de bazar ressemble beaucoup à celui de l'employé de grand magasin : il est ou vendeur ou employé à la réserve comme celui-ci ; cependant la durée de son travail n'est pas la même que celle de l'employé de magasin : elle est plus longue. A quoi cela tient-il ? A ce fait surtout, semble-t-il, que beaucoup de personnes n'achètent au bazar qu'après la fin de journée de travail, le bazar vendant surtout des menus objets, dont l'acquisition demande peu de temps. Quoi qu'il en soit la journée des employés de bazar est longue : ils commencent le matin à 7 heures ou 8 heures et finissent le soir à 9 heures ; les jours qui précèdent les fêtes, les samedis, ils veillent jusqu'à 10 heures, 11 heures et même

en banlieue, se plaignent de ne pas rentrer avant 10 h. $\frac{1}{2}$ et de n'être libres qu'à 11 heures, minuit et même 1 heure du matin.

Ibid., p. 50.

(1) V. Rapport Dalle, p. 17.

(2) V. Rapport Dalle, p. 48.

minuit (1). Au moment de Noël et du Jour de l'an, il n'est pas rare qu'ils ne quittent qu'à 2 heures du matin (2). Voici ce que déclarait devant la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, Pennelier, du cercle amical des employés du commerce et de l'industrie : « Dans les grands bazars on travaille de 8 heures du matin à 10 heures du soir. Le samedi on veille quelquefois 1 heure 1/2, les jours de fête on va jusqu'à 11 heures et minuit. Dans les bazars des quartiers extérieurs, on travaille, en été, de 7 heures 1/2 du matin jusqu'à 11 heures du soir ; il y a deux heures pour les repas (3). »

En province, la durée du travail est la même : l'employé de bazar travaille de 11 h. 1/2 à 14 heures par jour (4).

Magasins de détail. Epiceries. — La durée moyenne de la journée de travail de l'employé dans les petits magasins est difficile à indiquer, il y a ici une grande diversité : aucun règlement ne fixe les heures de sortie, elles changent avec la saison, le temps, l'affluence de la

(1) Dans certaines maisons, celles de moyenne importance, la durée du travail est allongée de ce fait que, comme il n'y a pas d'employés de réserve pour entrer et marquer les marchandises, ce sont les vendeurs qui, leur travail terminé, doivent faire ces opérations.

(2) Rapport Dalle, p. 44. V. Artaud, *La protection légale*, p. 6.

(3) Rapport Dalle, p. 10. L'employé de bazar est un des plus mal payés : quelquefois il est embauché à la journée ; salarié au mois fréquemment il ne touche que 120, 150 francs, alors qu'autrefois il en gagnait 200 ; à l'inverse des autres employés, dans le cours du temps, il a vu le taux de son salaire diminuer.

(4) V. Rapport Dalle, p. 37.

clientèle, et dépendent souvent de la seule bonne volonté du patron. Pourtant, d'une manière générale, on peut dire que la durée du travail est plus longue dans les petits magasins que dans les grands (1). M. Mahieu, le président de la chambre syndicale du commerce de la nouveauté, indiquait que, dans les petits magasins du commerce qu'il représentait, l'heure d'arrivée variait entre 7 et 8 h. 1/4 du matin, et l'heure de sortie entre 7 h. 1/4 et 8 heures, mais que la journée de travail était plus longue d'abord pour les débutants qui devaient arriver une demi-heure en avance pour épousseter les objets et les rayons, et ensuite pour les employés des magasins situés dans des quartiers ouvriers, où la fermeture n'avait lieu qu'à 9 heures (2). M. Faussemaque (3) constatait que dans les maisons de second ordre, c'est-à-dire dans les petits magasins, la durée du temps de présence était de 13 à 14 heures, durée à laquelle il faut ajouter les heures supplémentaires occasionnées par les expositions, l'inventaire, les jours de grande vente. Il y a certains commerces où la durée du

(1) C'est ce qu'affirma très fortement devant la Commission permanente M. Zirnheld, secrétaire du syndicat des Petits-Carreaux. M. A. Besse (*L'employé de commerce et d'industrie, Questions pratiques de législation ouvrière*, 1901, p. 187 et suiv.), en juge de même : « Chez le petit commerçant, l'employé est soumis d'une façon beaucoup plus étroite (que dans les grands magasins) aux caprices du patron et aux exigences de la clientèle ; c'est là que nous trouvons des journées de 13 à 14 heures de présence active aux magasins. »

(2) Rapport Dalle, p. 29.

(3) *L'employé*, 25 janvier 1906. — V. aussi *La tribune des employés*, février 1909.

travail est manifestement excessive, c'est le cas, par exemple, de celui de la pharmacie ; les garçons de pharmacie, à Paris, font jusqu'à 16 heures de présence, et sont, en outre, soumis aux exigences du service de nuit qui les oblige à se lever au coup de sonnette (1) ; de même les employés liquoristes se plaignent (2) de travailler 14 heures par jour. Mais, dans aucun commerce de détail, la durée du travail n'est aussi longue que dans le commerce de l'épicerie ; lors de l'enquête de 1901, le Syndicat de l'épicerie française fit remettre une note où il reconnaissait que, d'une façon générale, les épiceries s'ouvraient, à Paris, vers 7 heures (3) pour ne fermer le soir qu'à 9 heures (4). Nous pouvons affirmer qu'il y a de nombreuses épiceries — particulièrement celles vendant du lait — qui ont un temps d'ouverture plus long, et qui sont ouvertes le matin dès 5 h. 1/2 ou 6 heures. La durée du travail du garçon épicier est donc d'au moins 13 heures, déduction faite du temps des repas (1 h. 1/2 pendant laquelle il est fréquemment obligé d'aller servir les clients). Cette durée de travail est certainement plus faible que celle qui se dégagerait d'une enquête dans toute la France (5) ; en province les épiceries ouvrent de très bonne heure, surtout dans les bourgs, où il faut

(1) V. Artaud, *La question de l'employé*.

(2) Compte rendu du Congrès de la Fédération nationale des employés de 1900.

(3) 7 h. 1/2 hiver, 6 h. 1/2 été.

(4) Rapport Dalle, p. 12.

(5) Voir des tableaux annexés au rapport Dalle.

pouvoir servir ceux qui vont aller travailler aux champs.

Le commerce de gros. — L'employé des magasins de gros n'a pas à se plaindre : la durée de sa journée de travail est normale ; il le doit, sans doute, à l'absence de tout rapport immédiat avec la clientèle. Le syndicat des Petits-Carreaux a fait une enquête sur la situation de l'employé dans le commerce de gros, il a constaté que la durée moyenne du travail était de 9 à 10 heures (8 heures du matin à 6 ou 7 heures du soir avec 1 heure 1/4 ou 1 heure 1/2 à midi) (1). Dans beaucoup de maisons, l'habitude heureuse s'est établie de donner congé à l'employé le samedi après-midi, ou tout au moins dès 4 heures du soir. Par ailleurs, à midi l'employé a un temps suffisant pour déjeuner, et il déjeûne à une heure convenable, car les magasins ferment, ce qui permet à tout le monde de déjeûner à la même heure (2).

Dans le commerce de gros il y a des veillées, mais elles sont peu nombreuses.

§ 2. — La durée du travail des employés de bureau.

La durée du travail des employés de bureau est, d'une façon générale, moins longue que celle des employés de commerce (3). Cela tient certainement à ce qu'ils ne sont

(1) Rapport Dalle, p. 4 et 5. — Voir aussi les déclarations de M. Doll, délégué de l'Association générale du commerce et de l'industrie des tissus et matières textiles. Rapport Dalle.

(2) Dans les grands magasins l'employé déjeûne dès 10 heures du matin, et comme il ne dîne fréquemment qu'à 8 heures du soir, on voit l'épuisement qui résulte de ce long jeûne.

(3) Rapport Dalle, p. XXXIII.

jamais en rapport avec la clientèle, et que fréquemment leur travail n'est pas précisé, qu'il peut être fait aussi bien le lendemain que la veille.

Les employés de bureau qui travaillent le moins longtemps, ce sont ceux des Compagnies d'assurances ils rentrent le matin à 9 heures et demie ou 10 heures et sont libres le soir à 5 heures ou 6 heures à moins qu'ils n'aient des heures supplémentaires à fournir ; dans ce cas ils sortent à 8 ou 9 heures. A midi ils ont une heure pour déjeuner, quelquefois plus, fréquemment moins (1). Les clercs de notaires, d'avoués, d'huissiers n'ont pas, eux non plus, une longue durée de travail ; ils rentrent le matin à 9 heures ou 9 heures 1/2, ont de une à deux heures pour déjeuner et sortent le soir entre 5 et 6 heures, il est vrai qu'ils sont fort peu payés (2).

Les employés de banque (3), en temps ordinaire, ont une durée de travail courte : ils commencent le matin à 8 heures et demie ou 9 heures et finissent le soir à 5 ou 6 heures ; à midi ils ont de une demi-heure à une heure et demie pour déjeuner, c'est une journée de 7 à 8 heures ; seulement il arrive très fréquemment (4) qu'elle devient beaucoup

(1) Beaucoup d'employés d'assurances sont obligés de déjeuner au bureau.

(2) V. Albert Nast, *Clercs d'antan et d'aujourd'hui*, Action populaire, tract n° 209.

(3) Voir l'enquête du syndicat des Petits-Carreaux sur la durée du travail dans la Compagnie d'assurances et de crédit : Rapport Dalle, p. 6 et 7.

(4) Dans certains établissements, à la Société générale par exemple, aux jours de liquidation les employés passent la nuit entière.

plus longue : deux fois par mois (aux jours de liquidation), et pendant les mois de janvier et juillet, ils sont obligés de veiller jusqu'à 8 heures, 9 heures et quelquefois minuit. Un fait d'ailleurs éclaire ces constatations : le plus clair des appointements des employés de banque est constitué, le plus souvent, par le prix des heures supplémentaires qu'ils sont obligés de faire. Les garçons de recettes des banques ont une durée de travail assez longue : 9 ou 10 heures en temps ordinaire, 12 ou 13 heures les jours de fin de mois et les veilles d'échéance. Dans certaines maisons d'agent de change il existe un abus déplorable : les employés à la recette sont obligés, chacun leur tour, de coucher dans les bureaux pendant huit jours de suite, c'est ce qu'ils appellent prendre la semaine; ils fournissent, pendant ces huit jours, leur journée de travail, puis, le soir, après avoir dîné, ils reviennent à 8 heures au bureau pour y passer la nuit ; c'est là une habitude désastreuse, elle soustrait pendant toute une semaine l'employé à la vie de famille, augmente considérablement son temps de présence, et l'expose aux maladies les plus graves, puisqu'il dort dans la pièce même qui a été contaminée, tout le jour, par le travail et la respiration du personnel et des clients du bureau.

Dans les grands magasins il y a aussi des employés de bureau, ils sont caissiers, comptables, ou bien sont attachés à la direction, au contrôle, au bureau des achats. Leur durée de travail est égale à celle des vendeurs : ils arrivent et partent en même temps qu'eux, et souffrent des mêmes abus qu'eux.

Les employés de bureau de l'industrie et du commerce de gros, travaillent plus longtemps que les employés d'administration ; la durée de leur travail n'est jamais inférieure à 9 heures et dépasse parfois 11 heures. Dans les bureaux des usines, le travail commence généralement vers 8 heures et finit le soir à 7 heures, quelquefois plus tard, particulièrement le samedi, à cause de la paie des ouvriers. Dans les grosses maisons de commerce, la durée du travail est à peu près la même que dans les établissements industriels : 9 ou 10 heures, seulement il arrive fréquemment, aux périodes de presse, que les employés sont obligés de rester jusqu'à l'expédition complète des commandes, c'est-à-dire jusque 7 ou 8 heures (1). Il y a des commerces où, périodiquement, il faut veiller, fournir une durée de travail considérable : dans le commerce de commission, pendant les jours qui précèdent le départ des grands paquebots à destination de l'Amérique du Sud ou de l'Extrême-Orient, les employés des bureaux fournissent un surcroît de travail énorme, il y a des maisons de ce commerce, où ils sont obligés de venir le matin dès 6 heures, et où le soir ils ne peuvent pas quitter avant 11 heures et même minuit, et cela se renouvelle au moins deux fois par mois ; en temps ordinaire ils arrivent à 8 heures et partent à 8 heures.

(1) C'est le cas, par exemple, du commerce des machines agricoles : nous connaissons une maison où la durée ordinaire du travail est de 8 heures et demie en hiver et 9 heures en été, et où, à la période des moissons, les employés font 10 et 11 heures, et sont même obligés de venir le dimanche.

M. A. Besse, membre du Conseil supérieur du travail élu par les syndicats d'employés, écrivait, il y a quelques années, ces lignes qui sont comme le résumé de l'étude que nous venons de faire de la durée du travail de l'employé : « Il ressort de notre enquête que onze heures de travail quotidien est le chiffre moyen (de la durée du travail de l'employé), chiffre la plupart du temps dépassé et prolongé jusqu'à 13 et parfois 15 heures (1). » Et plus récemment, s'adressant à M. Justin Godart, secrétaire de la commission du travail de la Chambre, il répétait encore : « Je puis vous affirmer que les journées de travail de 14 et 16 heures ne sont pas rares et qu'il est temps qu'une réglementation légale vienne mettre une fin à de pareils usages (2). »

La réalité peut se résumer ainsi : Dans les bureaux la durée du travail est, en général, de 7 à 10 heures, dans les grands magasins de 11 à 12 heures, dans le commerce de gros de 8 à 11 heures, et dans les bazars, magasins de détail, épiceries, de 11 à 14 heures. C'est là la durée ordinaire du travail, mais il faut tenir compte des durées de travail exceptionnelles, qui sont particulières soit à un commerce, soit à une région, ou qui se produisent seulement à certains jours ou pendant certaines périodes de l'année ; dans tous ces cas il est certain qu'il n'est pas rare de trouver des journées de plus de 14 heures. Une

(1) *Questions pratiques de législation ouvrière*, 1901, p. 187.

(2) Cité par L. Delpérier, *La protection de la santé des employés de commerce*, p. 51.

telle durée de travail, même exceptionnelle, est exagérée, — elle ruine la santé de celui qui la fournit, l'empêche de jouir de la vie de famille, de vaquer à ses affaires, de s'occuper, d'une façon quelconque, de son développement intellectuel et moral ; d'un homme elle fait une bête de somme, et c'est ce qu'aucun de ceux qui ont au cœur le souci des intérêts de la nation et de la dignité de l'homme ne saurait admettre.

§ 3. — La durée du travail à l'étranger.

C'est seulement quelques exemples que nous voulons noter ici, afin de montrer que partout le développement du commerce engendre les mêmes abus (1).

En Belgique, en 1906, l'organisation des employés et voyageurs a ouvert une enquête sur la durée du travail des employés ; voici les résultats qu'elle a recueillis (2) :

Durée du travail dans les magasins, 12 heures.

— dans les pharmacies, 12 à 16 heures.

— dans les bureaux, 8 à 9 heures.

— dans les librairies, 8 à 10 heures.

A Rome, le docteur Guglielmetti (3) a constaté que :
« La journée de travail, dans les magasins, dure en moyenne de 8 heures du matin à 8 heures du soir, avec

(1) Voir aussi au chap. III de la deuxième partie les statistiques allemandes.

(2) *Soziale Praxis*, 4 octobre 1906.

(3) Compte rendu du Congrès des ligues sociales d'acheteurs à Genève, p. 76.

une interruption à midi d'une heure et demie pour déjeuner, mais qu'il y en a où, tandis que du mois d'octobre au mois de mai la journée de travail est comprise entre 8 h. 1/2 du matin et 8 heures du soir, au contraire du mois de mai au mois d'octobre elle s'étend de 7 heures du matin à 9 heures du soir. »

En Hollande, les employés des banques se plaignent d'être contraints à des veillées fréquentes, les vendeuses de magasin d'avoir une durée de travail trop longue (1).

A Lucerne, à Zurich, des enquêtes révèlent que des jeunes filles sont astreintes à un travail de 13 heures, de 17 heures même (2).

Au Brésil, les employés ont des journées de travail de 13 heures, les magasins restant ouverts depuis 7 h. 1/2 du matin jusqu'à 9 ou 10 heures du soir (3).

En Angleterre, l'Association des employés de bureau et de magasin (*National Amalgamated Union of Shop Assistants, Warehousemen and Clerks*) a ouvert, en 1909, une enquête sur les conditions générales du travail de l'employé, en vue de l'établissement d'un minimum de salaire. Voici les durées de travail hebdomadaire qui ont été constatées dans les divers commerces :

Commerce de tissus :

Femmes (Province) . . .	47 à 78 heures de travail par semaine
Hommes — . . .	56 à 74 —

(1) L. Delpérier, *La santé des employés de commerce*, p. 38, 72 et tableau, p. 203.

(2) *Ibid.*, p. 73.

(3) *Employé*, 5 avril 1908.

Femmes (Londres). . . .	50 à 80 heures de travail par semaine	
Hommes —	55 à 78	—
Epicerie :		
Hommes (Province)	46 à 92 h. 1/2	—
— (Londres)	56 à 84	—
Magasins de chaussures :		
Femmes (Province)	54 à 86	—
Hommes —	61 1/2 à 72	—
Femmes (Londres). . . .	62 à 78	—
Hommes —	64 1/2 à 65	—
Agents de change :		
Province	66 à 80	—
Londres	64 à 72	—
Librairies :		
Femmes (Londres). . . .	66 à 78	—
Nouveautés :		
Hommes (Londres). . . .	60 à 75	—
— (Province)	56 à 76 1/2	—
Pharmacies :		
Hommes (Londres). . . .	63 à 68	—
— (Province)	62 à 69	—

La durée moyenne du travail de l'employé oscillerait donc, en Angleterre, entre 60 et 80 heures par semaine, c'est-à-dire entre 10 et 13 heures par jour. Mais il est des commerces où la durée du travail est beaucoup plus longue ; dans l'épicerie, par exemple, elle atteint parfois 92 heures 1/2 par semaine, c'est-à-dire 15 à 16 heures par jour. Les constatations que nous venons de faire en Angleterre sont intéressantes, car ce pays a réglementé la durée du travail des enfants ; il sera facile de constater, au moyen des résultats de cette enquête, dans quelle mesure la loi est appliquée.

En Autriche, l'Office Impérial de statistique a ouvert, en 1902, une enquête sur la durée du travail dans l'en-

semble du commerce, à l'exception du commerce de détail. Cette enquête a montré que dans les magasins de gros, la durée du travail varie entre 7 et 10 heures, pour atteindre quelquefois 13 heures, et qu'elle est en général plus courte dans les grandes villes que dans les petites. Dans les banques, la durée du travail serait de 6 à 8 heures, excepté pour le personnel auxiliaire (garçons de bureau, frotteurs) pour qui elle est plus longue. Dans les maisons d'expédition elle est de 8 à 10 heures.

D'après tous les chiffres que nous venons de citer, il semble bien qu'une même durée de travail tende à s'établir dans tous les pays pour les mêmes commerces (c'est toujours dans le commerce de détail, par exemple, et particulièrement dans les épiceries, qu'on trouve les plus longues journées de travail); il semble aussi qu'il soit dans la logique même de l'évolution du commerce de faire naître partout les mêmes abus, et par conséquent d'obliger le législateur à intervenir pour les faire disparaître.

CHAPITRE II

LES CONSÉQUENCES DE LA DURÉE ACTUELLE DU TRAVAIL DE L'EMPLOYÉ.

La durée excessive du travail de nombreux employés — particulièrement des employés de commerce — a pour eux les plus tristes conséquences. Elle les prive d'abord de toute liberté ; en dehors de leur tâche quotidienne ils n'ont que le temps de se reposer un peu pour, le lendemain, retourner au travail. Pour eux pas de repos prolongé possible, et surtout pas de culture intellectuelle, pas de développement moral, car pour l'un et l'autre il faut avoir le temps de lire, de réfléchir, et ils ne l'ont pas ; la seule nourriture intellectuelle — si toutefois il est permis de l'appeler ainsi, — ce sont les nouvelles que leur donne le journal qu'ils lisent hâtivement dans le train, dans les tramways qui les emportent à leur travail. C'est là un inconvénient très grave, qui explique bien la pauvreté d'esprit de beaucoup d'employés ; il faudra y remédier, et ce sera le bienfait d'une plus courte durée du travail de permettre aux employés non seulement de gagner leur vie, mais surtout de prendre le développement moral et intellectuel dont tout homme a besoin et auquel il a droit.

Mais c'est là la moins grave des conséquences de la durée actuelle du travail de l'employé ; on peut être honnête sans avoir de loisirs, et le développement intellectuel n'est pas chose essentielle pour l'homme ; ce qui est essentiel c'est la santé, c'est la possibilité de se créer une famille ; or la durée actuelle de son travail ruine la santé de l'employé, elle ne permet pas à celui-ci de se créer une famille et de vivre avec elle, et comme conséquence elle appauvrit la société. Elle est anti-hygiénique, antifamiliale, antisociale ; c'est ce que nous croyons pouvoir démontrer.

§ 1. — Les conséquences antisanitaires de la durée actuelle du travail de l'employé.

L'employé a une durée de travail trop longue. L'homme a besoin d'un minimum de repos pour refaire ses forces, pour s'entretenir en bonne santé. L'employé n'a pas ce minimum de repos, il est pourtant d'une nécessité absolue. « Pour tous les organismes, comme pour tous les organes, écrit le docteur Félix (1), tout état d'activité prolongée amène un épuisement qui exige, pour être réparé, un temps de repos fonctionnel. La durée du repos et la réparation matérielle de tout organisme doivent être proportionnelles à la durée et à l'intensité

(1) Dr J. Félix, *De l'influence de la durée du travail sur la santé physique, intellectuelle et morale des travailleurs*. Communication au VIII^e Congrès international d'Hygiène, 1893, t. III, p. 2.

de son activité. Il est impossible de méconnaître ces lois ou de s'y soustraire sans que l'homme et la société ne subissent les influences néfastes du surmenage, de la décrépitude, de l'atavisme, et par conséquence, n'aboutissent fatalement à la dégénérescence physique, intellectuelle et morale. »

Quelques-uns, il est vrai, objectent que, si le travail de l'employé a une durée fort longue, il n'est pas épuisant et qu'on ne saurait le comparer à celui de l'ouvrier. M. Heurteau exprimait cette opinion lorsqu'il disait, lors de l'enquête de la commission permanente : « Je veux dire que le seul fait de la présence d'un employé derrière un comptoir en attendant le client n'est pas assimilable à un travail continu dans un atelier. »

Il y a dans cette réflexion une part de vérité : il est certain que le travail de l'employé n'est pas le même que celui de l'ouvrier, il exige moins de force physique, est plus irrégulier, comporte parfois des temps de repos. Est-il moins épuisant ? Je ne le crois pas. L'ouvrier est obligé de fournir un travail continu, régulier, sans pauses, soit, mais ce travail par lui-même est peu fatigant, la régularité, la continuité sont d'excellentes conditions pour donner une longue tâche ; s'il ne repose pas, l'ouvrier n'est, en revanche, jamais bousculé, jamais pressé, son travail peut attendre. L'employé est dans une situation toute opposée, son travail ne peut pas attendre, les clients sont là, il faut qu'il les serve, qu'il se hâte, qu'il descende rapidement les paquets parmi lesquels ils fe-

ront leur choix, qu'il les conduise aux caisses, qu'il se rende à l'appel des chefs de rayons. Que ceux qui sont allés dans les grands magasins réfléchissent et qu'ils disent s'ils ne préféreraient pas pour eux-mêmes le travail méthodique de l'ouvrier dans l'atelier, au labeur fébrile, maladif des employés qui les y ont servi.

Aussi bien voici ce que M. Dalle répondait à M. Heurteau, lorsque celui-ci exprimait l'opinion que nous avons rapportée plus haut : « J'appelle l'attention du conseil sur les faits capitaux qui ont d'ailleurs été déterminés par une enquête à laquelle M. Ferrier, ancien ministre du commerce, a procédé, il y a quelques années, à la suite de la proposition de loi sur la réforme des patentes des grands magasins. Il a été constaté, que plus un magasin se développait, plus il gagnait en intensité, en force et en puissance, plus il grandissait, et plus la somme de travail fourni par l'employé grossissait à son tour, et on a pu établir que dans un grand magasin, au Louvre et au Bon Marché, par exemple, l'employé, dans sa journée entière, accomplissait un travail tel qu'il fournissait un chiffre de vente atteignant 300, 400, 500, 600 et 800 fr., alors que l'employé d'un petit magasin ne fournissait qu'un chiffre de vente atteignant seulement 20, 40, 60 francs (1). » Ces faits d'ailleurs sont confirmés par un homme peu suspect de tendresse excessive envers les employés, par le vicomte d'Avenel. « La

(1) Séance du 7 juin 1901.

réduction des heures de présence n'empêche pas le travail d'être beaucoup plus intense dans les grandes maisons que dans les petites. »

« L'existence du petit marchand dans sa boutique est plus douce. Debout sur le seuil de sa porte, ou béatement assis derrière son comptoir, il attend les clients sans tracas ; cause longuement avec ceux qui se présentent et, si son gain est médiocre, sa peine l'est encore davantage. Son commis ou sa « demoiselle » participe à cet heureux farniente. Tout autre est l'allure de l'employé de nouveautés, sans cesse en haleine, toujours vendant, toujours remuant ; là, du petit au grand, chacun est rivé à son poste. Le métier est pénible ; aussi — me disait l'un d'eux — nous avons tous des mines de papier mâché (1). »

Il est possible qu'on ne nie pas ces faits, mais alors on ajoute qu'ils sont particuliers à l'employé des grands magasins et des grands bazars, et que ce n'est pas la situation des autres employés. A ceci, on peut répondre que sans doute le travail de l'employé des petits magasins est moins fébrile, moins fatigant, que celui de l'employé des grands magasins, mais qu'en revanche il a une durée beaucoup plus longue, que c'est dans ces petites boutiques, dans ces magasins de faubourgs, que les plus grands abus se rencontrent, que c'est là que l'on trouve les journées de 14 heures, les veillées prolongées, les

(1) Vicomte d'Avenel, *Le mécanisme de la vie moderne*, p. 44.

salaires de famine qui ne permettent pas à l'employé de trouver dans une nourriture abondante et saine, le réconfort nécessaire à sa vie surmenée.

Une autre circonstance aggravante de l'excessive durée du travail de l'employé, c'est les mauvaises conditions hygiéniques des locaux dans lesquels il peine. Nous connaissons tous ces petites boutiques étroites, sans air, placées sur le bord des rues sombres, dans de vieilles maisons humides et sales ; c'est là que souvent vivent les employés, entre des monceaux de paquets qui viennent encore raréfier le peu d'air qui y avait trouvé place. Dans beaucoup de bureaux la situation est la même, ce sont les pièces sacrifiées que l'on donne aux employés pour y travailler, toute la journée ils vivent dans des chambres sans jour, sans air, ils y sont logés à l'étroit, serrés les uns à côté des autres. Pourtant, quelquefois, l'employé bénéficie de grands locaux, sains, aérés, comme le sont ceux des grands magasins, mais sa situation n'en est pas améliorée pour autant ; car l'air qui circule est vicié par l'affluence de la clientèle.

« Certains magasins, disait M. Razous (1) au Congrès d'hygiène des travailleurs de 1909, ont évidemment un cube d'air très suffisant le matin tant qu'il n'y a pas affluence du public ; mais lorsque, après déjeuner, les dames viennent se promener dans les galeries, il y a un nombre de personnes tellement grand que non seule-

(1) IV^e Congrès de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs et ateliers, 1909. Compte rendu, p. 45.

ment les dames, mais les ouvriers et ouvrières, les vendeurs et les vendeuses sont incommodés et ne se trouvent pas dans les conditions d'hygiène nécessaires. Ceci résulte de deux choses : d'abord, parce que le cube d'air à ce moment là est diminué, mais encore, la condition la plus déplorable de mauvaise hygiène est celle du non-renouvellement de l'air ; de telle sorte que si, vers cinq ou six heures du soir, vous pénétrez dans « le Louvre » ou « le Bon Marché », vous sentez une odeur très désagréable. »

Ce confinement excessif, ce défaut d'aération nuisent gravement à la santé de l'employé, car on sait qu'ils sont les meilleures conditions de développement des maladies : c'est ainsi que M. le docteur Saunal ayant remis en 1898 à M. de Moncour les fiches des 503 tuberculeux soignés à sa clinique du 1^{er} juin 1894 au 1^{er} juin 1898, celui-ci fit le classement des malades par profession et il trouva que 422 d'entre eux travaillaient dans un air confiné et 81 à l'air libre (1).

L'employé parfois est placé aux étalages, pour lui c'est le grand air, il semble qu'il n'ait lieu que de s'en réjouir. C'est tout le contraire. Sans parler des dangers moraux qu'il court (2), on peut dire que, dans ce cas, sa

(1) D^r L. O. Follorell et H. Goudal, *Hygiène des employés de commerce et d'administration*, Paris, Munier, 1901.

(2) A cet égard le risque est si grand, les occasions de mal tellement multiples que le Congrès des employés de commerce réuni à Lyon en 1907 a unis le vœu que la vente aux étalages soit entièrement interdite aux femmes et aux enfants (*Questions pratiques de législation ouvrière*, 1907, p. 387).

situation n'est pas meilleure que celle qu'il avait quand il était à l'intérieur, il est obligé de rester immobile sous la pluie, le vent, de subir les violents courants d'air qui s'engouffrent dans les larges portes du magasin, c'est là, souvent, pour lui la cause de bronchites, de fluxions de poitrine, qui, une fois guéries, laisseront dans son corps prêts à se développer, les germes de la tuberculose.

« Sauf de rares exceptions, les employés se trouvent donc, au point de vue de l'hygiène, dans des conditions déplorables » (1). Et précisément ils se recrutent parmi les hommes les moins vigoureux ; on a remarqué que la plupart d'entre eux sont des orphelins, des fils de veuve, ou des laissés pour compte d'examens. Généralement, dans les familles, on décide que celui-ci sera employé parce qu'il est plus faible que son frère, dont on fera un ouvrier. C'est assez dire sur quel terrain admirablement préparé vont tomber tous les germes de maladies que sèmeront l'excessive durée du travail, les mauvaises conditions hygiéniques.

Il est difficile d'apprécier exactement ce qui, dans la mauvaise situation sanitaire de la profession des employés, est le fait respectif des conditions hygiéniques, de la contexture personnelle des employés, et de l'excessive durée de leur travail. En tout cas celle-ci est certainement pour beaucoup dans cette situation. En France nous n'avons aucune donnée précise à ce sujet, mais à

(1) L. O. Follovell et Goudal, p. 4.

l'étranger les médecins ont fréquemment exprimé avec force, cette opinion que la longue durée du travail des employés est la cause de leur mauvaise santé générale et de leur forte mortalité.

La Chambre des Communes, en Angleterre, avait confié en 1901 à un Select Committee le soin de conduire une enquête sur les conditions et la durée du travail de l'employé, voici comment le rapporteur résumait les résultats des dépositions et des travaux, et appréciait d'après ceux-ci les conséquences du surmenage des employés (1):

« Les femmes notamment ne peuvent résister à ce travail exagéré. Nous pouvons d'ailleurs, au sujet des dangers de ce travail excessif, invoquer le témoignage des sommités du monde médical. »

« En 1888, les présidents des deux grandes Académies de médecine et quelques autres médecins célèbres attirèrent l'attention des membres du Parlement sur le sujet et les engagèrent à voter « The Early Closing Bill ».

« Etant donné la valeur scientifique de cette pétition adressée au Parlement, la commission a jugé inutile de questionner un grand nombre de médecins. Cependant, nous avons fait déposer devant nous le président de l'Académie de médecine et celui de l'Académie de chirurgie. Sir Mac Cormac s'est exprimé en ces termes : A mon avis cette si longue durée du travail explique en partie la mauvaise santé des employés ; elle les rend, en effet,

(1) Bezançon, p. 134.

plus sujets à contracter des maladies : le travail de nuit est particulièrement dangereux. Les employés travaillent dans une atmosphère contaminée qui contribue à la propagation de la tuberculose sous toutes ses formes et des maladies que l'on rencontre généralement dans les grandes villes, le rachitisme par exemple. Sir W. Selly Church déposa dans le même sens ».

C'est à des conclusions identiques qu'aboutit la Commission de statistique en Allemagne qui conduisit l'enquête dans les magasins et boutiques ; voici comment M. R. Jay au Conseil supérieur du travail en 1901 résumait ses travaux (1) : « La commission de statistique allemande a voulu être renseignée de façon précise sur les effets du travail des employés de commerce sur la santé de ces employés. Elle s'est adressée à l'Office impérial de santé et cet office a formulé son avis dans un rapport : ce rapport signale toutes les causes qui peuvent faire du travail dans les magasins un travail dangereux ou du moins de nature à diminuer la résistance à la maladie... Il conclut que les conditions du travail des employés de commerce et surtout l'habituelle longue durée du travail qui leur est imposée, agissent de façon nuisible sur leur santé et qu'il y aurait lieu de diminuer cette durée du travail. »

Le docteur J. Sachnine dans son livre « *Influence de la durée du travail quotidien sur la santé générale de l'a-*

(1) *Compte-rendu de la 10^e session du Conseil supérieur du travail* (1901), p. 9.

dulte, exempt de tout esprit *a priori*, et appréciant en médecin pour qui les faits seuls ont une signification, après avoir remarqué, avec quelque étonnement semblait-il, que la mortalité des employés est souvent plus forte que celle des ouvriers, croit pouvoir conclure en pleine connaissance de cause : « La mortalité des boutiquiers et des employés de magasin tend jusqu'à un certain âge à dépasser celle de l'ensemble des professions ouvrières. Or précisément ces travailleurs fournissent un travail relativement facile, mais démesurément prolongé (1). »

Les employés en effet meurent plus jeunes que les ouvriers, à cet égard les statistiques que nous avons ont une triste éloquence ; malheureusement elles sont rares.

Le Dr Letulle dans une conférence faite le 17 janvier 1902 à l'Alliance syndicale du commerce et de l'industrie, citait les chiffres qu'il avait trouvés à l'aide de la statistique de la ville de Paris de 1891. D'après lui sur 100 personnes décédées, il y en a, âgées de 20 à 39 ans :

29,87 dans le bâtiment,

32,00 dans l'industrie,

44,36 parmi les employés de magasin.

Ces chiffres parlent assez haut, malheureusement ils sont déjà bien vieillis, sont peut-être tirés d'une année exceptionnelle. Leur enseignement n'est pas aussi grand qu'on le désirerait. Nous n'avons aucune autre statistique pour la France.

(1) J. Sachnne, *Influence de la durée du travail quotidien sur la santé générale de l'adulte*, Lyon, Waltener, 1900, p. 221.

En Suisse le Dr Kummer en a dressé une qui a beaucoup plus de valeur, elle est calculée pour tout le pays et pour 5 années, de 1878 à 1883. Voici, d'après le Dr Kummer (1), quelle serait la mortalité par groupe de 1.000 personnes de même âge et de même profession, en Suisse, pays plus sain encore que le nôtre, où les grandes villes sont beaucoup plus propres, beaucoup plus hygiéniques que les nôtres :

Moyenne annuelle des décès sur 1000 vivants de même âge et de même profession (1878-1883).

	15-19	20-29	30-39	40-49	50-59	60-69	70-79
	ans	ans	ans	ans	ans	ans	ans
Ensemble de la population masculine.....	5.5	7.7	9.9	12.1	21.0	—	110.5
Boutiquiers et employés de magasins.....	6.3	11.1	14.1	15.7	29.2	55.7	124.3
Professions libérales.....	5.5	10.53	11.59	15.99	30.49	63.43	126.33
Ouvriers.....	5.0	8.1	13.1	19.8	33.7	57.7	157.5

D'après cette statistique, on le voit, c'est parmi les employés qu'il meurt le plus d'hommes jeunes, beaucoup plus que dans l'ensemble de la population masculine, plus que chez les ouvriers, et un peu plus que dans les professions libérales, dans quoi sont comptés, ne l'oublions pas, plusieurs des leurs, comme les clercs de notaires, etc. Par ailleurs il semble que plus tard, entre 40 et 50 ans, les employés meurent un peu moins que dans d'autres professions, et que ceux qui restent sont comme immunisés.

(1) Cité par Sachnine, *op. cit.*

La maladie qui décime les employés c'est surtout la tuberculose. Elle est, peut-on dire, leur maladie professionnelle, et on a assuré que chaque année, en France, elle enlevait 40.000 des leurs. Elle sévit partout, mais surtout dans les bureaux et dans les grands magasins. Le docteur P. Berthod, avec peut-être un peu d'exagération, due, sans doute, à l'émotion même qui a accompagné les constatations qu'il a faites, a apprécié ainsi ses ravages dans ces derniers : « La plupart des grands magasins, surtout ceux de moindre développement, fournissent une morbidité et une mortalité phtisiques effrayantes, à telle enseigne que ceux qui restent quelques années et échappent à la tuberculose sont presque l'exception (1). » Un fait d'ailleurs montre le fonds d'exactitude de ces constatations : la plupart de nos grands magasins parisiens possèdent en province des sanatoriums affectés uniquement au service de leurs employés malades.

Le Dr Kummer a donné, pour les mêmes années, et dans les mêmes conditions que celles précédemment indiquées, une statistique par profession de la mortalité en Suisse, causée par la tuberculose ; elle nous conduit aux mêmes constatations, quoique plus atténuées, que celles précédemment faites : les employés meurent plus et plus jeunes de la tuberculose que les ouvriers et que l'ensemble de la population masculine.

(1) Dr Paul Berthod, *Raccourcis de Médecine sociale et professionnelle*. Paris. Vigot, 1903.

Moyenne annuelle des décès par la tuberculose en Suisse
de 1878 à 1883, par groupe de 1000 vivants de même âge
et de même profession.

	15-19	20-29	30-39	40-49	50-59	60-69	70-79
	ans	ans	ans	ans	ans	ans	ans
Ensemble de la population masculine	1.29	2.99	3.93	4.05	3.93	3.67	2.79
Boutiquiers et employés de magasins	1.5	5.0	6.7	5.4	4.3	2.9	1.9
Professions libérales.....	2.4	5.4	5.1	4.6	5.0	5.3	1.1
Ouvriers.....	1.2	3.4	5.1	6.7	6.1	6.6	5.4

De tout ce que nous venons de dire, des faits multiples que nous avons exposés, des témoignages autorisés que nous avons rapportés, un grand enseignement se dégage : c'est que la durée du travail de l'employé est trop longue, que, jointe aux mauvaises conditions hygiéniques elle l'épuise, et en fait une victime toute désignée pour être atteinte par la tuberculose et les autres maladies.

Mais ce n'est pas à l'employé seul que ce travail trop prolongé porte préjudice, c'est aussi à sa famille et à la société elle-même.

§ 2. — Les conséquences antifamiliales et antisociales de la durée actuelle du travail de l'employé.

La durée actuelle du travail de l'employé rend impossible pour lui toute vie de famille. Fréquemment il rentre le soir à 9 heures ou 10 heures, fatigué d'une longue journée de travail, il dîne hâtivement, et part le lende-

main matin de bonne heure à 7 heures et même plus tôt sans avoir eu seulement le temps de causer un peu avec sa famille et de se retremper dans ce milieu sain. Aussi bien les employés qui ont les plus longues journées de travail, — les employés de commerce — se marient peu. Voici, d'après le recensement de 1901, combien il y avait dans le commerce et dans l'industrie sur 100 employés, d'hommes ou de femmes mariés (1).

Commerce : 38, 33 0/0 hommes. Industrie : 69, 48 0/0 hommes.
 » 13, 69 0/0 femmes » 44, 52 0/0 femmes.

La différence entre les deux proportions est considérable, mais il n'est que juste de reconnaître que l'âge moyen des employés est moins élevé dans le commerce que dans les autres professions ; est-ce dû à la mortalité jeune, au fait que beaucoup d'employés quittent de bonne heure la profession ? A l'un et l'autre probablement. En tout cas voici, toujours d'après le recensement, quel était l'âge moyen des employés dans les différentes professions, et la proportion des employés jeunes dans le commerce (2).

Age moyen des employés.

	Hommes	Femmes
Agriculture	40 ans	31 ans
Industrie	37 »	34 »
Commerce	32 »	29 »

(1) *Résultats statistiques*, 1901, p. 237.

(2) *Résultats statistiques*, 1901, p. 216.

A cette même époque, dans le commerce (1) :

42, 61 0/0 des hommes avaient moins de 25 ans ;

58, 45 des femmes — —

40, 52 0/0 des hommes avaient plus de 30 ans ;

27, 85 0/0 des femmes — —

Si l'on compare ces diverses statistiques on arrive à cette conclusion que la plupart des hommes âgés de plus de 30 ans doivent être mariés, mais qu'eux seuls le sont, et qu'une grande partie de ceux qui ont entre 25 et 30 ans ne le sont pas. Pour les femmes les constatations sont plus concluantes encore : 27,85 0/0 des femmes employées dans le commerce ont plus de 30 ans, la moitié d'entre elles tout au plus est mariée, tout le reste ne l'est pas ; c'est-à-dire qu'en admettant que toutes les femmes âgées de moins de 25 ans soient encore des jeunes filles, de toutes les autres un tiers à peu près est marié.

De cette situation il serait injuste de ne pas faire supporter une partie de la responsabilité aux salaires peu élevés de la profession, qui empêchent l'employé de se marier puisqu'il ne serait pas à même de nourrir sa famille. Mais la cause s'en trouve aussi dans la trop longue durée du travail, qui, tout jeune encore, presque enfant, enlève totalement l'employé à sa famille, lui fait

(1) *Résultats statistiques*, 1901, p. 216.

perdre le goût du foyer intime où l'on trouve une atmosphère réconfortante, qui l'habitue ainsi à vivre seul, égoïstement, et qui plus tard, si le désir de se marier lui vient, le fera hésiter à cause de l'impossibilité où il sera d'avoir une vie de famille quelconque.

On pense bien que la société n'est pas sans souffrir des maux dont sont atteints les employés, car elle ne vaut que ce que vaut chacun de ses membres. La durée du travail actuelle débilite les employés, elle en fait des citoyens amoindris physiquement, incapables fréquemment de remplir leurs obligations militaires (1), qui s'ils se marient ne donneront à la société que des enfants chétifs qui seront pour elle une charge et non une aide ; peut-être en effet faut-il trouver en elle une des causes de la dépopulation. Elle n'est certainement pas la plus importante — il faut rechercher celle-ci dans le domaine moral — mais elle a néanmoins une importance indéniable, car la durée excessive du travail des employés, nous l'avons vu, les éloigne du sein de leur famille, tue en eux le désir d'en fonder une, et on sait que la famille est la première, la plus ancienne, et la plus importante des cellules sociales, atteinte dans son intégrité elle périlite, et entraîne dans son dépérissement le corps social tout entier.

(1) A cet égard il serait extrêmement intéressant de savoir les professions des hommes déclarés, par les conseils de révision, inaptes au service militaire. Malheureusement nous l'ignorons. Certainement se trouve parmi eux une forte proportion d'employés.

La durée actuelle du travail de l'employé lèse donc à la fois l'employé lui-même, sa famille, la société. C'est au nom de ces trois intérêts qu'il faut la limiter, la réduire.

§ 3. — Les effets de la réduction de la durée du travail.

La réduction de la durée du travail de l'employé remédierait, croyons-nous, aux maux dont il souffre.

D'abord elle lui donnerait plus de liberté, et par conséquent lui permettrait de lire, de réfléchir, de songer à ses devoirs intellectuels et moraux. Je sais qu'on dit que ceci c'est de beaux rêves, et que la réalité ce serait le cabaret, le café où l'employé tuerait ses heures de loisirs. Cela je ne le crois pas, par expérience, tant je vois les employés profiter de leur dimanche pour se promener ou se livrer à des exercices physiques ; mais quand bien même cela serait, quand bien même plusieurs d'entre eux useraient mal de leur liberté, n'y en aurait-il pas au moins quelques-uns pour en user bien ? et l'intérêt de ceux-ci ne vaut-il pas que l'on tente la réforme ? Au surplus, là n'est pas la question, les employés ont le droit de n'être pas toujours courbés sur leur travail, d'aspirer à vivre d'une vie pleinement humaine, qu'ils en abusent, n'est-ce pas là le risque inséparable de la liberté ?

La réduction de la durée du travail profiterait grandement à la santé de l'employé. D'abord, du fait même

qu'il travaillerait moins longtemps, il serait moins longtemps exposé à la contagion des magasins et des bureaux. Puis, il serait moins fatigué, moins épuisé et par conséquent offrirait moins de prise aux maladies qui l'environnent, car c'est le surmenage et non le travail qui déprime, et l'employé ne serait plus surmené. Le temps libre qu'il aurait désormais, il pourrait l'utiliser à se reposer, ou à se livrer aux sains exercices physiques du grand air, et l'on sait qu'il est avide de ceux-ci. Le matin il rentrerait au bureau, au magasin, dispos, ayant accumulé dans sa poitrine jusqu'alors débile, mais maintenant vigoureuse, des provisions de santé, et de résistance à la maladie. Est-ce une idylle que cela ? Nous ne le croyons pas ; sans doute, dans la réalité, il y aurait des ombres à ce tableau on trouverait encore des employés de constitution faible, mais au moins les robustes seraient préservés, et ceux-là mêmes seraient aguerris, et pourraient espérer ne pas mourir au lieu qu'à l'heure actuelle ils sont irrémédiablement condamnés.

La vie de famille de l'employé serait restaurée : le soir, son travail terminé, il pourrait rentrer de bonne heure, vivre avec les siens. Il pourrait aussi fonder avec joie sa propre famille, lui consacrer les meilleurs de ses instants. Il donnerait alors au pays des enfants robustes et sains, tels que la patrie en a besoin. Ainsi il pourrait remplir ses devoirs envers lui-même, envers sa famille, et envers son pays ; à l'heure actuelle il n'en a pas le temps ou ne le peut pas.

Les employés, depuis longtemps, ont senti que la réduction de la durée de leur travail était pour eux une question vitale. Il y a plus de quarante ans qu'ils essaient de l'obtenir (1). Le 1^{er} février 1869, 2.000 employés votaient, au cours d'une réunion, cette résolution : « Attendu que les patrons exigent des employés de commerce un travail excessif, sans analogue dans les autres professions ; attendu qu'il résulte de ce travail excessif : le décroissement de forces physiques, l'affaiblissement des facultés intellectuelles..... », et ils décidaient de fonder « une organisation forte et libérale » ne reposant que sur l'énergie des employés (2) afin de mettre un terme à leurs souffrances. Et dès le mois d'octobre 1869 ils réclamaient la journée de 12 heures, et faisaient une grève pour l'obtenir, ils ne réussissaient d'ailleurs qu'auprès des commerçants du quartier du Sentier.

C'est la réduction de la durée de leur travail qu'ils ont cherché à réaliser par toutes les grèves que depuis lors ils ont entreprises : grèves des garçons épiciers en 1898 et en 1905, grève des Galeries Lafayette en 1907, grève du Bazar de l'Hôtel-de-Ville en 1909. C'est elle qu'ils poursuivent actuellement par la campagne de fermeture de

(1) A. Artaud, *La question de l'employé*, p. 112 et suiv.

(2) C'est déjà un syndicat, quinze ans avant la loi de 1884. Les ouvriers n'ont donc pas si tort quand ils disent que cette loi n'est pas le libre bienfait du législateur, mais le résultat de leurs efforts incessants, et la reconnaissance officielle d'organisations préexistantes.

meilleure heure, qui partiellement a déjà abouti puisque le 13 juillet 1910, la chambre syndicale des garçons pharmaciens se félicitait (1) d'avoir obtenu dans un grand nombre de pharmacies de Paris la fermeture à 9 heures, tandis que, presque à la même date, une réunion de délégués patronaux et employés, décidait d'étudier pour le commerce en général la possibilité d'une fermeture à 7 heures.

Tous les congrès d'employés qui ont eu lieu depuis 25 ans ont réclamé une réduction de la durée du travail soit des femmes et des enfants, soit de tous les employés (2). C'est la Conférence internationale ouvrière de 1886, qui, sur l'initiative de la chambre syndicale des employés représentée par André Gely, Augé et Dalle, émet le vœu de la réglementation légale de la durée du travail des employés. C'est le Congrès de la Fédération des travailleurs socialistes et des Marxistes (1889), les Congrès socialistes de Bruxelles (1891), de Zurich (1893), le Congrès de protection ouvrière de Zurich (1887) qui émettent des vœux analogues. Enfin en ce qui concerne les congrès purement professionnels : celui de la Fédération nationale des employés, celui de la Fédération des employés de France tenus l'un et l'autre à Paris en 1900 et tous ceux qui ont suivi, ceux de Lyon en 1907, de Rouen en 1908 ont demandé avec insistance la réduction de la durée du travail des employés. Il n'est pas

(1) V. *Paris-Journal*, 14 juillet 1910.

(2) V. H. Bezançon, *La protection légale de l'employé*.

pensée et si jusqu'à la défunte Fédération nationale des employés (syndicat Marcouire), dont les attaches avec la Fédération des commerçants détaillants étaient connues, qui n'ait voté, le 25 octobre 1909, un vœu demandant la limitation des heures de travail.

C'est donc l'unanimité des employés qui réclame un temps de travail plus court, mais n'est-il pas symptomatique que ce soit presque toujours à la loi qu'ils fassent appel pour réaliser cette réforme, est-ce là l'indication que tous les autres moyens sont inefficaces ou est-ce seulement la preuve de l'esprit interventionniste des employés ? C'est ce que l'étude des moyens de réduire la durée du travail va nous montrer.

CHAPITRE III

L'IMPUISSANCE DE L'INITIATIVE PRIVÉE.

Pour réaliser la réduction de la durée du travail dans les établissements commerciaux deux moyens sont possibles : ou bien s'en remettre à l'initiative privée, ou bien recourir à l'action de la loi. Il va sans dire que si le premier moyen se montre efficace, il est inutile de recourir au second, mais est-il efficace ? C'est tout le problème. Nous croyons, sans nul esprit *a priori*, que les intéressés — commerçants, employés, consommateurs — sont impuissants à réaliser complètement, efficacement la réduction de la durée du travail, et qu'il faut — bon gré mal gré — faire appel au législateur ; nous voudrions ici montrer cette impuissance, indiquer ses raisons et prouver la nécessité et l'efficacité du recours au législateur.

§ 1. — L'impuissance des commerçants.

La première pensée de celui qui étudie les moyens de réaliser la réduction de la durée du travail des employés, c'est de se demander pourquoi les commerçants ne prendraient pas l'initiative de celle-ci, car en définitive elle leur profiterait à eux-mêmes en leur permettant de fermer de meilleure heure. Mais si on s'arrête un peu sur cette

pensée et si on se met en face des faits on revient vite sur la première opinion et on se rend compte que le problème est moins simple qu'il ne le paraît et que ce n'est pas du côté des commerçants qu'il faut en chercher la solution.

Le commerçant, en effet, n'est pas aussi libre qu'il le semble au premier abord, il est soumis à la concurrence ; s'il veut vendre autant que ses voisins, il est bien obligé de faire comme eux ; leur maître à eux tous c'est l'acheteur, et celui-ci est exigeant, il vient au moment qui lui plaît, si une boutique est fermée il va à celle qui est ouverte et, comme aucun commerçant, de gaieté de cœur, ne laisse son voisin faire une affaire à sa place, sa boutique restera donc ouverte aussi longtemps que celle du voisin, et malgré la bonne volonté qu'il a, il ne renverra pas plus tôt que lui ses employés. Mais, dira-t-on, alors il faut provoquer une entente générale entre les commerçants, illusion ! L'expérience de la loi sur le repos hebdomadaire est là, encore toute récente, pour nous montrer qu'elle n'est pas possible (1) : « En France, comme ailleurs, un grand nombre de commerçants sont eux-mêmes, depuis longtemps,

(1) Un fait tout récent vient encore de confirmer cette évidence. On sait la campagne qu'ont entreprise récemment les garçons pharmaciens pour obtenir de leurs patrons la fermeture à 9 heures, ils paraissaient sur le point de réussir complètement, un grand nombre de pharmaciens avaient adhéré à leurs propositions. Quelques récalcitrants seuls résistaient encore ; par l'action directe, les garçons pharmaciens ont essayé de les faire céder, ils n'ont pas cédé, et les autres patrons ont déclaré immédiatement que, comme il n'y avait pas unanimité, ils retiraient leur adhésion à la fermeture à 9 heures. V. au § 4 de ce chapitre, l'exemple de l'*Early closing Association*.

fort désireux de fermer leurs magasins le dimanche (1)... Mais, en France, comme ailleurs, l'expérience a trop souvent démontré que, lors même que la majorité, peut-être même l'immense majorité des commerçants d'une ville est disposée à s'entendre pour fermer en même temps leurs magasins, il suffit parfois de l'obstination de quelques individus pour empêcher l'entente de se réaliser ou de produire des effets durables (2) »... « M. Monis, le 5 avril 1900, appelait l'attention du Sénat sur la lettre qu'il avait reçue de M. Gourzat, président d'un syndicat de patrons d'Angoulême : « Il m'a dit : il est d'une importance capitale que la loi pour le jour de repos soit votée, parce qu'il y a impossibilité, sur ce point, entre patrons de s'entendre, car il y aura toujours, dans une corporation de marchands et de commerçants, au moins un homme qui aura la pensée d'ouvrir quand les autres fermeront, de faire sa fortune là où les autres auront consenti à donner un gage à la pacification et à l'hygiène des classes ouvrières (3). » M. Raoul Jay s'inspirait de cette idée, que beaucoup de commerçants désireux de fermer ne peuvent pas le faire à cause de la résistance de quelques-uns d'entre eux, quand, en 1901, il faisait voter ce vœu au Conseil supérieur du travail :

(1) A cet égard voir enquête 1901 au Conseil supérieur du travail 1901. Séance du 16 février, déclarations des délégués du Syndicat patronal de l'épicerie. V. aussi J. Godard, *Le travail de nuit dans la boulangerie*, Alcan, 1910.

(2) Raoul Jay, *Le repos du dimanche et la nouvelle loi française* (Action populaire, tract n° 122), p. 14.

(3) R. Jay. *Id.*, p. 16.

« Lorsque les deux tiers des chefs de maisons intéressées demanderont que tous les magasins ou les magasins de certaines catégories ne puissent être ouverts avant ou fermés après une certaine heure déterminée, les autorités départementales ou communales pourront imposer, à tous les magasins visés par la demande, des heures d'ouverture ou de fermeture identiques. »

Ainsi donc une constatation s'impose : c'est que ce n'est pas de l'initiative des commerçants que les employés peuvent attendre une réduction de leur journée de travail. Peuvent-ils espérer l'obtenir par leur action syndicale ? Nous allons l'examiner.

§ 2. — L'impuissance des employés.

Les employés se groupent dans deux sortes d'associations : les sociétés de secours mutuels et les syndicats. Ces deux catégories ne présentent pas, pour nous, le même intérêt : pour obtenir une réduction de la durée du travail on peut compter, dans la mesure que nous indiquerons plus loin, sur le syndicat, mais non sur les sociétés de secours mutuels. Le premier est une organisation de combat, les secondes de bienfaisantes mais paisibles sociétés. Il est extrêmement regrettable qu'en France les sociétés de secours mutuels ne soient pas plus énergiques, et — disons le mot — qu'elles manquent si totalement d'esprit de solidarité ; elles comptent beaucoup plus de membres que les syndicats, si elles voulaient

collaborer avec eux, entrer dans la mêlée sociale, elles pourraient puissamment aider les employés à obtenir, soit du patron, soit du législateur, les réformes dont ils ont besoin. Il est douloureux pour nous de constater qu'en Allemagne il n'en est pas de même : il y a là bas très peu de syndicats d'employés, au sens français du mot, mais en revanche les grandes associations d'employés y sont très nombreuses et très agissantes (1) ; elles travaillent énergiquement dans un sens social, mettent tous leurs efforts à développer la législation du travail ; c'est elles qui, par leur propagande inlassable, ont fait voter la loi du 30 juin 1900 que nous étudierons plus tard, c'est elles qui ont assuré son exécution, ont provoqué la fermeture générale des magasins à 8 heures dans la plupart des grandes villes. Puissent-elles être un exemple pour les sociétés de secours mutuels françaises !

Les seules forces d'employés sur lesquelles on puisse réellement faire fond pour obtenir des commerçants soit une réduction de la durée du travail, soit une fermeture de meilleure heure, ce sont les syndicats. Malheureusement, ils sont très peu puissants, ils groupent à eux tous

(1) Dès 1897 elles groupaient 166.000 employés (*Soziale Praxis*, 25 août 1899), elles en groupent maintenant plus de 750.000 (*Soziale Praxis*, 15 juillet 1909). Rien qu'en un an, de 1907 à 1908, le nombre de leurs membres a augmenté de 57.000 (*Soz. Prax.*, 5 août 1909). Dans ces associations, il est vrai, il y a un certain nombre de patrons, mais ce nombre est peu élevé. Le seul syndicat d'employés qui ait quelque importance est le Zentralverband des Handlungsgehilfen de Hambourg il compte 8.000 membres.

moins de 40.000 membres, c'est-à-dire à peine les trois centièmes du nombre total des employés. Cette faiblesse trouve son explication d'une part dans l'histoire douloureuse de l'effort syndical des employés qui a toujours été décimé par la politique (1), et d'autre part, dans la mentalité même des employés, qui sont rebelles au syndicat parce qu'ils craignent le renvoi, et aussi parce que son allure turbulente et révolutionnaire déplaît à leur humeur tranquille, paisible, bourgeoise. Comme l'a fait observer M. Artaud, leur syndicalisme n'est pas et ne peut pas être le même que celui de l'ouvrier : « Cela tient à la situation même de l'employé, à son rôle économique. Placé plus près du patron, il n'a pas l'indépendance de l'ouvrier, n'ayant pas, comme lui, l'outil protecteur.... D'instinct l'employé est réformiste, non révolutionnaire. »

On objectera peut-être à ces constatations, que la force d'un syndicat ne peut pas être calculée d'après le seul nombre de ses membres, et on citera l'exemple curieux de cette grève de terrassiers où sur 15.000 grévistes 300 à peine étaient syndiqués. Hélas, nous souhaiterions vivement, d'avoir diminué ici la puissance des syndicats d'employés, nous craignons bien plutôt d'en avoir donné une appréciation exagérée. L'histoire de toutes les grèves qu'ils ont conduites est bien là pour nous le montrer.

Malgré sa faiblesse, en effet, la petite minorité des employés syndiqués a toujours essayé d'améliorer la

(1) Pour cette histoire v. Artaud, *La question de l'employé*, p. 112 et suiv.

situation générale dans la profession ; elle a tenté, par des grèves successives, d'arracher aux commerçants quelques concessions ; d'une façon générale elle n'y a pas réussi ; les seules réformes qu'elle ait quelquefois obtenues, peuvent être plutôt attribuées à la bonne volonté des patrons, à qui elles ne causaient aucun dommage, qu'à la pression exercée par les syndicats.

Dès 1869 (1), les employés firent grève pour obtenir la réduction à 12 heures de la durée de leur travail. Les marchands en gros du quartier du Sentier accédèrent à leurs réclamations, mais ils furent les seuls, tous les autres magasins refusèrent. La grève échoua. En 1898, en 1905, les garçons épiciers de Paris se sont aussi mis en grève, ils ont fait un chaleureux appel à l'opinion, ont répandu des affiches exposant leurs maux et leurs réclamations, et disant :

« Par son indifférence toute une corporation a, jusqu'à ce jour, subi passivement les rigueurs d'un esclavage moderne... Jugez si nos réclamations sont exagérées :

1° Notre journée de travail n'a pas de limite ; elle varie entre 12 et 16 heures. Nous voulons la limitation de la journée de travail. »

Et ensuite, ils demandaient le repos hebdomadaire, un minimum de salaire, la suppression du couchage et de la nourriture. Ils échouèrent : sur 8.000 garçons épiciers, 600 à peine s'étaient mis en grève ; quelques maisons

(1) V. Artaud, *La question de l'employé*.

bienveillantes (Luce, Couté) accordèrent seulement quelques-unes des concessions qu'ils demandaient.

En octobre 1907, c'est aux magasins des Galeries Lafayette qu'éclate la grève : les employés réclament, en même temps que la réintégration d'un des leurs, congédié pour action syndicaliste, la réduction de la durée du travail des garçons de magasin, la liberté du temps consacré au repas à midi, et pour ceux qui déjeunent au magasin un supplément de dix minutes de repos ; 750 employés se mettent en grève, appuyés par la Chambre syndicale, soutenus par l'opinion, aidés par des campagnes faites en leur faveur par des hommes d'opinions les plus diverses (au meeting du 3 novembre MM. Marc Sagnier, Sembat et Buisson prirent successivement la parole en faveur des grévistes), de nombreuses quêtes sont faites à leur profit, et pourtant la grève encore une fois échoue (1).

De cette longue suite de défaites une leçon est à tirer : c'est que les grèves d'employés peuvent difficilement réussir et, comme elles sont la seule arme qu'ils aient entre les mains, il est facile et légitime de conclure, qu'il ne faut pas compter sur eux pour améliorer leur propre sort.

(1) Pour toute l'histoire de cette grève voir la collection de *l'Eveil démocratique*, 27 octobre, 3 et 10 novembre 1907 et *le Sillon*, 10 novembre. Les employés ont depuis lors essayé, avec des succès divers, d'améliorer leur sort par la grève (Bazar de l'Hôtel de Ville, Samaritaine). Actuellement encore ils tentent un grand mouvement en faveur de la fermeture générale des boutiques à 7 heures du soir.

L'employé n'a pas, comme l'ouvrier l'outil protecteur. S'il se met en grève il est vite remplacé, et il regarde à se mettre en grève car s'il est renvoyé, c'est pour lui la certitude d'une longue période de chômage ; il y a pléthore d'employés, une place dès lors ne se trouve pas vite, si même il en trouve une elle ne vaudra jamais celle qu'il a perdue, car c'est bien moins d'après les services rendus que d'après les années passées dans la maison qu'on calcule son salaire. L'employé et ses syndicats sont radicalement impuissants à obtenir une réduction de la durée du travail dans les magasins, voilà ce qui est évident pour tous ceux qui sont au courant des choses de l'employé, il faut donc pour la réaliser trouver un autre moyen. Celui-ci serait-il l'action des acheteurs ?

§ 3 — L'impuissance des acheteurs.

« Le consommateur, disait spirituellement M. Gide, est roi dans le monde économique, mais c'est un roi fainéant. » La plupart des abus dont souffrent les employés c'est, directement ou indirectement, l'acheteur qui en est la cause (1) : si les magasins ferment tardivement n'est-ce pas parce qu'il veut à toute heure pouvoir faire ses emplettes (2) ; si, au moment de Noël et du Jour de l'an,

(1) Ce qui prouve bien la responsabilité de l'acheteur, c'est que c'est dans les magasins où les employés sont le moins en rapport avec lui, qu'on rencontre la plus faible durée du travail : c'est le cas du commerce de gros, c'est le cas aussi dans les bureaux.

(2) C'est partout que l'acheteur a ses responsabilités : travail de nuit des boulangers, travail à domicile, etc.

les vendeurs débordés de travail, sont obligés de veiller, n'est-ce pas encore parce qu'il achète toujours au dernier moment ? Si, en toute saison, les livreurs ne peuvent jamais rentrer chez eux avant 9 h. 1/2, le responsable n'est-ce pas encore la hâte qu'il a d'avoir les objets qu'il a achetés ? L'acheteur c'est le maître du commerçant et de tout le commerce, c'est lui qui, dans le monde économique, tient le sceptre de la puissance. Il s'en est longtemps servi dans un sens anti-social. Mais le jour est venu où des femmes généreuses ont pensé que cette force, elles pouvaient s'en servir pour réaliser plus de justice dans le monde du travail.

C'est à Mme Shaw Lowell que revient l'honneur d'avoir fondé la première association d'acheteurs (Consumers League) animée de ces sentiments, c'est en 1893, à New-York, qu'elle la créa (1). Depuis lors le mouvement s'est développé, il est devenu international, et, depuis 1902, la France possède, grâce à l'activité de Mme J. Brunhes, une Ligue sociale d'acheteurs. L'idée maîtresse des ligues sociales d'acheteurs c'est de se servir de la puissance que donne la qualité d'acheteur pour imposer aux patrons, s'ils veulent avoir la clientèle de la ligue, certaines conditions sociales ; ces conditions sont résumées dans ce qu'on appelle « la liste blanche » ; celle-ci est en-

(1) Voir : Mme Hte Jean Brunhes, *Ligues sociales d'acheteurs* (Action populaire, tract n° 133). Compte rendu de la Conférence des L. S. A. à Genève en 1908 (Fragnière, Fribourg, 1909, et le *Bulletin trimestriel*.

voyée au commerçant : s'il accepte de se soumettre aux obligations qu'elle comporte, il devient un commerçant auquel la clientèle de la ligue peut acheter, bientôt il aura à sa disposition un label, c'est-à-dire une véritable marque de fabrique qui, sans autre indication, attestera la qualité économique et la qualité sociale du produit.

On sent toute la force que possède l'idée des ligues sociales d'acheteurs : « orienter le consommateur vers les commerçants soucieux de la santé et du bien-être de leurs employés, encourager l'employeur juste qui fait son devoir et donner à l'employeur juste, mais esclave de la concurrence, le moyen d'agir selon sa conscience » (1). Par les ligues sociales d'acheteurs, la concurrence, adverse jusqu'alors des revendications sociales, s'en fait l'aide puissante : le commerçant, désireux de conserver ses clients, accède à leurs demandes raisonnables et justes, tout comme autrefois il acquiesçait à leurs exigences anti-sociales, et en acceptant les conditions de la liste blanche, il crée à son profit un monopole. celui de la clientèle des ligues.

Les ligues sociales d'acheteurs se sont, dès leur naissance, préoccupées du sort des employés de magasin, soit en ce qui concerne les sièges à mettre à la disposition des vendeuses, soit en ce qui concerne la durée du

(1) Ce sont les termes mêmes de la résolution votée au meeting organisé en 1891, à New-York, par la Working Women's Society d'où devait sortir le mouvement des L. S. A. (Cf. *Revue d'Economie politique*, août 1908, p. 562, et Compte rendu conférence de Genève p. 196. *La légitimité de la publicité sociale*, par M.M. Turmann).

travail. Voici, d'après la communication de Mme Maud Nathan à la Conférence de Genève (1), ce que la Ligue sociale d'acheteurs de New-York a fait en leur faveur :

« Quand la Ligue sociale d'acheteurs de New-York (qui fut la première ligue organisée) commença son œuvre, tous les magasins exigeaient que leurs employés travaillassent de 8 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. Quelques magasins, en outre, restaient ouverts les samedis jusqu'à 10 heures du soir ou même plus tard, et, durant la saison de presse, qui dure environ du 1^{er} décembre à Noël, cette fermeture tardive était la règle chaque soir. »

« D'abord par la force de l'opinion publique gagnée et entraînée par la propagande active de la Ligue, et ensuite par des lois résultant de l'action continue de la Ligue, ces longues journées ont été abrégées, et maintenant, les journées de travail pour les filles mineures — c'est-à-dire au-dessous de 21 ans — sont limitées à 10 heures et pour les enfants de 14 à 16 ans à 9 heures par jour. »

« Chaque année, au moment des étrennes, la Ligue sociale d'acheteurs fait, à l'aide de la presse, et de l'envoi de milliers de cartes postales illustrées, une croisade contre l'armée des acheteurs tardifs. Ce travail a été tellement efficace que tous les magasins de la Liste blanche, à l'exception d'un très petit nombre, sont fermés le soir avant Noël. »

(1) *Compte rendu*, p. 68.

Voilà ce qu'a pu faire une ligue sociale d'acheteurs. Celle de France n'a pu encore aboutir à de tels résultats, mais, dans les limites de sa clientèle, elle a fait une œuvre très efficace, en imposant comme condition d'admission de refuser toute livraison après 7 heures du soir, et de ne pas faire de commandes tardives.

L'activité des ligues sociales d'acheteurs se heurte à un gros obstacle : l'inertie des consommateurs ; elles ne recrutent qu'une élite, cette élite quoique peu nombreuse exerce une action puissante certes, mais insuffisante. Les résultats enregistrés à New-York sont satisfaisants, mais est-il besoin de souligner qu'ils ont peu amélioré la situation de l'employé aux Etats-Unis ? Ils ont été limités à une ville, ne se sont pas étendus aux employés adultes dont la durée du travail reste illimitée, et, par ailleurs, la fermeture des magasins le soir, pendant la période de Noël, n'a guère eu d'efficacité puisqu'elle n'est le fait que des 51 commerçants qui ont adhéré à la Liste blanche.

Et en France, nous n'en sommes même pas encore là : en 1908 les ligues n'avaient réussi à atteindre que 45 commerçants ; et pourtant quelles activités intelligentes et puissantes ne comptent-elles pas. Au mal immense qu'est l'excès de durée de travail des employés, la propagande et l'action des ligues sociales d'acheteurs ne peuvent apporter qu'un faible remède, elles n'attirent à elles que les clients déjà convaincus, et les commerçants avides d'améliorations pour leur personnel, mais les autres ?

Les autres, qui sont les inconscients, les égoïstes et qui forment la grande majorité? Ceux-là elles ne les atteignent pas. Pour obtenir la réduction de la durée de la journée de travail dans les établissements commerciaux ce n'est pas assez que la bonne volonté des commerçants, que l'activité des syndicats, que la propagande inlassable et l'âme généreuse des membres des ligues sociales d'acheteurs, il faut une action plus générale, plus large et aussi plus forte, il faut une puissance qui sache faire plier l'égoïsme des commerçants, soutenir la bonne volonté des employés, il faut la loi.

§ 4. — Le recours à l'action légale.

La conclusion à laquelle nous aboutissons, c'est celle à laquelle ont abouti tous ceux qui se sont occupés d'une façon générale de la limitation de la durée du travail dans le commerce.

L'Association belge pour le repos du dimanche, fondée en 1892, s'était donné, à l'origine, comme programme d'assurer le repos du dimanche aux travailleurs sans avoir recours à l'Etat (1), elle fut vite obligée de changer d'avis : dès 1896, la section de Namur déclarait impossible la suppression du travail du dimanche sans l'intervention de la loi, et en avril 1901 le comité central de l'association, « après avoir eu à enregistrer les nombreux insuccès de ses sections, convaincu de la banqueroute

(1) R. Jay, *Le repos du dimanche*, p. 40.

de l'initiative privée », entraîna résolument dans la voie de la réglementation légale.

L'exemple de The Early Closing Association est plus probant encore (1). Fondée à Londres en 1842, cette Société, dont beaucoup de membres appartenaient à l'association des drapiers, s'était donné comme but d'obtenir par l'action volontaire, et du libre consentement des commerçants, la diminution de la durée du travail dans les boutiques ; pendant 35 ans elle travailla à cette tâche, mais en 1877 elle jugeait qu'elle ne pourrait seule la mener à bien, et dans ses statuts, qu'elle remania à cette époque, elle indiquait qu'elle se proposait aussi « l'étude et la protection des intérêts des commerçants et de leur personnel dans les questions exigeant l'intervention municipale ou législative », c'était déjà l'aveu voilé de la défaite ; en 1881 un certain nombre des membres de l'Early Closing Association quittait celle-ci pour fonder la The Shops hours labour League, dont le but précis était de provoquer l'intervention du législateur pour réduire la durée du travail dans les boutiques, et en 1886, entraînée par la logique des faits et par l'expérience du passé, l'Early Closing Association s'avouait vaincue, abandonnait l'espérance d'une réduction purement volontaire, et par l'organe de son président Sir John Lubbock (devenu depuis Lord Avebury) déposait à la Chambre des communes un bill dont l'objet était la réglementation

(1) Hector Bezançon, *La protection légale de l'employé de commerce*, p. 101.

légale du travail des mineurs dans les boutiques ; ce bill devait devenir l'act du 17 juin 1886.

En France, les employés sont pleinement convaincus que seule la réglementation légale peut vraiment réduire la durée de leur travail, il n'y a plus à en douter que quelques syndicalistes anarchistes (Syndicat des employés de la région parisienne) que leur dogmatisme théorique empêche d'être touchés par la leçon des faits. Tous les congrès d'employés qui ont eu lieu depuis 20 ans ont émis le vœu d'une réglementation légale : c'est le congrès tenu au Musée Social du 12 au 19 juillet 1900 qui vote ce vœu proposé par Beausoleil, secrétaire du Syndicat des employés « que les lois réglementant le travail des femmes et des enfants dans les ateliers soient également applicables aux maisons de gros et de détail ». C'est le Congrès de la Fédération des employés de France réuni à Paris en 1900 qui réclame le vote d'une loi réduisant à 8 heures la durée du travail des employés, ou du moins étendant aux employés le bénéfice de la loi du 2 novembre 1892 ; c'est encore le Congrès de 1903 de cette même Fédération qui demande le vote du vœu émis par le Conseil supérieur du travail, permettant aux autorités locales de réglementer la durée du travail (1). C'est enfin en 1908 le Congrès unique des deux fédérations d'employés tenu du 14 au 16 août à Rouen qui émet le vœu « qu'il soit accordé aux employés du gros et de l'industrie

(1) V. ce vœu plus haut, p. 49. On peut encore citer les Congrès de Paris (1902), de Bordeaux (1903), de Lyon (1907), etc.

le repos de l'après-midi du samedi et aux employés du détail un repos d'une demi-journée dans le courant de la semaine, et que la journée de travail soit limitée à 10 heures plus le temps de repos ». Tous les membres du Conseil supérieur du travail que les employés ont élus, ont eu successivement pour mission de hâter le vote de la loi réglementant la durée du travail dans le commerce : c'est ainsi qu'en 1906 (1), lors de leur réélection, MM. Artaud et Besse, les délégués actuels des employés au Conseil supérieur du travail, avaient rédigé ainsi leur programme :

1° Application aux employés de toutes les lois faites ou à faire en faveur du travail.

4° Fermeture moins tardive des magasins.

5° Réglementation légale de la journée de travail.

Cette nécessité d'une réglementation légale, tous ceux qui veulent une réduction véritable de la durée du travail, que ce soit en faveur des employés ou des ouvriers, l'admettent, qu'ils la conçoivent comme un bien ou comme un pis-aller. C'est ainsi que M. Schatz, un individualiste convaincu mais indépendant, déclare (2) : « J'irai plus loin et je ne craindrai pas d'approuver la réglementation du travail à condition de n'y voir qu'une forme transitoire du régime du travail. »

Il n'y a plus à être opposés à cette réforme que les

(1) *Employé*, 25 juillet 1906.

(2) A. Schatz, *La réglementation légale de la journée de travail*, Guillaumin, 1904, p. 28.

théoriciens endurcis, tel M. Hubert Valleroux à qui le Congrès des employés de 1902 inspirait ces réflexions où se révèle la plus complète ignorance de ce qu'est la vie de l'employé (1) :

« Les congressistes ont la plus naïve confiance dans le pouvoir illimité du législateur ; il suffit qu'il ordonne, et les maux dont souffre, actuellement, la corporation des employés de commerce seront, sinon guéris de suite, au moins fort atténués. »

« Ces braves congressistes ne semblent pas s'être doutés qu'il y a, en fait, quelques différences entre le travail d'un forgeron, d'un terrassier et celui d'un comptable ou d'un commis, qui, assis derrière son comptoir, se lève de temps en temps pour servir des pratiques. »

« Voit-on la journée de huit heures imposée pour les magasins et les boutiques qui, ainsi, après s'être ouvertes à 9 heures du matin devront fermer à 5 heures du soir ? »

Demander la réglementation légale de la durée du travail de l'employé c'est reprendre la tradition du moyen âge, où « les artisans réclamèrent et obtinrent la cessation du travail aux jours de fêtes non chômées et, en outre, la fixation de l'heure où devait commencer et finir le travail aux jours ordinaires (2) ». On a voulu voir à cette

(1) *L'Economiste français*, 18 octobre 1902.

(2) Demolins, *L'organisation du travail* : Réglementation ou liberté d'après l'enseignement des faits. Bureaux de la Science sociale, 1904, p. 23. Pour tout ce qui concerne la réglementation du travail au moyen âge, V. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières avant 1789*.

réglementation comme seule cause : l'intérêt du patron, qu'elle protégeait en limitant la concurrence (1) ; c'est là une vue trop exclusive, le moyen âge a eu aussi en l'édic- tant le souci de l'ouvrier (2).

Faire appel au législateur pour lui demander de régler- menter la durée du travail, c'est une démarche toute na- turelle. Si l'Etat n'est pas cette Providence rêvée des socialistes qui fera notre bonheur sans nous et même malgré nous, il n'est pas non plus un gendarme, qui doit se limiter à son rôle de défense. Son action est super- ficieuse, étroite, elle n'atteint pas les cœurs, et les mœurs ? Mais aussi bien on ne lui demande pas de le faire, et nous ne croyons pas qu'on le fasse sortir de ses fonctions en lui confiant le soin de diminuer la durée du travail des em- ployés, car cette réforme il n'y a que lui qui puisse la réa- liser : à un abus général, il faut un remède général, la loi seule a ce caractère. Ici, on ne peut opposer, comme on le fait quand il s'agit de la réglementation ouvrière, la pré- tendue concurrence étrangère, elle n'existe pas. Le seul problème qui se pose c'est celui de savoir comment la réglementation doit être conçue si elle doit se borner à poser un minimum d'heures de repos ou un maximum d'heures de travail — ce qui pratiquement, est la même chose — ou si, allant plus loin, elle doit violer la liberté du commerce, et imposer aux commerçants des heures

(1) Noël, *La limitation des heures de travail*, thèse, Caen, 1907, *pas- sim*.

(2) V. notamment, Ordonnance du 18 mars 1330, Isambert, t. IV, p. 383-384.

d'ouverture et de fermeture pour leurs boutiques ; ce problème ne peut être résolu qu'après l'étude des législations étrangères : il est de toute nécessité, en effet, de savoir comment les autres pays ont envisagé la question de la limitation de la durée du travail de l'employé, comment ils l'ont solutionnée et quels résultats ont portés leurs législations, pour pouvoir indiquer sérieusement les conditions de réussite d'une réforme analogue à celle qu'ils ont déjà réalisée.

DEUXIÈME PARTIE

L'ENSEIGNEMENT DES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Beaucoup de nations ont donné à la France l'exemple de la réglementation de la durée du travail dans les établissements commerciaux. Elles l'ont fait de façon fort diverse : les unes protègent tout le personnel, les autres seulement les femmes et les enfants, quelques-unes ne limitent que la journée de travail, d'autres réglementent en même temps la semaine de travail, beaucoup enfin vont jusqu'à rendre obligatoires des heures d'ouverture et de fermeture pour les boutiques, magasins et bureaux. En fait tous ces divers systèmes se ramènent à deux : réglementation de la seule durée du travail, réglementation de la durée du travail et des heures d'ouverture et de fermeture des établissements commerciaux ; le premier système est celui de toutes les législations qui ne protègent que les femmes ou les enfants, le second système celui des législations qui protègent tous les employés. C'est autour de ces deux systèmes que nous grouperons les législations ; normalement donc, notre deuxième partie devrait se diviser en deux chapitres, cha-

cun d'eux étant consacré à l'exposé des législations de même type, elle en aura pourtant trois : du groupe des pays qui pratiquent la double réglementation de la durée du travail et des heures d'ouverture et de fermeture des boutiques, nous détacherons l'Allemagne, dont l'expérience nous paraît devoir être singulièrement intéressante pour notre pays.

CHAPITRE PREMIER

LES LÉGISLATIONS NE RÉGLEMENTANT QUE LA DURÉE DU TRAVAIL.

Les législations étrangères qui n'ont réglementé que la durée du travail dans les établissements commerciaux sont celles dont la protection ne s'étend qu'à une partie du personnel, c'est-à-dire aux femmes, aux enfants. Ces législations peuvent se diviser en deux groupes : les législations européennes et les législations américaines

§ 1. — Les législations européennes.

Angleterre. — Le premier pays d'Europe qui ait réglementé la durée du travail des enfants dans les magasins, c'est l'Angleterre, elle l'a fait par l'Act du 17 juin 1886.

La question de la limitation de la durée du travail dans les magasins s'est posée en Angleterre dès 1876. A cette époque une Commission royale enquêtait dans les fabriques, elle fut amenée à étudier, accessoirement, les conditions et la durée du travail dans les magasins ; elle constata que les unes étaient anti-hygiéniques et que l'autre était excessive. Vers la même date The Early Closing Association et The Schops hours Labour League,

deux ligues dont nous avons déjà parlé (1), étendaient leur propagande et déterminaient dans l'opinion publique un mouvement en faveur des employés. Tout cela aboutit en 1886 au dépôt, par Sir John Lubbock, d'un bill tendant à la réglementation de la durée du travail des adolescents dans les magasins ; ce bill fut pris en considération, et la Chambre des communes en renvoya l'étude à un Select Committee. Celui-ci afin de s'éclairer ouvrit une enquête, elle fut décisive : on constata que les employés de commerce travaillaient en moyenne 84 heures par semaine, que les conditions hygiéniques de leur travail étaient désastreuses. Ce sont ces constatations que reproduisit le rapport du Select Committee aux Communes, il les impressionna vivement, et le 17 juin 1886 était votée pour deux ans une loi de protection des adolescents, cette loi fut renouvelée pour trois ans en 1889. En 1890, on proposa de la rendre définitive et d'étendre sa protection aux femmes ; cette extension fit l'objet d'une enquête, mais finalement ne fut pas réalisée. Le 28 juin 1892, la loi de 1886 était rendue définitive, elle ne s'appliquait pas aux femmes. Voici quelles sont les principales de ses prescriptions :

1° « L'emploi des adolescents dans une boutique ne devra pas excéder 74 heures par semaine y compris le temps des repas.

7° « Les autorités locales d'un district ou d'une ville

(1) V. I^{re} partie, chap. III, § 4.

peuvent nommer des inspecteurs pour veiller à l'exécution de la présente loi. »

9° « Dans cette loi, Le mot « adolescent » signifie toute personne âgée de moins de 18 ans. »

10° « Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux membres de la famille du commerçant, ni aux domestiques. »

Sur ce texte deux remarques doivent être faites : d'abord en ce qui concerne la limitation de la durée du travail, la loi indique comme maximum 74 heures par semaine, c'est-à-dire plus de 12 heures par jour ; il est permis de penser que, pour des jeunes gens, des enfants, c'est là une durée de travail excessive. Ensuite, en ce qui concerne l'application de la loi, le législateur en laisse le soin aux autorités locales, elles peuvent nommer des inspecteurs ; c'est, peut-être, un peu trop de liberté, et il aurait mieux valu que, comme on le proposait en 1890, un corps spécial d'inspecteurs attaché à l'autorité centrale fût créé ou, qu'en tous cas, le législateur rendit obligatoire pour les municipalités la nomination d'inspecteurs. En fait, sauf dans quelques grandes villes, l'Act de 1892 est resté lettre morte. En 1893, le 1^{er} mars, M. Asquith, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, déclarait à la Chambre des communes : « En Angleterre et dans le pays de Galles, sur 49 provinces, 4 seulement ont nommé des inspecteurs. 35 bourgades ont usé du pouvoir donné par la loi, 191 n'en ont pas usé. En Ecosse il n'y a qu'une seule province et

18 bourgades qui aient nommé des inspecteurs, dans tout le reste de la contrée l'Act est inappliqué. En Irlande il en est de même. La Chambre doit donc comprendre que l'Act n'a produit aucun résultat sérieux. » La situation depuis lors ne s'est pas modifiée, en 1900 un rapport de The Early Closing Association constatait que près de 120.000 visites avaient eu lieu et, qu'on avait dressé 95 contraventions. La raison de cet échec, M. Asquith, dès 1893, la donnait : « Il n'est pas facile, disait-il, de se borner au travail des adolescents. Dans les maisons de commerce de détail, vous ne pouvez exercer aucun contrôle sur le labeur excessif des jeunes gens, car les opérations de vente dans ces établissements réunissent jeunes et vieux, hommes et femmes, tous les employés travaillent côte à côte », et M. Asquith déclarait à la Chambre que, pour faciliter le contrôle il fallait que la loi fût applicable à tout le personnel. Le législateur n'est pas encore entré dans la voie où le secrétaire d'Etat lui demandait d'aller, mais peut-être n'en sera-t-il pas de même bientôt, des projets de loi sont actuellement déposés qui limitent la durée du travail des employés, mais comme en même temps ils réglementent les heures d'ouverture et de fermeture des magasins, nous en remettons l'exposé ainsi que celui de la loi de 1904, au chapitre suivant.

Suisse. — Il n'y a pas en Suisse de législation fédérale de la durée du travail dans les magasins, il n'y a que des législations cantonales.

Dans le canton de *Neuchâtel*, la loi du 26 avril 1901

décide que les femmes employées dans les magasins auront au moins 9 heures de repos par jour.

Dans le canton de *Lucerne*, la loi du 29 novembre 1895 protège les employées, et oblige leurs employeurs à leur donner au moins 8 heures de repos par jour.

A *Lausanne*, le conseil municipal, le 25 juin 1907, a adopté un règlement concernant les magasins, comptoirs, bureaux (1), etc., aux termes duquel le personnel de ces établissements ne peut travailler plus de 65 heures par semaine et doit avoir au moins 9 heures de repos par nuit.

Dans le canton de *Zurich*, la loi du 17 août 1894 détermine la durée du travail des femmes employées : elle ne peut excéder 8 heures dans les bureaux et 10 heures dans les autres établissements, ces heures se répartissent, en été, entre 7 heures du matin et 7 heures du soir, en hiver, entre 8 heures du matin et 8 heures du soir.

La loi du canton de *Berne*, en date du 23 février 1908, décide que les femmes employées dans les magasins doivent avoir au moins 10 heures de repos.

Espagne. — La loi espagnole du 13 mars 1900 décide (art. 2) que les enfants de 10 à 14 ans ne peuvent être occupés plus de 8 heures par jour dans les établissements commerciaux et que leur travail doit être coupé par une pause d'au moins une heure. Le décret du 13 novembre 1900, qui est venu compléter cette loi, décide que les

(1) *Bull. Ligue sociale d'acheteurs*, 4^e trimestre 1907.

(2) *Bull. off. int. du travail*, 1908, p. 125.

enfants de 10 à 14 ans ne peuvent être occupés dans les magasins, de novembre à mars avant 7 heures du matin, d'avril à octobre avant 6 heures, qu'on ne peut les faire travailler plus de quatre heures de suite, et qu'ils doivent avoir 2 heures (de 9 à 11 heures du matin ou de 3 à 5 heures du soir) pour s'instruire.

Autriche. — La loi autrichienne du 8 mars 1895 dispose que les enfants de moins de 16 ans ne peuvent être occupés dans les établissements commerciaux entre 8 heures du soir et 5 heures du matin.

En 1902 le Comité du Conseil supérieur a proposé que les employés bénéficient d'un repos ininterrompu de 11 heures.

§ 2. — Les législations américaines.

Les législations américaines qui ont réglementé la durée du travail dans les magasins sont très nombreuses, ce sont surtout les législations des provinces des Etats-Unis. Ces législations sont toutes de date fort récente, elles sont nées vers l'année 1900, de l'action incessante des ligues sociales d'acheteurs (1) qui ont appelé l'attention du public sur la durée excessive du travail dans les magasins. Aucune de ces législations ne réglemente la durée du travail des adultes, toutes sont spéciales aux femmes et aux enfants.

(1) V. Rapport de Mme Maud Nathan au Congrès de Genève. V. *Compte rendu*, p. 68.

En dehors des Etats-Unis, le seul pays d'Amérique qui ait limité la durée du travail dans les magasins c'est la République Argentine, l'exposé de sa législation viendra en dernier lieu.

Etats-Unis. — La loi de la province de *New-York* du 17 mai 1906 (1) décide que les enfants de moins de 18 ans et les femmes de moins de 21 ans, employés dans les établissements commerciaux de villes de plus de 3.000 habitants, ne peuvent être occupés plus de 60 heures par semaine et de 10 heures par jour. Le travail ne peut commencer pour eux avant 6 heures du matin ni finir après 9 heures du soir (sauf du 15 décembre au 1^{er} janvier). Les enfants de 12 à 14 ans ne peuvent être occupés dans les magasins que pendant la période des vacances ; tous ceux de moins de 16 ans doivent fournir un certificat attestant à la fois une instruction suffisante, et une santé robuste et ne peuvent travailler plus de 54 heures par semaine et de 9 heures par jour.

Des lois analogues ont été votées dans beaucoup de provinces des Etats-Unis, voici les principales : *Massachusetts* (6 mars 1901 et 6 avril 1905), *Michigan* (13 mai 1901 et 18 juin 1907), *Connecticut* (31 juillet 1907), *Floride* (29 mai 1907), *Idaho* (12 mars 1907), *Ohio* (12 mai 1902 et 25 avril 1904), *Louisiane* (24 juillet 1902 et 29 juin 1906), *Washington* (11 mars 1901), *Pensylvanie* (2 mai 1905), *Winconsin* (9 juillet 1907). Toutes ces lois sont

(1) *Annuaire belge*, 1906, p. 156.

semblables, elles ne protègent que les femmes ou les enfants et ne réglementent que la durée du travail.

République Argentine. — La République Argentine réglemente la durée du travail des femmes et des enfants, la loi qui contient cette réglementation est celle du 14 octobre 1907 (1), en voici les dispositions les plus importantes :

« ART. 2. — Il est défendu d'occuper des enfants de moins de 16 ans à des occupations qui doivent s'effectuer pendant les heures de la nuit habituellement consacrées au sommeil.

« ART. 9. — Dans la capitale de la République, le travail des femmes et des enfants sera soumis, en outre, aux conditions suivantes :

« 1. Les enfants de moins de 16 ans ne travailleront pas plus de 8 heures par jour, ni plus de 48 heures par semaine ;

« 2. Les enfants de moins de 16 ans et les femmes qui travaillent le matin et l'après-midi jouiront d'un repos de 2 heures au milieu du jour. »

L'article 10 étend les prescriptions de l'article 9 aux travaux faits pour le compte de l'Etat et permet au pouvoir exécutif de les rendre obligatoires dans chacune des provinces.

(1) *Annuaire belge*, 1907, p. 32.

CHAPITRE II

LES LÉGISLATIONS RÉGLEMENTANT LE TEMPS D'OUVERTURE.

De nombreuses législations étrangères ont réglementé les heures d'ouverture et de fermeture des magasins et des bureaux ; toutes celles qui ont rendu cette fermeture obligatoire — sauf la législation danoise — l'ont fait parallèlement à la limitation de la durée du travail. Ces législations peuvent — géographiquement — être divisées en trois groupes : législations européennes, législations des colonies anglaises, législations américaines. Ces deux derniers groupes seront réunis ici, pour la commodité de l'exposé et aussi parce que les législations américaines sont trop peu nombreuses pour faire l'objet d'une étude particulière, et parce qu'elles sont de même type que les législations des colonies anglaises.

§ 1. — Les législations européennes.

Il y a en Europe cinq nations qui ont réglementé les heures de fermeture des magasins, ces cinq nations ce sont l'Allemagne, l'Angleterre, le Danemark, la Norvège et la Russie. Seule la législation russe a réglementé la fermeture des bureaux.

Nous n'exposerons pas ici la législation allemande, ce

serait logiquement là sa place, mais nous croyons préférable de reporter au chapitre suivant cette étude, tant elle offre d'intérêt et tant elle a d'importance. Il ne nous reste donc à exposer que les législations anglaise, danoise, norvégienne et russe.

ANGLETERRE. — L'Angleterre réglemente depuis 1886 le travail des enfants dans les magasins (1), mais depuis 1904 elle a apporté un commencement de réglementation pour la fermeture de ceux-ci. C'est l'Act du 15 août 1904 qui renferme cette réglementation.

Cet Act fut proposé en première lecture aux Communes le 26 avril 1904, en deuxième lecture les 11 et 21 juin, 5 et 10 août ; transmis à la Chambre des Lords il fut voté après une discussion qui dura les 11, 12 et 13 août de la même année. Il émane de l'Early Closing Association, et fut proposé par Lord Avebury (Sir John Lubbock). Voici quelles sont les principales de ses dispositions (2) :

« 1. L'autorité locale a le droit de prendre une ordonnance (appelée dans la présente loi « ordonnance de fermeture »), qui doit être confirmée par l'autorité centrale, conformément aux dispositions de la présente loi, fixant, pour les différents jours de la semaine, les heures auxquelles, soit dans tout le ressort de l'autorité locale, soit dans une partie spécifiée de ce ressort, tous les magasins ou ceux d'une catégorie déterminée seront fermés aux clients. »

(1) Voir le chapitre précédent.

(2) An Act to provide for the Early Closing of Shops. 15 th. August 1904, Chapter 31 (*Annuaire de la législat. du trav.*, 1904, p. 253).

« 2 (1). L'heure fixée par une ordonnance de fermeture sera au plus tôt 7 heures du soir, pour tous les jours de la semaine, sauf pour un jour déterminé, où elle pourra être fixée plus tôt, mais pas avant 4 heures de l'après-midi. »

« 3 (1) Lorsqu'une autorité locale estime qu'il existe *prima facie* des raisons de prendre une ordonnance de fermeture, elle donnera avis public, de la manière et dans les formes prescrites, de son intention à cet égard, en fixant une période pendant laquelle des objections pourront être présentées contre l'ordonnance projetée, et, si l'examen des objections qu'elle aurait pu recevoir lui a permis de s'assurer de l'opportunité de pareille ordonnance ainsi que du consentement des deux tiers au moins des magasins qu'elle vise, l'autorité peut prendre l'ordonnance. »

« (2) Il sera donné avis des dispositions de l'ordonnance, et des copies en seront délivrées de la manière prescrite ; elle sera soumise à l'autorité centrale, qui examinera les objections faites, et pourra soit la rejeter, soit la confirmer avec ou sans modifications »...

« 4. L'autorité centrale peut, en tout temps, à la requête de l'autorité locale, rapporter une ordonnance de fermeture soit totalement, soit en tant qu'elle vise une classe particulière des magasins ; et si, à un moment quelconque, il est démontré, à la satisfaction de l'autorité locale, que les exploitants de la majorité des magasins d'une catégorie à laquelle s'applique une ordon-

nance de fermeture sont opposés au maintien de cette ordonnance, l'autorité locale introduira auprès de l'autorité centrale une requête en révocation de l'ordonnance en tant qu'elle vise cette catégorie de magasins. »

Cette loi a été complétée par une ordonnance du Secrétaire d'Ecosse du 20 février 1905 (1), qui détermine les conditions de validité des ordonnances de fermeture.

C'est là une loi de pure autorisation, qui se borne à permettre aux autorités locales, sous le contrôle direct de l'autorité centrale, de régler l'heure de fermeture des magasins. En fait, cette loi n'a produit que peu de résultats, quelques ordonnances seulement ont été prises.

La loi de 1904 a été l'objet de très vives critiques de la part des employés anglais, et de leurs organisations qui se sont estimées dupées par son vote. Aussi dès 1907 Sir Charles Dilke proposait-il de la modifier (2) en imposant aux autorités locales l'obligation de faire fermer les boutiques. Le 3 février 1908 il renouvelait sa proposition (3). Voici les articles principaux de son projet de loi :

PREMIÈRE PARTIE.

« 1. Chaque autorité locale devra, aussitôt que possible après le vote de cet Act, prendre des mesures de la

(1) *Annuaire*, 1905, p. 246.

(2) *Soziale Praxis*, 7 mars 1907.

(3) *Bull. off. int. du trav.*, 1908, nos 6 et 7, p. 259.

façon prévue par l'Act, afin d'édicter une ordonnance de fermeture pour les différents jours de la semaine.

« 2. L'heure fixée par l'ordonnance de fermeture sera établie comme suit :

« a) 1 jour par semaine à 1 heure de l'après-midi.

« b) 3 jours par semaine à 7 heures du soir.

« c) 1 jour par semaine à 9 heures du soir.

« d) 1 jour par semaine à 10 heures du soir.

« 3. Une ordonnance spéciale peut autoriser la vente après l'heure de fermeture à l'occasion de circonstances extraordinaires ou dans les cas désignés par la présente loi. »

Le projet de loi prévoit ensuite que pendant une certaine période on pourra faire des objections à l'ordonnance, et, si quelques-unes de celles-ci sont faites, que l'autorité locale devra convoquer les intéressés, et soumettre l'ordonnance à leur décision. Puis le projet de loi établit un certain nombre de jours d'exception où les boutiques pourront être fermées plus tard qu'à l'ordinaire.

La deuxième partie s'occupe de la durée du travail dans les boutiques, elle décide :

« 1. Toute personne employée dans une boutique, dans un magasin ou leurs dépendances, ne peut travailler plus de 60 heures par semaine, y compris le temps des repas. »

« 2. Toute personne employée dans une boutique devra avoir une demi-heure de repos après 5 heures de travail ininterrompu. »

« 3. A tout employé il sera accordé 1 heure au moins entre midi et 2 heures pour dîner. »

A ce projet de loi est venu, à la Chambre des communes, s'adjoindre un autre projet de loi déposé par le gouvernement et qui a le même objet que celui de Sir Charles Dilke. Le projet de loi gouvernemental a été discuté le 4 août 1909 ; il est beaucoup plus modéré que le projet de loi de Sir Charles Dilke (1) : il limite bien à 60 heures par semaine la durée du travail des employés, mais il n'y comprend pas le temps des repas, il décide que pendant 3 jours par semaine seulement les employés ne devront pas travailler plus tard que 8 heures du soir, et pour la fermeture il se borne à ordonner qu'un jour par semaine les commerçants devront clore leur boutique à 2 heures au plus tard ; pour ce qui touche la fermeture des autres jours, il s'en remet aux autorités locales, et ne fait que renouveler les prescriptions de l'act de 1904.

Ce projet de loi est vivement attaqué par les associations d'employés, et notamment par la National Amalgamated Union of Shop assistants, Warehousemen and Clerks (2). Celle-ci a tenu en octobre 1909 de grands meetings à Sheffield et à Londres où les orateurs ont déclaré ce projet insuffisant et ont demandé, au nom des employés anglais, le vote du projet de loi de Sir Charles

(1) *Soziale Praxis*, 12 août 1909 et *Revue du travail belge*, 31 août, 30 septembre 1909.

(2) The Shop assistants (organe de *Nat. Amalg. Un.*), 9 et 23 octobre 1909.

Dilke. Ni l'un, ni l'autre de ces projets n'ont encore été adoptés, le Parlement n'aura à se prononcer qu'à la prochaine session.

DANEMARK. — Le gouvernement danois, pour répondre aux désirs des commerçants, déposa en janvier 1908 au Folkething une proposition de loi réglementant et unifiant l'heure de fermeture des magasins dans tout le royaume (1). Cette proposition de loi fut votée et devint la loi du 19 juin 1908, « sur la fermeture des boutiques et des magasins le soir ».

Aux termes de cette loi :

« § 1. — Sont interdits de 8 heures du soir à 4 heures du matin, sauf le samedi soir de 8 heures à 11 heures, les ventes, les achats, dans les rues, marchés, places publiques, et dans les boutiques et magasins »... « Ces boutiques et magasins doivent, sous la réserve prévue plus haut, être fermés de 8 heures du soir à 4 heures du matin.

« Les clients qui se trouveraient dans les boutiques ou magasins au moment fixé pour la fermeture, peuvent encore être servis dans le délai d'un quart d'heure après le dit moment. »

Le paragraphe 2 de la loi établit de nombreuses exceptions, au profit de certains commerces, aux prescriptions du paragraphe 1^{er}.

Le paragraphe 4 permet de reculer à 11 heures le moment de la fermeture soit à l'occasion de diverses fêtes, soit en raison de nécessités pressantes.

(1) *Soziale Praxis*, 16 janvier 1908.

Le reste de la loi prévoit des pénalités pour ceux qui enfreindront les prescriptions qu'elle a édictées et décide que la loi sera révisée avant l'expiration de l'exercice financier 1912-1913 (1).

Cette loi, on le remarquera, n'est qu'une loi de fermeture, elle ne contient aucune réglementation de la durée du travail qui, entre 8 heures du matin et 8 heures du soir, peut être quelconque, mais c'est une loi de fermeture obligatoire, qui ne s'en remet pas, comme la loi anglaise, aux autorités locales pour faire fermer les boutiques. Il est très intéressant de noter que c'est sur les instances des commerçants qu'elle a été votée.

NORVÈGE. — La loi norvégienne du 31 mai 1900 est une loi d'autorisation, elle permet aux conseils municipaux de réglementer les heures de fermeture des magasins sous réserve de l'approbation royale, et si, avant d'avoir rendu l'ordonnance, un tiers des commerçants ne s'est pas opposé à cette mesure.

RUSSIE. — La législation russe des magasins est constituée par l'arrêté impérial du 15/28 novembre 1906 (2).

Cet arrêté décide (art. 1^{er}) que dans les établissements commerciaux de toute nature — magasins et bureaux — les occupations des employés ne peuvent dépasser 12 heures par jour, autorise tous les établissements d'alimentation à ouvrir 15 heures par jour. Il permet (art. 2) de prolonger de 2 heures seulement — là où elle est de douze

(1) *Annuaire législ. du trav.*, 1908, p. 192.

(2) *Annuaire législ. du trav.*, 1906, p. 490.

heures, — la durée du travail pendant 40 jours par an, et au cas de nécessités imprévues. Les employés (art. 4) travaillant dans des établissements ouvrant plus de 8 heures ont le droit de prendre 2 heures à midi pour déjeuner. Les mineurs de moins de 17 ans doivent avoir chaque jour 3 heures de repos, outre les heures de midi, pour fréquenter l'école.

Enfin l'arrêté donne pouvoir aux autorités locales (art. 9 al. 1) « pour fixer l'heure d'ouverture et de fermeture des commerces et des occupations qui s'y rattachent pour tous les employés des établissements, dépôts, bureaux commerciaux, pour les établissements d'hôtellerie, bazars... »

Nous ignorons les résultats de cette législation encore timide puisqu'elle permet une journée de travail de 12 heures, et ne prend aucune mesure pour faire fermer obligatoirement les magasins.

§ 2. — Les législations des colonies anglaises et de l'Amérique.

Plusieurs des colonies anglaises ont réglementé la fermeture des magasins et en même temps limité la durée du travail. Ces colonies ce sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, et des provinces de l'Afrique du Sud et du Canada.

AUSTRALIE. — L'Australie ne possède pas de législation générale des magasins, elle ne possède que des législations provinciales que nous allons exposer (1).

(1) Voir un résumé succinct de ces législations dans *Le Mouve-*

Victoria. — La province de Victoria est celle qui renferme la capitale de l'Australie, Melbourne, une ville de 450.000 habitants ; elle réglemeute les heures d'ouverture et de fermeture des boutiques depuis 1885. La législation qu'elle avait adoptée à cette époque a depuis lors fréquemment été retouchée, complétée.

A l'heure actuelle, la loi fondamentale en notre matière est celle du 6 octobre 1905 (*Factories and Shops Act 1905*) (1), elle a été amendée par les lois du 12 décembre 1905 (2) et du 23 décembre 1907 (3).

Voici quelle est actuellement la réglementation des magasins :

Dans le district métropolitain (Loi du 12 décembre 1905) :

« (22) (1). Sauf dispositions contraires dans la présente loi tous les magasins (autres que ceux de la quatrième annexe de la loi principale ou de l'annexe de la présente loi) seront fermés :

« Le lundi et le mardi, à partir de 6 heures.

« Le mercredi à partir de 1 heure ou de 6 heures, suivant l'heure choisie par le patron en conformité de la présente loi.

« Le jeudi à partir de 6 heures.

« Le vendredi :

ment social en Australie par Albert Métin, *Le Musée social*, 12 novembre 1909.

(1) *Annuaire de la lég. du travail*, 1903, p. 306 et suiv.

(2) *Id.*, p. 368.

(3) *Id.*, 1907, p. 607.

a) à partir de 6 heures si l'heure de fermeture du mercredi précédent était 1 heure ;

b) à partir de 10 heures si l'heure de fermeture du mercredi précédent était 6 heures ;

« Le samedi :

a) à partir de 1 heure si l'heure de fermeture du mercredi précédent était 6 heures ;

b) à partir de 10 heures si l'heure de fermeture du mercredi précédent était 1 heure. »

L'alinéa 2 du même article décide que « les établissements qui vendent des aliments frais ou crus fermeront chaque semaine comme suit :

« Le lundi et le mardi à partir de 5 heures.

« Le mercredi à partir de 1 heure ou de 5 heures suivant le choix fait par le patron en conformité de la présente loi.

« Le jeudi, à partir de 5 heures.

« Le vendredi, à partir de 6 heures.

« Le samedi :

« a) A partir de 1 heure, si l'heure de fermeture du mercredi précédent était 5 heures ;

« b) A partir de 9 heures, si l'heure de fermeture du mercredi précédent était 1 heure. »

L'article 23 établit des règles plus larges pour les commerces de bicyclettes, de fleurs, pour les ateliers de réparation de chaussures, les marchands de lait, les coiffeurs : quatre jours par semaine ils ferment à 8 heures, le mercredi à 1 heure ou 8 heures, le samedi à 1 heure

ou 11 heures suivant l'heure de fermeture du mercredi.

La veille des jours fériés (art. 24), les magasins peuvent rester ouverts jusqu'à 10 heures.

L'article 25 donne pouvoir au gouverneur assisté de son conseil pour faire fermer dans tout ou partie du district :

« a) A des jours fixes, chaque semaine à partir de l'heure fixée par les règlements.

« b) Un jour fixe, chaque semaine à 1 heure.

Toute cette réglementation est spéciale au district métropolitain, voici celle qui a été édictée pour le reste de la province et qui résulte de la loi non modifiée du 6 octobre 1905 :

« 127 (1). Tous les magasins autres que ceux de la catégorie spécifiée dans la quatrième annexe (1) à la présente loi et ceux qui sont autorisés à rester ouverts la nuit en vertu d'un règlement existant en vertu de la présente loi devront être fermés chaque soir, excepté le samedi, à 7 heures et le samedi à partir de 10 heures. »

La loi du 12 décembre 1905 a donné aux conseils municipaux le droit d'imposer à tous les magasins de l'alimentation l'obligation de fermer, tout ou partie de l'année, à certains jours fixes aux heures fixées par le règlement communal, et un jour par semaine à 1 heure, mais ce droit ne peut être exercé que si la majorité des commerçants intéressés s'est prononcée en faveur du règlement projeté.

(1) Ce sont divers magasins d'alimentation qui sont énumérés dans cette annexe.

Le législateur de la province de Victoria a réglementé non seulement les heures de fermeture des magasins, mais aussi la durée du travail dans ceux-ci. Depuis la loi du 23 décembre 1907 qui a étendu à tous les districts de la province des prescriptions jusqu'alors spéciales au district métropolitain, il n'y a qu'une seule réglementation de la durée du travail dans les magasins. Voici ses prescriptions :

« 146 (1). A moins que la présente section n'en dispose autrement, aucune personne, sauf celles qui sont employées comme voituriers ou messagers ou gardiens de nuit, ne pourra travailler moyennant récompense ou rémunération dans un magasin ou à un travail en rapport avec un magasin pendant plus de cinquante-deux heures par semaine (à l'exclusion des heures des repas), ni pendant plus de neuf heures par jour (à l'exclusion des heures des repas), sauf un jour par semaine où douze heures de travail sont autorisées. »

Les alinéas 2, 3, 4 et 5 du même article établissent des dérogations aux prescriptions de l'alinéa 1, ils permettent de faire travailler, pendant 40 jours par an, 3 heures par jour, au maximum, après les heures ordinaires de travail, ils décident que les enfants de moins de 16 ans et les femmes ne pourront travailler plus de 5 heures de suite sans avoir au moins une demi-heure de repos, et ils établissent des pénalités assez élevées (50 à 500 francs) contre ceux qui contreviendront aux prescriptions touchant la durée du travail.

La législation de la province de Victoria est une législation singulièrement prohibitive, et beaucoup plus complète que les législations européennes. Elle n'est pas, en Australie, une exception, toutes les provinces ont adopté des réglementations semblables.

Australie du Sud. — La loi fondamentale, en Australie du Sud, concernant la fermeture des magasins est celle du 5 décembre 1900 (1). Ses prescriptions sont les mêmes que celles de la législation victorienne : l'heure de fermeture ordinaire est de 6 heures, un jour par semaine elle peut être reportée à 9 heures, et un autre jour à 1 heure. Cette réglementation est spéciale au district de la capitale. Pour les districts provinciaux, la loi ne fixe aucune heure de fermeture, elle permet au gouverneur d'en fixer une sur avis favorable de la majorité des commerçants. Comme celle de la province de Victoria, la loi de l'Australie du Sud prévoit des exceptions en faveur des commerces de l'alimentation et divers autres commerces.

La durée du travail est réglementée, pour les femmes et les enfants de moins de 16 ans, elle ne peut dépasser 52 heures par semaine et 11 heures par jour.

Australie occidentale. — La loi fondamentale de cette province est celle du 19 février 1902 (2), elle a été modifiée par celles du 16 janvier (3) et du 24 décembre 1904.

(1) *Annuaire*, 1900, p. 579.

(2) *Annuaire*, 1902, p. 223.

(3) *Ibid.*, 1904, p. 298 et 324.

D'après ces lois, les magasins doivent être fermés : un jour ouvrable à 1 heure, un autre à 10 heures, et 4 jours à 6 heures. La loi autorise les petits magasins, qui sont ceux où ne travaille qu'un seul employé, à fermer pendant 4 jours par semaine à 8 heures au lieu de 6 heures ; elle prévoit les mêmes exceptions que les lois des provinces de Victoria et de l'Australie du Sud en faveur des mêmes commerces que ceux favorisés par celles-ci.

La durée du travail est — non compris le temps des repas — de 52 heures par semaine pour les femmes et les enfants de moins de 16 ans et de 56 heures pour les employés adultes. Les employés ne peuvent travailler plus d'une demi-heure, après le moment légal de la fermeture ; cependant, 24 jours par an, cette durée est portée à 3 heures.

Queensland. — Le Queensland réglemente depuis 1896 les heures de fermeture des magasins et la durée du travail des employés. Les lois fondamentales en ces matières sont celles du 23 décembre 1900 (1) et du 15 avril 1908 (2). Ces lois obligent les commerçants à fermer 4 jours par semaine à 6 heures, le vendredi à 9 heures et le samedi à 1 heure. Les employés ne peuvent pas être occupés plus de 53 heures par semaine et de 9 heures et demie par jour, non compris le temps des repas ; les jours où le magasin peut rester ouvert jusque 9 heures, la durée du travail peut être de 11 heures et

(1) *Annuaire*, 1900, p. 649.

(2) *Ibid.*, 1908, p. 458.

demie. Les lois prévoient des exceptions au profit de nombreux commerces, qui sont les mêmes que ceux qui sont exceptés par les législations des autres provinces.

Nouvelle-Galles du Sud.— La législation des magasins dans cette province est formée par la loi du 22 décembre 1899 (1), modifiée par celle du 12 décembre 1906 (2) qui a étendu ses prescriptions aux salons de coiffure. La fermeture, aux termes de ces lois, doit avoir lieu 4 jours par semaine à 6 heures, 1 jour à 10 heures, et 1 jour à 1 heure. Les femmes et les enfants de moins de 16 ans ne peuvent être occupés plus de 52 heures par semaine et de 9 heures 1/2 par jour, sauf un jour où la durée du travail peut être de 11 heures et demie. Les mêmes commerces que dans les lois des autres provinces bénéficient d'exceptions en ce qui concerne soit les heures de fermeture, soit la durée du travail.

NOUVELLE-ZÉLANDE. — La Nouvelle-Zélande réglemente, comme l'Australie, la durée du travail et les heures de fermeture des magasins, elle étend même plus loin que celle-ci la protection qu'elle accorde aux employés puisqu'elle a une législation des bureaux. C'est la loi du 8 novembre 1904 (3), qui est la loi principale de cette double réglementation, elle a été modifiée par les lois du 30 octobre 1905 (4) et du 25 novembre 1907 (5).

(1) *Annuaire de législation du travail*, 1899, p. 336.

(2) *Ibid.*, 1906, p. 288.

(3) *Ibid.*, 1904, p. 350.

(4) *Ibid.*, 1905, p. 451.

(5) *Ibid.*, 1907, p. 679.

La loi de 1904 établissait pour certains districts métropolitains (Auckland, Wellington, Christchurch et Dunedin) des heures de fermeture obligatoire des magasins pour tous les jours de la semaine, la loi de 1905 a supprimé ces prescriptions spéciales. Maintenant, les commerçants de tout le pays sont seulement obligés de fermer un jour ouvrable à 1 heure, ce jour est déterminé par les autorités locales. Pour les autres jours ouvrables de la semaine, ce sont les commerçants seuls qui peuvent provoquer la fermeture ; si la majorité d'entre eux est favorable à cette mesure, le ministre la rend obligatoire. Les employés de magasin ne peuvent être occupés pendant plus de 52 heures par semaine, ni plus de 9 heures par jour (sauf un jour par semaine où le travail peut se prolonger pendant 11 heures), ni pendant plus de 5 heures sans au moins 1 heure de repos. La loi de 1905 a décidé, pour un petit nombre de commerces, des heures de fermeture, variant entre 6 heures et 11 heures du soir ; dans ces commerces les employés doivent quitter à l'heure de fermeture, et au plus tard à 9 heures du soir. Pour tous les autres commerces, les employés ne peuvent travailler : dans les bourgs agglomérés ou de plus de 5.000 habitants, après 6 heures du soir 4 jours par semaine, après 9 heures 1 jour et après 1 heure 1 autre jour ; dans les autres bourgs, les prescriptions sont les mêmes, sauf pour les 4 jours par semaine, où l'employé peut être occupé jusqu'à 7 heures.

La loi de 1904, nous l'avons dit, contient une règle-

mentation du travail dans les bureaux ; voici quelle est cette réglementation :

« 23 (1) Les bureaux devront fermer au plus tard à 1 heure de l'après-midi le samedi, et à 5 heures de l'après-midi les autres jours ouvrables ; ils demeureront fermés le reste de la journée. »

Cette réglementation, qui peut paraître assez rigoureuse, ne l'est pas, car elle ne s'applique ni aux bureaux de toutes les entreprises de transport, ni à ceux des journaux, des banques, des assurances, des entreposeurs de gros, etc. On peut légitimement se demander quels sont les établissements qu'elle atteint, et quels sont les employés qu'elle protège.

La loi décide aussi qu' « un employé de bureau ne pourra être occupé au bureau ou pour le bureau plus d'une demi-heure après l'heure fixée par la présente loi pour la fermeture du bureau », mais comme en fait, il n'y a que peu de bureaux, s'il y en a, qui aient une fermeture obligatoire, c'est là une mesure de protection illusoire.

NATAL. — La loi du Natal en date du 26 août 1905 (1) décide que les magasins doivent être fermés 4 jours par semaine à 5 heures 1/2, 1 jour à 2 heures, 1 jour à 10 heures, et que les employés ne peuvent être occupés plus d'une demi-heure après l'heure de fermeture de la boutique. La loi décide que ces prescriptions ne s'appliquent pas à de nombreux commerces, mais pour ceux-ci elle

(1) *Annuaire*, 1906, p. 641.

prescrit que la durée hebdomadaire du travail des employés qui y sont occupés n'excède pas 54 heures.

COLONIE DU CAP. — La loi du 6 juin 1905 (1) décide que les employés de magasin devront bénéficier d'une demi-journée de congé par semaine en dehors du dimanche, et que ce jour-là la boutique devra être fermée l'après-midi. La loi du 21 août 1906 (2) permet aux autorités locales de déterminer les heures auxquelles les grands magasins pourront exercer leur commerce.

TRANSVAAL. — La loi du 22 août 1908 (3) décide que dans un certain nombre de villes, les magasins devront être fermés : quatre jours par semaine à 7 heures, un jour à 1 heure, un jour à 9 heures. La loi soustrait à cette réglementation un certain nombre de commerces, pour lesquels elle prescrit des heures individuelles de fermeture ; elle fixe, en tous cas, le maximum de la durée du travail des employés de magasin à 52 heures par semaine.

CANADA. — Le Canada ne possède, en fait de réglementation des heures de fermeture des magasins, que des législations provinciales ; celles-ci sont peu nombreuses, et se bornent à remettre aux conseils municipaux le pouvoir d'ordonner la fermeture entre des heures déterminées. Les provinces qui possèdent cette réglementation sont, le Manitoba, l'Ontario et la Colombie britannique.

(1) *Annuaire*, 1906, p. 637.

(2) *Ibid.*, 1906, p. 316.

(3) *Ibid.*, 1908, p. 830.

ÉTATS-UNIS. — Il en est des États-Unis comme du Canada, il n'y a pas de législation nationale réglant les heures de fermeture des magasins. Comme au Canada, quelques provinces, le Massuchsets, la Nébraska, ont des lois permettant aux autorités locales de déterminer des heures de fermeture des magasins.

CHAPITRE III

L'EXEMPLE DE L'ALLEMAGNE.

Depuis le 30 juin 1900, les employés de commerce d'Allemagne ont une législation limitant la durée de leur travail. L'étude de cette réforme et de son histoire offre pour nous un grand intérêt : l'Allemagne est notre voisine, elle est une nation aussi forte, plus forte même que la nôtre, son commerce, son industrie sont au moins aussi vigoureux que les nôtres, ce qui s'est fait chez elle peut donc se faire chez nous. Dès lors, regarder comment est née la réforme allemande, étudier comment elle est conçue, examiner les résultats auxquels elle a abouti, et la manière dont tous les intéressés la jugent après dix ans d'expérience, n'est-ce pas là pour nous un enseignement direct d'un prix inestimable ? Et si l'expérience allemande est concluante, si elle nous montre une législation à la fois atteignant son but et ne lésant profondément aucun des intérêts primordiaux du commerce, quelles objections pourra-t-on élever contre l'introduction en France d'une législation semblable ?

Notre étude se divisera en trois parties : avant la loi de 1900, la loi de 1900, les résultats de la loi de 1900.

§ 1. — Avant la loi du 30 juin 1900.

Le commerce allemand a opéré au xix^e siècle une évolution économique entièrement identique à celle du commerce français (1), et les employés d'Allemagne se sont trouvés, vers la même époque, en face des mêmes problèmes que les employés de France ; comme eux ils en sont venus à réclamer la réglementation légale de la durée de leur travail, seulement au contraire d'eux, ils ont abouti, et tandis que c'est en vain que, depuis plus de 30 ans, les employés de France s'agitent, pétitionnent, émettent des vœux, font des grèves, depuis 10 ans déjà les employés d'Allemagne bénéficient d'une réglementation légale de la durée de leur travail. C'est qu'aussi, il faut bien le noter, les employés d'Allemagne ont rencontré chez un certain nombre de commerçants allemands une aide et un secours que jamais les employés de France n'ont trouvés auprès des nôtres ; ces commerçants ont compris que les réclamations des employés étaient justes, qu'elles n'étaient pas faites dans l'intention de leur nuire, qu'eux-mêmes en bénéficieraient si elles étaient entendues et acceptées, et ils s'en sont faits les défenseurs,

(1) Cette évolution a été cependant plus rapide que celle du commerce français, elle a coïncidé avec l'extraordinaire développement de l'industrie allemande dans ces 30 dernières années. Voici des chiffres qui en indiqueront la portée : en 13 ans, de 1882 à 1895 le nombre des exploitations commerciales est passé de 386.431 à 528.885, et celui des personnes qu'elles occupent de 706.855 à 1.105.453 (*Statistik des deutschen Reichs*, 1882, L. 6, p. 22 ; 1895, p. 113, p. 110 et 126).

groupés avec leurs employés dans de puissantes associations — comme nous sommes loin de la lutte de classes — ils ont réclamé l'intervention du législateur, ont indiqué les conditions de réussite de la réforme, et c'est à eux, en grande partie, que les employés d'Allemagne doivent la loi du 30 juin 1900 qui leur a assuré ce minimum de liberté et de bien-être, qui est la sauvegarde de la dignité de l'homme.

Cette collaboration, sur le terrain de la législation du travail, entre patrons et employés, nous la trouverons fréquemment au cours de cette étude de la réforme allemande, nous souhaitons qu'elle soit un exemple et une leçon pour les commerçants français, et qu'en les éclairant sur les raisons et les résultats de la législation des magasins, elle fasse cesser leur opposition systématique à celle-ci et les prépare à accepter favorablement la réglementation de la durée du travail des employés.

La loi du 1^{er} juin 1891, qui est la loi fondamentale allemande en matière de législation du travail, ne s'appliquait aux employés de commerce qu'en ce qui concerne le repos hebdomadaire, elle ne limitait pas la durée de leur journée de travail ; au cours de la discussion il avait seulement été décidé que ce serait là l'objet d'un autre projet de loi ultérieur (1). La situation des employés était donc très nette, il n'y avait aucune limite légale à la durée de l'effort qu'avaient le droit d'exiger d'eux

(1) Sarraute, *La limitation légale de la durée du travail en Allemagne*, p. 204 et suiv.

leurs patrons ; c'était bien là aussi la situation des ouvriers adultes, mais ceux-ci avaient au moins une ressource, c'était d'obtenir du Conseil fédéral qu'il intervînt en leur faveur (1) ; cette ressource n'existait pas pour les employés, car la loi de 1891 avait strictement limité les pouvoirs du Conseil fédéral à l'industrie, pour eux il leur fallait attendre une loi, c'est-à-dire jusqu'à une époque indéfinie, pendant fort longtemps peut-être. Il n'en fut rien pourtant, leur attente ne fut que de 9 ans, ce qui est peu, si on songe que les employés français attendent en vain, depuis 30 ans bientôt, le texte de loi qui les libérera. En Allemagne, un heureux concours de circonstances favorables se rencontra, la question de la réglementation du travail dans les magasins fut de suite mise à l'ordre du jour et aboutit, somme toute, promptement.

Le 9 juin 1890, le Congrès des associations commerciales allemandes, composé de délégués des patrons et des employés, avait émis le vœu qu'une enquête royale fût faite sur la situation dans les magasins d'Allemagne (2). Présenté au Reichstag le 12 décembre 1890,

(1) Les pouvoirs du Conseil fédéral ne peuvent s'exercer que de façon particulière pour chaque industrie. La situation des ouvriers adultes est encore la même. Mais le conseil fédéral a largement usé en leur faveur des pouvoirs qui lui avaient été donnés, il a réglementé la durée du travail dans beaucoup d'industries (boulangerie, meunerie, carrières etc...). V. Hitze, Rapport au Congrès international pour la protection légale des travailleurs tenu en 1900 (25-29 juillet) à Paris et P. Pic, *op. cit.*, p. 554.

(2) Adler : *die Lage der Handlungsgehilfen gemäss den Erhebungen der Kommission für Arbeiterstatistik*, Stuttgart, 1900, p. 2.

ce vœu fut accueilli favorablement, et l'enquête décidée. Pour y procéder on attendit, car à cette époque il n'y avait aucun organe administratif ou parlementaire qui eut le pouvoir de l'entreprendre ; mais, le 10 janvier 1892, le Reichstag adopta une proposition déposée par le député Siegle tendant précisément à la création d'un organe administratif chargé d'ouvrir des enquêtes. Le gouvernement ratifia ce vote et créa le 24 mars 1892 la Commission impériale de Statistique ouvrière, composée de délégués du Reichstag, du Conseil fédéral et du Chancelier ; cette commission devait être aidée dans sa tâche par l'Office Impérial de statistique à qui incomberait tout le travail technique d'envoi, de dépouillement des questionnaires.

Dès la première réunion de la Commission une enquête sur la situation des employés dans les magasins de vente (Kontoren) fut décidée sur la proposition du chancelier, elle commença aussitôt, en septembre 1892 ; on y procéda selon la méthode, depuis lors devenue classique en Allemagne, du « stick system » (1) qui consiste à n'étendre l'enquête qu'à 10 0/0 des intéressés ; l'Office impérial rédigea et envoya les questionnaires, reçut et classa les réponses (2). En novembre 1894, des dépositions orales faites devant la Commission de statistique par des patrons

(1) Ce système est vivement critiqué par certains en Allemagne ; on lui reproche de prêter à l'arbitraire et de ne pas reproduire la réalité des faits. Voir notamment, à propos des enquêtes de 1901 et 1903, un violent article du *Handlungsgehilfenblatt* du 1^{er} juin 1900.

(2) L'enquête a porté sur le dixième d'un ensemble de commerces comprenant 437.500 entreprises et 882.700 personnes.

et des employés complétèrent les résultats déjà acquis. Voici la situation que révéla l'ensemble des réponses :

Le temps d'ouverture des magasins (Ladenzeit) variait ainsi suivant les magasins dans l'ensemble de l'Allemagne :

Sur 100 magasins :

14.9	0/0	ouvraient	moins de 12 heures
22.0	—	—	12-13 —
17.6	—	—	13-14 —
18.0	—	—	14-15 —
21.0	—	—	15-16 —
6.5	—	—	plus de 16 heures.

D'après cette statistique la moitié des magasins restaient ouverts plus de 14 heures, et comme ce sont les employés qui ouvrent et ferment les boutiques, par là même plus de la moitié d'entre eux travaillaient pendant une durée égale à celle là (1) !

Voici maintenant comment, dans les grandes et dans les petites villes, pour les diverses sortes de magasins, se répartissait le temps d'ouverture :

I

Population.

	12 h. et moins	12-13	13-14	14-15	15-16	+ 16 h.
Grandes villes . . .	26.7	27.7	16.1	12.3	11.4	5.8
Villes, 2000 habit. .	3.4	6.5	11.8	21.5	41.9	14.9

(1) *Soziale Praxis*, 16 mars 1899.

(2) Pour toutes les statistiques, V. Adler, *die Lage*, tables à la fin du volume,

II

Magasins.

	12 h. et moins	12-13	13-14	14-15	15-16	+ 16
Alimentation	2.7	11.7	12.2	25.0	35.8	12.6
Kolonialwaren	2.3	5.5	7.8	20.5	47.4	16.5
Tabac	3.0	7.4	17.4	39.6	23.0	9.6
Habillement	21.1	33.7	25.0	16.0	3.9	0.3
Nouveautés.	28.9	31.8	21.1	13.0	5.1	0.1

IMPORTANCE DES ENTREPRISES.

Durée d'ouverture des magasins.

	12 h. et moins	12-13	13-14	14-15	15-16	+ 16 h.
1 aide	12.5	17.1	16.9	20.9	24.6	8.0
2 à 3 aides	14.2	20.8	17.1	17.4	23.1	7.4
4 à 9 —	18.9	30.1	19.3	15.5	13.0	3.2
10 à 19 —	24.7	42.8	21.1	8.8	2.6	—
20 et plus	30.4	42.8	17.9	8.9	—	—

Des statistiques que nous venons de reproduire, deux faits très précis se dégagent, qui ne sont pas d'ailleurs particuliers à l'Allemagne, c'est que les plus longues durées de travail se trouvent dans les petites boutiques, particulièrement dans celles de l'alimentation, et se rencontrent beaucoup plus dans les toutes petites localités que dans les grandes villes.

L'enquête révéla autre chose encore, c'est que d'une façon générale la durée d'ouverture des magasins était plus courte dans l'Allemagne du Sud que dans tout le reste de l'Empire, voici les chiffres qu'elle fournit :

Durée d'ouverture des magasins.

	12 h. et moins	12-13	13-14	14-15	15-16	+ 16
Allemagne :						
Nord-Ouest	10.9	22.8	17.2	13.3	23.3	12.5
Nord-Est	13.2	17.1	18.5	22.7	24.8	3.7
Centre.	5.8	26.8	20.7	23.7	18.8	4.2
Sud.	32.2	27.9	14.7	15.1	9.2	0.9

D'après la statistique que nous venons de donner, les entreprises commerciales de l'Allemagne du Sud restaient ouvertes pour la plupart (60 0/0) moins de 13 heures, alors que dans les autres parties de l'Allemagne, c'est 70 0/0 des boutiques qui avaient un temps d'ouverture plus long que celui-là. Cette constatation eut son importance, elle montra la possibilité de faire fermer les boutiques de meilleure heure qu'elles ne le faisaient d'ordinaire, et de limiter plus étroitement la durée de l'ouverture, sans nuire aux intérêts légitimes du commerce.

L'enquête rechercha aussi quelles étaient les heures moyennes d'ouverture et de fermeture, dans l'ensemble de l'Empire et par catégorie de commerces. Voici les résultats qu'elle obtint :

	OUVERTURE				FERMETURE					
	Av. 6 h.	6 à 7	7 à 8	Apr. 8 h.	Av. 8 h.	8 h. 8 à 9	9 à 10	10 à 11	Apr. 11 h.	
Empire.....	6.8	35.9	56.5	0.8	13.0	25.1	23.1	34.7	3.9	0.2
Alimentation.....	13.9	50.1	35.5	0.6	2.9	13.9	23.6	52.3	7.3	—
Kolonialwaren.....	17.1	64.4	18.4	0.1	3.5	6.9	20.5	61.3	7.8	—
Tabac.....	0.9	3.0	65.2	0.9	2.6	7.4	19.6	46.5	16.9	7.0
Habillement.....	0.4	15.7	82.4	1.4	17.0	37.2	25.8	19.2	0.7	—
Nouveautés.....	0.4	23.1	75.5	1.0	25.5	38.4	22.6	13.0	0.5	—

D'après ces chiffres, c'est toujours dans les commerces de l'alimentation qu'on retrouve les plus grands abus, la plupart de ces magasins ouvraient avant 7 heures du matin et fermaient après 9 heures du soir.

En ce qui concerne le temps donné aux employés pour déjeuner à midi voici quel il était :

Sur 100 entreprises :

49,9 donnaient moins d'une 1/2 heure.

26,9 donnaient de 1/2 heure à 1 heure.

23,2 donnaient plus d'une heure.

La moitié des employés avaient donc moins d'une demi-heure pour déjeuner, c'est là un temps beaucoup trop court, le minimum devrait être une heure.

De l'ensemble des statistiques, des chiffres, que nous venons d'apporter, qu'est-ce qui se dégage ? D'abord, cette constatation que la journée moyenne de l'employé en Allemagne était de 14 heures, qu'il ne travaillait jamais moins de 11 heures et jamais plus de 18 heures, puis ensuite, comme nous l'avons déjà noté, que c'est dans les petites exploitations que se trouvaient les plus grands abus, enfin que la réglementation était possible, puisque dans toute l'Allemagne du Sud, sans aucune espèce de contrainte administrative ou légale, des habitudes s'étaient établies, dont le commerce ne souffrait aucunement, et qui donnaient une grande liberté aux employés, il s'agissait seulement de les codifier là où elles existaient, et ailleurs de les faire pénétrer. C'est ce que pensa la Commission de statistique.

Devant l'ensemble de ces résultats elle s'émute, et proposa de faire fermer les magasins de 8 heures du soir à 5 heures du matin (1), en faisant précisément bien remarquer qu'une telle mesure n'aurait rien de révolutionnaire, puisque déjà, en fait, librement, toute l'Allemagne du Sud avait adopté ce qu'elle proposait, et qu'il importait seulement de régulariser et de généraliser cet heureux état de choses.

Malgré son évidente modération, cette proposition souleva dans tout le pays une violente opposition de la part des commerçants, opposition qui ne fit que redoubler quand le gouvernement, en décembre 1898, déposa un projet de loi qui, tout en abandonnant la fermeture à 8 heures, obligeait néanmoins les chefs d'entreprise à donner 10 heures de repos continu à leurs employés, à laisser 1 heure de liberté à midi à ceux qui mangent en dehors du magasin, et à fermer les boutiques de 9 heures à 5 heures du matin. Des commerçants croyaient que c'était leur ruine ! Heureusement ils ne furent pas très écoutés. Le projet de loi, d'autre part, rencontra immédiatement la faveur des grandes associations d'employés et de commerçants, qui, sentant la nécessité d'un mouvement d'opinion en sa faveur, se décidèrent à l'appuyer vigoureusement et publiquement, et envoyèrent des pétitions au Reichstag (2) : l'Association des employés de magasin de Hambourg (fondée en 1858), forte

(1) *Soziale Praxis*, 16 mars 1899.

(2) *Soziale Praxis*, 27 avril 1899.

de 60.000 membres dont 7.500 commerçants, demanda que le législateur obligeât le patron à fermer à 8 heures le soir et à donner 12 heures de repos aux femmes, 11 heures aux hommes. La Deutsches Verband Kaufmanischer Vereine, qui comptait alors 126.558 membres dont 24.781 patrons, insista particulièrement pour que le législateur réglementât les heures d'ouverture et de fermeture préférentiellement à la durée du travail, car, disait-elle, c'est la seule façon d'empêcher que la loi ne tourne au profit des grands magasins et de mettre ceux-ci dans l'impossibilité d'organiser des équipes, qui leur permettraient de rester ouverts, alors que les petits patrons, n'ayant pas la même facilité, devraient fermer.

Le projet de loi gouvernemental fut discuté au Reichstag les 19 et 20 avril 1899 et renvoyé à une commission. Celle-ci adopta en première lecture, le projet du gouvernement, mais y apporta d'importantes modifications : elle distingua entre les villes de moins et de plus de 20.000 habitants, permettant aux commerçants des premières de n'accorder que 10 heures de repos, mais obligeant ceux des secondes à donner 11 heures ; elle fixa le repos de midi à 1 heure et demie pour les employés déjeunant hors du magasin, permit dans certaines conditions, plus larges que celles du projet gouvernemental, la fermeture à 8 heures, enfin détermina les cas où celle-ci pourrait avoir lieu à 10 heures.

Le projet fut voté tel quel par le Reichstag et devint

la loi du 30 juin 1900. On l'inséra au titre VII du Code industriel de 1869 (Gewerbeordnung).

§ 2. — La loi du 30 juin 1900.

La loi du 30 juin 1900, que nous devons maintenant analyser, contient deux sortes de dispositions réglementaires, qui répondent à deux ordres d'idées très différents, tout en concourant au même but et en se complétant mutuellement. De ces dispositions réglementaires, en effet, les unes ont pour but d'assurer aux employés un certain temps minimum du repos, les autres, de faciliter aux patrons l'observance à la loi, en leur imposant à tous des heures d'ouverture et de fermeture pour leurs magasins. Nous allons examiner successivement le contenu de ces deux sortes de réglementations :

La loi pose d'abord le principe général, que dans tous les magasins, l'employé devra avoir dix heures de repos continu, puis elle distingue suivant qu'il s'agit de petites localités (moins de 2.000 habitants), de localités moyennes (2.000 à 20.000 habitants), ou de grandes villes (de plus de 20.000 habitants). Pour les premières elle supprime l'obligation des dix heures de repos, et elle remet aux autorités locales le soin de juger s'il serait bon de créer à cet égard, une certaine réglementation ; pour les secondes le principe général est maintenu, et pour les troisièmes, quand il s'agit de magasins occupant plus de 2 aides, elle porte la durée du repos à 11 heures. D'ailleurs voici le texte :

« § 139 c. — Dans les magasins publics de vente, les bureaux (Kontore) et dépôts y annexés, il devra être accordé aux aides, apprentis et ouvriers, à l'expiration de la journée de travail, un repos ininterrompu d'au moins 10 heures. »

« — Dans les communes qui, d'après le dernier recensement, comptent plus de 20.000 habitants, le repos à accorder dans les magasins publics où sont occupés 2 aides et apprentis ou davantage, devra être d'au moins 11 heures ; pour les localités de moindre importance, cet intervalle de repos pourra être fixé par les statuts locaux. »

La loi se préoccupe ensuite d'assurer aux employés un certain minimum de temps pour le repos de midi, voici en quels termes elle le fait :

« § 139 c (suite). — Au cours de la journée de travail, il devra être accordé aux aides, apprentis et ouvriers un repos convenable à midi. Pour les aides, apprentis et ouvriers qui prennent leur repas principal en dehors du bâtiment où se trouve le magasin public, ce repos devra être d'au moins 1 heure 1/2. »

Dans le paragraphe suivant la loi indique quelles exceptions doivent être apportées au principe posé par le paragraphe 139 c :

« § 139 d. — Les dispositions du paragraphe 139 c ne sont pas applicables :

« 1^o Aux travaux qui doivent être entrepris immédiatement dans le but d'éviter la détérioration des marchandises ;

« 2° A la confection d'un inventaire prescrit par la loi, ni aux travaux de nouvelle installation ou de déménagement ;

« 3° Pendant trente jours par an au maximum, lesquels seront fixés par l'autorité de police locale d'une façon générale ou pour certaines branches d'exploitation. »

Tout le reste du texte de la loi est consacré à la réglementation des heures d'ouverture et de fermeture. La loi pose d'abord le principe d'une fermeture absolue entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, puis elle admet un certain nombre d'exceptions, elle indique, ensuite, ce qu'il faut entendre par fermeture, et permet d'avancer jusqu'à 8 h. du soir l'heure à laquelle celle-ci doit être faite et de reculer le moment de l'ouverture jusque 7 heures du matin.

Voici l'ensemble de cette réglementation :

« § 139 e. — Depuis 9 heures du soir jusqu'à 5 heures du matin, les magasins publics doivent être fermés au trafic. Lors de la fermeture du magasin, les clients qui s'y trouveraient pourront encore être servis. »

« Après 9 heures du soir, les magasins pourront être ouverts au trafic :

« 1° Dans les cas urgents et imprévus ;

« 2° Pendant une durée maxima de 40 jours, lesquels seront fixés par l'autorité de police locale ;

« 3° En vertu d'une décision spéciale de l'autorité administrative supérieure, dans les villes qui d'après le dernier recensement comptent moins de 2.000 habitants, ainsi que dans les communes rurales, pourvu que le trafic

s'y exerce principalement à certains jours de la semaine ou pendant certaines heures du jour. »

« Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte aux prescriptions des paragraphes 139 c et 139 d. »

« Pendant le temps que les magasins devront être fermés, il sera défendu d'offrir en vente des marchandises sur les voies, rues, places ou dans d'autres endroits publics, ou de maison à maison sans commande préalable, qu'il s'agisse d'une exploitation fixe (§ 42, al. 1^{er}, chiffre 1) ou bien d'une industrie ambulante (§ 55, al. 1^{er}, chiffre 1). Des dérogations pourront être accordées par l'autorité de police locale. Les dispositions du paragraphe 55 a al. 2, 2^e partie, seront applicables. »

« § 139 f. — Sur la demande des deux tiers au moins des exploitants intéressés, il pourra être disposé, pour une commune ou plusieurs communes limitrophes, par ordonnance de l'autorité administrative supérieure, les autorités communales entendues, que, pour toutes les branches ou certaines branches seulement d'exploitation commerciale, les magasins pourront être fermés au trafic, à des périodes déterminées ou pendant toute l'année, à partir d'un moment à fixer entre (8 h. et 9 h.) du soir et entre (5 et 7 h.) du matin. Ces dispositions ne portent pas atteinte aux prescriptions des paragraphes 139 c et 139 d. »

« Sur la demande d'un tiers au moins des exploitants intéressés, l'autorité administrative supérieure invitera les intéressés, par voie d'arrêté, suivant le mode usité

dans la région, ou par communication individuelle, à faire connaître leur avis pour ou contre l'introduction de la fermeture des magasins dans le sens de l'alinéa précédent. Si les deux tiers des votants se déclarent en faveur de cette introduction, l'autorité administrative supérieure pourra édicter l'ordonnance nécessaire. »

« Le Conseil fédéral a le droit d'édicter des mesures relatives à la procédure suivant laquelle le nombre nécessaire d'exploitants devra être fixé. »

« Pendant le temps.... (même article que 139 d). »

Le paragraphe 139 m indique ensuite que les sociétés coopératives sont soumises aux prescriptions de la loi, de la même façon que les magasins et les boutiques particuliers.

Le paragraphe 146 a fixe ensuite le taux des amendes ; il est très élevé, elles peuvent aller jusque 600 marks.

Le paragraphe 154 retire le bénéfice de la loi aux aides et apprentis de pharmacie.

Telle est la loi du 30 juin 1900 ; sa clarté même nous a dispensé de l'expliquer longuement ; nous reportons à plus tard, après l'exposé des résultats qu'elle a eus, d'apprécier sa valeur et sa portée.

§ 3. — Les effets de la loi de 1900.

La loi allemande du 30 juin 1900, nous l'avons souligné lors de l'exposé des dispositions de cette loi, réglemente à la fois la durée du travail de l'employé et les

heures d'ouverture et de fermeture des magasins. C'est, exactement, le système que nous désirerions pour notre pays ; il est donc intéressant pour nous de connaître les résultats qu'il a produits en Allemagne, la façon dont on l'y juge, et le sens des modifications qu'on voudrait lui apporter.

Les dispositions de la loi qui avaient mécontenté le plus les commerçants allemands, c'est celles qui leur imposaient des heures d'ouverture et de fermeture pour leurs boutiques, ils les jugeaient comme des atteintes inadmissibles à leur liberté, à la liberté du commerce. La loi votée, on pouvait avoir des craintes sur la façon dont elle pourrait être appliquée, une opposition générale des commerçants était à redouter. Elle ne se produisit pas, la loi fut strictement respectée (1), et les commerçants ne souffrirent d'aucun des dommages qu'ils avaient craints, bientôt même ils en vinrent à apprécier favorable la réforme à laquelle ils s'étaient si violemment opposés. Dès la fin de 1900, la chambre de commerce de Worms jugeait ainsi la fermeture à 9 heures, et ses résultats (2) : « La fermeture des magasins à 9 heures s'est effectuée dans de bonnes conditions et n'a causé aucun dommage. »

(1) On cite cet exemple, d'un débitant de Francfort qui fut poursuivi parce qu'on avait vu un acheteur sortir de sa boutique, trois minutes après l'heure de fermeture, et qui ne dut son acquittement qu'aux différences relevées entre les horloges publiques (Artaud, *La protection légale de l'employé*, p. 15).

(2) Der Achtuhr Ladenschluss (Imprimerie du Verband Deutscher Handlungsgehilfen, Leipzig), p. 12.

Le 23 avril 1902, le comte Posadowsky, Secrétaire d'Etat, qui avait été un des plus actifs défenseurs de la loi, s'exprimait ainsi : « Je vous prie de vous rappeler que pendant la discussion de la dernière loi ouvrière, et après que la fermeture à 9 heures eut été votée, on écrivait que j'avais l'intention de faire de Berlin une petite ville de province, et de faire disparaître toute sa si pittoresque vie de nuit. Eh bien, maintenant *personne ne blâme plus la fermeture à 9 heures*, chacun s'y est habitué, la formidable agitation qui s'était élevée contre elle n'existe plus. »

Le 31 janvier 1903, il confirmait encore ces paroles et disait : « La violente agitation contre la fermeture des magasins à 9 heures est aujourd'hui chose oubliée, et de toutes les conséquences redoutables qu'on en avait attendu, aucune ne s'est réalisée », et il concluait en émettant l'espoir de la généralisation de la fermeture à 8 heures.

La loi de 1900, on se le rappelle, avait, en effet, permis (§ 139 f) aux autorités locales de faire fermer les magasins à 8 heures si les deux tiers des commerçants intéressés le demandaient (1). Une telle disposition, étant donné l'opposition qu'avait soulevée la fermeture à 9 heures, paraissait devoir être inutile. Il n'en fut rien, et c'est là ce qui est particulièrement intéressant dans l'expérience allemande : les commerçants eux-mêmes provoquèrent

(1) Pour tout ce qui intéresse la fermeture à 8 heures, voir la brochure : *der Acht Uhr Ladenschluss*, par Hubner.

la fermeture à 8 heures, qu'ils jugèrent être un bienfait. A Lubeck, par exemple, dès 1901 ils l'avaient obtenue, et comme en 1902 on leur demanda s'ils désiraient son maintien, sur 1.200 d'entre eux qui répondirent, il ne s'en trouva que 20 pour s'y opposer... C'est qu'en effet la grande majorité des commerçants s'est aperçue qu'une fermeture de bonne heure ne leur nuisait pas si elle était générale, et que même elle leur bénéficiait (1), en leur supprimant des frais d'éclairage, de chauffage. Le *Manufacturist*, un journal de commerçants, note que « ce n'est pas seulement l'employé, mais que c'est aussi le petit commerçant qui, dans l'intérêt de sa famille, veut avoir la libre disposition de ses soirées (2) ». De même la chambre de commerce de Leipzig (une ville de plus de 500.000 habitants) écrit : « La fermeture de tous les magasins à 8 heures, introduite depuis quelques semaines dans notre ville, a été reçue, à quelques exceptions près, comme un bienfait par tous les intéressés et le public s'est habitué très vite à ce changement. »

Les chambres de commerce de Heibronn, de Pforzheim, de Halle et de beaucoup d'autres villes en jugent de même. Aussi la fermeture à 8 heures a-t-elle été de progrès en progrès ; voilà le tableau de ceux-ci (3) :

(1) C'est ainsi que les commerçants de Hanovre ont réalisé en un an 200.000 marks d'économie sur leur éclairage, ceux de Plauen 80.000 marks etc. Ces chiffres ont été fournis par les services municipaux d'éclairage de chacune de ces villes.

(2) *Manufacturist*, 1904, n° 43.

(3) *Soziale Praxis*, 6 mai 1909 et 23 juin 1910.

En 1905, 60 villes avaient la fermeture à 8 heures.

» 1906, 74	—	—
» 1907, 93	—	—
» 1908, 346	—	—
» 1909, 501	—	—
» 1910, 743	—	—

Sur ces 743 villes, beaucoup ont une fermeture complète, c'est-à-dire s'étendant à tous les magasins. Voici comment elles se répartissent suivant la population :

40 villes, plus de 100.000 habitants.

42 —	50.000 à 100.000	—
127 —	20.000 à 50.000	—
288 —	5.000 à 10.000	—
206 —	5.000	—

Parmi les 40 villes de plus de 100.000 habitants, il y a Hambourg (800.000 habitants), Leipzig (500.000) et enfin Berlin depuis le 1^{er} novembre 1908(1), Berlin qui, avec ses faubourgs (Charlottenburg, Rixdorf, Schöneberg, Wilmersdorf) à qui l'ordonnance de fermeture est applicable, compte plus de 2.500.000 habitants(2). Dans ces trois villes et dans la plupart des autres, la fermeture est complète. Ainsi donc, maintenant, il n'est plus question de revenir sur la fermeture à 9 heures, la loi, à cet égard, a réussi, et la seule mesure que l'on réclame, c'est

(1) *Soziale Praxis*, 22 octobre 1908.

(2) Jusqu'au 1^{er} novembre 1908, la fermeture à 8 heures n'était obligatoire, à Berlin, que pour les cordonniers et les magasins de machines à coudre. Sur toute la campagne en faveur de la fermeture à 8 heures, voir surtout la *Soziale Praxis*, en 1906, 1907, 1908, *passim*.

la fermeture à 8 heures obligatoire pour tout l'Empire. C'est vers cette éventualité qu'on s'achemine : la Fédération centrale des employés et employées de commerce d'Allemagne (81.000 membres en 1908) a réclamé, dans son Congrès tenu à Munich en juin 1908, la fermeture des magasins à 8 heures par voie de législation d'Empire (1), de même la Fédération nationale des employés de commerce d'Allemagne (2) (116.000 membres en 1908).

Le Reichstag paraît vouloir entrer dans ces vues, sa Commission, réunie en mars 1909, pour étudier les modifications à apporter à la *Gewerbeordnung*, a constaté que la plupart des intéressés réclamaient la fermeture à 8 heures, et que plus de 500 communes l'avaient adoptée, aussi a-t-elle voté le principe de sa généralisation par législation d'Empire, tout en adoptant un amendement permettant de laisser, le samedi, les magasins ouverts jusqu'à 9 heures (3). La question est maintenant posée. Elle sera certainement bientôt résolue dans un sens favorable à l'intérêt bien compris et des commerçants et des employés.

La loi de 1900 avait apporté à ses prescriptions certaines exceptions, soit en permettant de réduire les heures de repos (§ 139 a), soit en autorisant les commerçants à ouvrir jusqu'à 10 heures du soir (§ 139e, 2^e ali-

(1) *Bulletin officiel international du Travail*, 1908, n^{os} 6 et 7, p. 294.

(2) *Id.*, p. 298.

(3) Mouvement social. *Revue catholique internationale*, mars-avril, 1909, p. 381.

néa). En fait on a très peu usé de ces dérogations, dans la plupart des villes les commerçants ont utilisé à peine la moitié des jours d'exception (Ausnahmetage) qui leur avaient été laissés ; c'est ce que constate la chambre de commerce de Coblentz : « La moitié des maisons ne trouve aucun intérêt à ouvrir au delà de 9 heures et n'utilise pas la possibilité de ne fermer qu'à 10 heures (1). » Les ministres de Wurtemberg, de Saxe, de Waldeck font d'identiques constatations (2). Aussi les employés demandent-ils la suppression pure et simple de ces exceptions (3).

Le texte voté en 1900 comporte une grande lacune : il ne s'applique pas aux bureaux et au commerce de gros, sa protection ne s'étend qu'aux magasins de vente. On s'explique mal cette exception, car la loi eût été beaucoup plus facile à appliquer dans les bureaux et dans le commerce de gros, que dans le commerce de détail. Peut-être le législateur a-t-il voulu seulement remédier aux abus les plus déplorables qui, incontestablement, se produisent dans le commerce de détail ? Quoi qu'il en soit, les employés de bureau ne sont pas protégés.

Le Reichstag, dès le 23 mai 1900, s'était inquiété de leur situation et avait demandé au gouvernement des Etats « d'ordonner des enquêtes au moyen de la Commis-

(1) *Der Acht Uhr Ladenschluss*, p. 48. — Voir aussi tableaux de la fin.

(2) *Ibid.*, p. 25.

(3) Congrès des deutschen Handlungsgehilfen à Leipzig en 1907 (31 août-1^{er} septembre). — Voir le compte rendu, p. 449.

sion de statistique sur la durée du travail des aides hommes et femmes, des apprentis et des ouvriers dans les établissements commerciaux qui n'ont pas de boutique ». Le 21 juin de la même année, le Bundesrath transmettait cette résolution au Chancelier, celui-ci convoqua, le 21 avril 1901, la Commission de statistique, qui rédigea un projet d'enquête. Le chancelier approuva celui-ci et le transmit aux gouvernements fédéraux, pour son exécution ; on envoya 16.265 questionnaires (le 10^e du nombre des maisons intéressées), et on reçut 14.000 réponses. En 1903, la première enquête n'ayant pas donné des résultats jugés suffisants, on en entreprit une autre afin de les compléter. Voici les constatations auxquelles les deux enquêtes aboutirent : d'abord c'est que la durée du travail dans les bureaux et dans le commerce est en général de moins de 10 heures (dans 11.000 maisons sur 15.000 consultées), ensuite que c'est dans les petites entreprises qu'on travaille le plus longtemps et dans les grandes le moins. En ce qui concerne les ouvriers travaillant dans les maisons enquêtées, on trouva une durée moyenne du travail beaucoup plus élevée que celle des employés travaillant dans ces mêmes maisons ! C'est ainsi que dans le commerce de modes, à l'époque de la saison, les livreurs, les empaqueteurs travaillent de 15 à 16 heures, et quelquefois 19 heures. En ce qui concerne les conséquences sanitaires de la durée du travail des employés intéressés, une opposition complète se révéla entre les réponses des chambres de commerce, et celles

des grandes associations d'employés. La plupart des chambres de commerce affirmèrent que la longue durée du travail n'altère pas la santé de l'employé, alors que les associations d'employés, bien placées pour en juger, apportèrent, avec preuves à l'appui, des allégations tout opposées.

De ces deux enquêtes, aucune loi n'est jusqu'à présent sortie, mais elle ne saurait tarder : en 1908, les députés Bassermann et Heyl zu Hermsheim ont déposé au Reichstag un projet de loi donnant satisfaction aux employés, il a été renvoyé à la Commission du travail, celle-ci, le 9 mars 1909, a adopté une proposition du Centre imposant un maximum de 9 heures à la durée du travail des employés dans les bureaux et les comptoirs indépendants d'un magasin de vente, et obligeant les patrons à donner à leurs employés 12 heures de repos ininterrompu et 1 heure 1/2 pour le repas de midi (1). Le projet de la Commission n'a pas encore été voté par le Reichstag, il le sera si celui-ci écoute les désirs des intéressés. Tous les employés sont acquis au projet de loi. La Fédération nationale des employés de commerce d'Allemagne réunie à Hambourg, en juin 1908, avait déjà émis un vœu dont l'essentiel se ramène au projet de la Commission (2). Les commerçants eux-mêmes sont favorables à une fermeture

(1) *Mouvement social*, mars-avril 1909, p. 381.

(2) *Bulletin de l'Office international du travail*, 1908, n^{os} 6 et 7, p. 298. Vœu analogue de la Fédération centrale des employés et employées de commerce. Assemblée générale de Munich (8-9 juin 1908). *Ibid.*, p. 294.

de meilleure heure : consulté par le syndicat des jeunes commerçants, le syndicat des vieux commerçants de Berlin s'est montré très favorable à une fermeture à 7 heures (1). Les avocats de Berlin ont fait mieux, librement, ils ont décidé de fermer leurs bureaux dès 5 heures du soir (1).

Telle est la réglementation allemande et son histoire. Elle a eu pour origine les mêmes abus que ceux que nous trouvons en France, elle s'est heurtée aux mêmes oppositions et aux mêmes objections que celles que rencontre chez nous toute protection légale du travail dans les magasins, et pourtant elle a réussi : ceux-là mêmes qui lui avaient été le plus opposés ont constaté qu'elle ne causait aucun des dommages qu'ils avaient redoutés ; et maintenant, il n'est plus question que d'étendre sa protection, de lui faire atteindre les employés de bureau, de renforcer et de restreindre les prescriptions légales afin d'amener une protection plus complète. Quel exemple pour nous ! Puisse l'histoire de la réglementation des magasins en Allemagne devenir bientôt la nôtre !

(1) *Soziale Praxis*, 3 décembre 1908.

TROISIÈME PARTIE

LA QUESTION DE LA RÉGLEMENTATION LÉGALE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

LES TENTATIVES DE RÉGLEMENTATION.

La question de la réglementation légale de la durée du travail dans les établissements commerciaux a, en France, une longue histoire qui se présente sous deux formes différentes suivant qu'on la cherche à travers la vie même des employés qui se manifeste par les vœux de leurs Congrès, par les réformes qu'ils réclament ou qu'on s'attache à la suivre dans les travaux parlementaires, les projets de loi, les propositions émises par les organes autorisés. C'est cette double histoire que nous voudrions faire. La première nous avons déjà eu, fréquemment, l'occasion d'en indiquer quelques aspects, aussi sera-t-elle brève. Quant à la seconde, c'est volontairement que jusqu'à présent, même accidentellement, nous n'y avons pas

touché ; nous avons cru qu'il était bon de la développer largement ici dans son ordre chronologique, qui nous semble être le plus naturel, parce qu'en politique sociale rien ne s'innove complètement, et qu'un projet de loi est toujours largement redevable à ceux qui l'ont précédé.

§ 1. — Réglementation légale et les employés.

Les employés unanimement réclament la limitation de la durée du travail dans les magasins et bureaux. Mais ils ont fait à cet égard une évolution importante (1).

D'abord, les employés ont seulement réclamé la protection des femmes et des enfants. C'est le vœu qu'ils ont exprimé en 1886 à la Conférence internationale ouvrière, et dans les divers Congrès socialistes qui ont eu lieu jusqu'en 1900. En 1900 encore, au Congrès du Musée social, (12-19 juillet), ils faisaient adopter le vœu Beausoleil ainsi conçu : « Le Congrès émet le vœu que les lois réglementant le travail des femmes et des jeunes gens dans les ateliers soient également applicables dans les maisons de gros et de détail, car, quoi qu'on en dise, le surmenage physique aggravé du surmenage intellectuel est aussi intense pour les employés que pour les ouvriers. » Pendant toute cette période les employés se sont bornés à demander l'extension au commerce des lois protégeant les fem-

(1) Voir 1^{re} partie, chapitre III.

mes et les enfants dans les ateliers. Ils ne songèrent pas à réclamer des lois spéciales.

Ils n'y songent d'abord pas plus, quand, bientôt, ils demandent la limitation légale de la durée du travail des adultes. En 1900, le Congrès de la Fédération nationale émet cet avis « qu'une législation protectrice du travail doit être appliquée à tous les salariés des deux sexes, sans distinction de catégorie professionnelle, et que, conséquemment, tout au moins la législation existante doit être étendue aux employés ». C'est là le premier vœu d'une organisation d'employés en faveur de la limitation légale du travail des adultes, mais il sera suivi de beaucoup d'autres de même sens. Le 15 août 1903 le 9^e Congrès de la Fédération des employés de France expose, lui aussi, que « les employés et commis des deux sexes, de France et des colonies, de toutes situations et de toutes catégories, réclament énergiquement la reconnaissance de leur droit d'être assimilés à n'importe quels travailleurs et, en conséquence, revendiquent le bénéfice qui leur est dû de toutes les lois faites ou à faire en faveur du travail »... C'est encore un vœu analogue qu'en 1907 votait le Congrès de cette même Fédération.

C'est le dernier vœu de ce genre, les employés maintenant se rendent compte des différences considérables qu'il y a entre le commerce et l'industrie, ils sentent qu'une extension pure et simple des lois ouvrières gênerait les commerçants, tout en étant peu efficace et en protégeant insuffisamment le personnel employé, aussi

réclament-ils le vote de lois spéciales, et particulièrement la fermeture des magasins. En 1903 déjà, M. Artaud déclarait, au nom de la Fédération des employés de France, « qu'une loi qui réglerait seulement la durée du travail, sans limiter le temps pendant lequel les magasins seraient ouverts au public, serait une loi incomplète et difficile à observer (1) ». En 1907, M. Schneider, à propos du projet de loi gouvernemental, déclarait dans une conférence faite au syndicat des Petits-Carreux, que les employés demandent la limitation journalière et hebdomadaire de leur travail et la fermeture obligatoire des boutiques à des heures fixées d'un commun accord entre les municipalités et les commerçants (2). Enfin, c'est avec la mission précise d'obtenir des pouvoirs publics « une fermeture de meilleure heure des magasins », que les employés ont élu, en 1906, leurs délégués au Conseil supérieur du Travail (3).

§ 2. — La réglementation légale et le Parlement.

La question de la réglementation légale de la durée du travail de l'employé a été posée pour la première fois devant le Parlement le 15 juillet 1886. A cette date MM. Camelinat, Boyer, Basly, etc., c'est-à-dire des socialistes, déposèrent un projet de loi modifiant la loi du

(1) Artaud, *La protection légale de l'employé*, p. 21.

(2) *L'Employé*, 5 février 1907.

(3) *L'Employé*, 25 juillet 1906.

10 mai 1874 sur le travail des femmes et des enfants (1). Aux termes de ce projet de loi (sect. IV à VII), les enfants n'auraient pu être admis dans aucune maison de commerce, administration, chez aucun officier public ou ministériel avant l'âge de 14 ans révolus, et ceux qui y auraient été employés n'auraient pas pu travailler plus de 8 heures. Le projet de loi étendait au commerce les prescriptions de l'article 4, interdisant aux femmes et aux enfants tout travail de nuit avant l'âge de 16 ans. Ce projet de loi fut renvoyé à la commission du travail de la Chambre. Il ne fut jamais repris, car à cette époque cette commission était saisie d'un projet de loi gouvernemental tendant précisément à modifier la loi du 10 mai 1874 et qui allait devenir la loi du 2 novembre 1892. C'est autour de ce projet de loi que se livrèrent les batailles sur la question de la réglementation légale de la durée du travail de l'employé.

Le texte primitif du projet de loi gouvernemental ne s'appliquait qu'à l'industrie, et laissait en dehors de la protection légale le commerce. Mais en novembre 1886, la Commission supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, composée de MM. Corbon, de Herédia, Martin Nadaud, Waddington, Tallon, Poirrier, adressait au Ministre du commerce, un rapport ainsi conçu (2) : « La Commission a été d'avis que la surveillance protectrice de l'Etat doit s'étendre non

(1) *Doc. parl.*, 1886. *Annexe*, 1098, p. 594.

(2) *Doc. parl.*, 1886 (séance 13 novembre). *Annexe* 1244.

seulement à tous les travailleurs industriels, mais aussi aux employés de commerce. Un de ses membres, en effet, lui a signalé les conditions, particulièrement dangereuses pour la santé, dans lesquelles se trouvent, notamment, les employés des grands magasins de nouveauté, soumis à un règlement très sévère, obligés de se tenir debout toute la journée sans pouvoir s'asseoir un instant sous peine d'amende... Nous avons, en conséquence, ajouté le mot « magasins » à l'énumération de l'article 1^{er}. » Par cette addition, la durée du travail des enfants de moins de 16 ans, des filles et des femmes occupés dans les magasins aurait dû être au plus de 11 heures.

La Commission du travail s'appropriâ le vœu de la Commission supérieure, et le 13 décembre 1887 (1), M. Waddington, rapporteur, déposait à la Chambre le rapport suivant :

« La loi de 1874 ne s'applique qu'aux enfants, filles mineures employées dans les manufactures, usines, chantiers, ateliers, elle laisse en dehors de son action les boutiques, les magasins où la fabrication et le travail se confondent avec la vente et le commerce. »

« Or, c'est précisément dans les ateliers d'un caractère mixte que se produisent les plus graves abus : le séjour prolongé dans un magasin, dans une pièce attenante à la boutique et servant d'atelier de confection est infiniment plus nuisible à la santé des jeunes employés que le travail

(1) *Doc. parl.*, 1887 (session extraord., p. 656), *Annexe* 2204.

dans les usines de la grande industrie : l'espace trop restreint, l'aération, la plupart du temps défectueuse, souvent viciée, les veillées excessives dans un milieu malsain, entraînent pour la santé des conséquences désastreuses..... *Au point de vue de la santé et de l'humanité, il y aurait tout avantage à soumettre à l'inspection les magasins de vente et à limiter le temps pendant lequel les enfants et les femmes peuvent y être employés,* mais nous devons nous demander si une telle mesure est applicable et si, de la théorie, on peut passer à la pratique. »

« La statistique du Ministre du commerce, bien qu'incomplète pour certains départements, indique le chiffre de 98.859 établissements soumis aux lois de 1874 et de 1848. Est-il possible d'augmenter ce total des nombreux locaux affectés à la vente et au commerce ? Est-il sage de demander un tel surcroît de travail au personnel déjà trop restreint des inspecteurs divisionnaires et départementaux ? L'application de la loi ne se heurtera-t-elle pas à des difficultés insurmontables ? Pour ne citer que ce seul exemple, sera-t-il possible d'obtenir la fermeture des magasins à 9 heures du soir, ou du moins le renvoi à cette heure de tout le personnel protégé ? »

Dès cette époque, on le voit, le Parlement envisageait la possibilité d'une obligation de fermeture des boutiques. Comme quelques-uns (Martin Nadaud et Camélinat) avaient proposé que fût considéré comme travail de nuit, et par conséquent prohibé, tout travail entre 7 heu-

res du soir et 6 heures du matin, M. Waddington déclarait que ce projet était inacceptable à cause de la diversité des habitudes, et il ajoutait :

« Enfin nous ne devons pas perdre de vue que la loi soumise à vos délibérations vise non seulement les usines et manufactures, mais aussi les magasins, boutiques jusqu'ici en dehors de l'action du législateur. Or, *c'est précisément dans ces établissements où l'inspection n'a pas encore pénétré que se produisent les abus les plus criants* ; dans les industries de saison, et surtout celles de modes, de fleurs artificielles et de deuil les ventes se concentrent sur certaines périodes de l'année. Ainsi que nous l'avons fait remarquer, à propos de la surveillance des magasins de vente, il sera impossible d'exiger la fermeture de ces établissements sans distinction de jour et de saison, à la même heure réglementaire de 9 heures fixée par le paragraphe 2 de l'article 4, nous avons en conséquence ajouté un autre paragraphe accordant aux propriétaires de magasins, la faculté de prolonger la veillée pendant une période de 90 jours. »

M. Waddington, malgré l'existence de ces difficultés, croyait possible une réglementation et affirmait :

« L'existence des abus signalés nous impose l'obligation de faire pénétrer l'action tutélaire de l'inspection du travail dans les magasins de vente et de faire disparaître ainsi la distinction quelquefois arbitraire derrière laquelle se retranchent certains patrons pour se soustraire à la surveillance. En étendant celle-ci, tout en apportant

à l'application de la loi les ménagements imposés par les intérêts particuliers et par les besoins de la consommation, nous ferons faire un premier et important pas à la question délicate que nous venons de soulever. »

La Chambre adopta les conclusions de ce rapport courageux, qui avait posé la question dans les termes mêmes où elle se pose encore à l'heure actuelle, et le 11 juin 1888, elle vota cet article 1^{er} :

« Le travail des enfants, filles mineures et femmes dans les usines, manufactures, mines, chantiers, ateliers, magasins et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit..., est soumis aux obligations de la présente loi. » Six mois après le projet de loi revint en seconde délibération à la Chambre, il ne s'appliquait plus aux magasins : devant la commission sénatoriale, M. Pierre Legrand, représentant du gouvernement, avait objecté l'insuffisance du nombre des inspecteurs. Cette suppression fut vivement critiquée à la Chambre (1) par MM. Camélinat et Lyonnais, qui proposèrent de réintégrer les mots « magasins et leurs dépendances » dans le texte de l'article 1^{er}. M. Waddington, qui autrefois avait si vigoureusement soutenu l'extension de la loi au commerce, eut la tâche pénible de leur répondre, voici dans quels termes il le fit :

« L'extension de l'inspection aux magasins a soulevé quelques objections sur plusieurs bancs de cette assemblée, M. le ministre du commerce a fait, à cet égard, des réserves. »

(1) Séance du 29 janvier 1889.

« Dans l'intervalle des deux délibérations, la commission a entendu M. Pierre Legrand, et, à son grand regret, elle a dû se rendre aux raisons que le représentant du gouvernement lui a présentées. »

« Pour obtenir une surveillance efficace sur les nombreux magasins du territoire français, il aurait fallu renforcer sur une grande échelle le corps des inspecteurs. Nous avons pensé qu'il valait mieux abandonner cette partie de notre projet de loi, la plus difficile à mettre en pratique. »

Le projet de loi fut voté le 5 février 1889, par la Chambre, sans s'appliquer au commerce ; au Sénat il fut rapporté (8 mars 1889) par M. Charles Ferry et voté le 29 décembre 1889, sans qu'il eût été question de l'étendre aux magasins.

Il revint à la Chambre. Le 5 juillet 1890 (1), en première délibération, M. Dumay proposa, au nom de la Chambre syndicale des employés de la Seine, de joindre les mots « magasins » à l'énumération de l'article 1^{er}, M. Waddington s'opposa à cette addition, — toujours à cause du petit nombre d'inspecteurs — mais assura qu'à bref délai on demanderait le vote de mesures spéciales pour le commerce. La Chambre se rangea à l'avis de M. Waddington et, par 60 voix de majorité, repoussa l'addition proposée.

Le 27 janvier 1891 (2), M. Dumay reprit sa proposition.

(1) *J. off.*, *Débats parlementaires*, Chambre, p. 2322.

(2) *J. off.*, *Déb. parl.*, Chambre, p. 425.

M. Jamais s'opposa à l'adoption de celle-ci en déclarant :

« Nous reconnaissons qu'il y a quelque chose à faire, et que, dans les magasins de vente et dans les bureaux, il existe des abus auxquels il importe que le législateur mette un terme. Mais il nous a paru absolument impossible de placer les magasins et les bureaux dans la même loi et sous les mêmes règles que les usines et manufactures. » La proposition de M. Dumay ne fut pas adoptée. Le 2 novembre 1892, la loi était votée définitivement, elle ne s'appliquait pas aux magasins.

On n'avait refusé cette extension, que parce qu'elle eût entraîné une augmentation considérable du nombre des inspecteurs, et parce qu'on croyait ne pas pouvoir placer les magasins sous le même régime que les usines et manufactures, mais les rapporteurs successifs n'avaient pas nié l'urgence d'une intervention de la loi, et avaient fait espérer à la Chambre le dépôt rapide d'un projet de loi spécial.

S'appuyant sur ces faits et sur ces promesses, et s'inspirant de ces idées, le baron Piérard, dès 1893, déposa à la Commission du travail une proposition de réglementation du travail des femmes et des enfants dans les magasins. La Commission le chargea du rapport, qu'il déposa sur le bureau de la Chambre le 8 mai 1893 (1). Voici en quoi consistaient les prescriptions proposées :

Le minimum d'âge pour pouvoir entrer dans le com-

(1) *J. off.*, *Doc. parl.*, Chambre, 1893, n° 2730, p. 832.

merce était fixé à 13 ans (12 ans pour ceux possédant le certificat d'études primaires) (art. 2).

La durée du travail devrait être de 11 heures par jour au maximum (art. 3) (1).

Le travail de nuit (9 heures du soir à 5 heures du matin) était prohibé pour tout le personnel protégé, mais le projet de loi prévoyait des dérogations à cette prescription, pour les filles et les femmes de plus de 18 ans, qui en tous cas ne pourraient travailler plus de 12 heures ni plus tard que 11 heures du soir (art. 4).

Cette proposition de loi ne fut pas discutée en temps utile ; la législature se terminant, elle devint caduque.

La loi de 1892 s'appliquait difficilement : d'une part, elle se heurtait à la jurisprudence étroite du Conseil d'Etat qui, par un avis du 15 juillet 1893, avait décidé qu'elle ne protégeait pas les salariés de l'alimentation, et, d'autre part, elle rencontrait de grosses difficultés du fait de la possibilité des relais, et des durées de travail différentes. La Commission du travail s'émut de cet état de choses et décida d'étudier les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter à la loi pour qu'elle atteignît facilement le but dans lequel elle avait été votée. M. Dron fut chargé du rapport. Celui-ci fut discuté à la Chambre en juin 1896, il n'aboutit à aucun résultat pratique et fournit seulement l'occasion d'un magnifique tournoi d'éloquence où se heurtèrent les représentants des diverses opinions en

(1) Dès cette époque, l'expérience tentée par la loi du 2 novembre 1892 de fixer plusieurs durées de travail, n'avait pas réussi.

matière de législation du travail. Au cours de la discussion MM. Lavy et Prudent-Dervillers avaient inutilement demandé d'étendre la loi du 2 novembre 1892 aux bureaux et magasins, M. Dron avait fait écarter cette proposition parce que, avait-il affirmé, elle aurait empêché le projet de la Commission d'aboutir.

Pendant toute la période d'activité parlementaire que nous venons d'étudier, il n'a jamais été question de la réglementation du travail des adultes, du moins sérieusement ; le 21 mars 1892, MM. Dumonteil et Argeliès, le 22 mai 1894, M. J. Guesde, avaient bien proposé de fixer le maximum de la durée du travail des ouvriers et employés les uns à 10 heures, l'autre à 8 heures, mais c'étaient là des manifestations toutes platoniques, faites bien moins pour aboutir que pour appeler l'attention du Parlement et du public sur la question : en fait pendant ces 10 années, le seul problème qui ait été vraiment posé, c'est celui de la réglementation de la durée du travail des femmes et des enfants dans les bureaux et magasins, et s'il n'a pas été résolu dans un sens favorable à cette réglementation et conforme aux exigences de la justice, on a vu que cela n'a tenu qu'à très peu, et que c'est le désir d'aboutir rapidement qui a fait abandonner par la Commission du travail cette partie de son programme.

Depuis cette époque la question s'est posée sur un terrain plus large : c'est maintenant la réglementation légale de la durée du travail de tous les employés qui est en discussion.

Le Conseil supérieur du Travail, dans sa session de 1901, s'occupa exclusivement de la situation des travailleurs du commerce, les vœux qu'il vota contribuèrent beaucoup à poser la question d'une façon plus générale. Il proposa d'étendre au commerce la loi du 30 mars 1900, réglementant la durée du travail dans l'industrie, et de permettre aux conseils municipaux de réglementer, sur avis conforme des deux tiers des commerçants (1), les heures d'ouverture et de fermeture des magasins.

Le gouvernement, enfin, prit nettement en main les propositions de réforme et, le 10 juillet 1906, M. Doumergue, ministre du commerce et de l'industrie, déposait un projet de loi sur la réglementation du travail, dont une des principales dispositions visait le commerce, et y établissait un minimum d'heures de repos. Voici quel était le texte de celui-ci (Art. 5) :

« Dans les magasins, boutiques, bureaux du commerce et de l'industrie et leurs dépendances, le travail journalier de toute personne employée doit être suivi d'un repos ininterrompu, dont la durée ne peut être inférieure à dix heures. »

Ce projet fut renvoyé à la commission du travail, celle-ci le discuta, fit venir devant elle des délégués patronaux, vota certaines modifications, et finalement chargea M. Justin Godart de rédiger le rapport. Celui-ci fut déposé sur le bureau de la Chambre le 21 mars 1907 (2).

M. Godart, après avoir envisagé la question de la ré-

(1) V. le texte de ce vœu au ch. III, 1^{re} partie.

(2) *Doc. parl.*, S. O. *Annexe* n° 876, p. 2092.

glementation des heures de fermeture et affirmé que c'était là un problème fort compliqué, dont la solution dans le sens de la réglementation risquerait de mécontenter la clientèle, ajoutait dans son rapport :

« La Commission du travail a longuement examiné la question de la réglementation du commerce, sans se dissimuler à quelles habitudes elle se heurte, quelles innovations elle apporte, et avec quelles attentions spéciales il faut agir à l'égard de la corporation si nombreuse et si utile des commerçants... Il y a dans le commerce un prolétariat nombreux qui est intéressant et qu'il ne faut point surcharger. »

« Mais la Commission du travail a estimé que la réforme proposée tenait compte de ces diverses considérations qui ont arrêté longtemps son étude. Cette réforme très équitable se justifie rien que par son exposé. Les employés devront avoir au moins 11 heures de repos ininterrompu par 24 heures. Qui oserait contester ce droit à des femmes, à des adultes, debout du matin au soir, dont la besogne est difficile... »

La Commission du travail, on le voit, avait donc décidé que le repos ininterrompu serait d'une durée de 11 heures, alors que dans le projet gouvernemental celle-ci n'était que de 10 heures. La Commission avait compris que 10 heures de repos ce n'est pas assez, puisque, théoriquement tout au moins, cela laisse la possibilité d'une journée de 14 heures. Elle se rendait compte aussi que même porté jusqu'à 11 heures ce repos était insuffisant, mais elle

croyait qu'étant donné les circonstances, il était impossible d'exiger plus, à l'heure actuelle, du commerce et des commerçants. A ceux qui trouvaient que cette réglementation, même ainsi réduite, était encore exagérée et lésait les intérêts intangibles, et la liberté sacrée du commerce, elle opposait par la plume de son rapporteur le magnifique exemple des législations européennes et particulièrement celui de la législation allemande.

Le projet ne fut l'objet, à la Chambre, que d'une discussion. Celle-ci ne porta que sur des généralités, on y eut pourtant plaisir d'entendre M. Paul Beauregard, un des représentants les plus autorisés de la doctrine libérale, déclarer que, quant à lui, il voterait les dispositions du projet intéressant le commerce, et non pas celles intéressant l'industrie, parce que celles-ci risquaient d'amoin-drir notre situation en face de la concurrence étrangère, dont il ne pouvait être question à propos de celles-là.

Et ce fut tout. Vainement, le 2 mars 1910, M. J. Godart demanda-t-il à la Chambre de voter tout au moins les prescriptions relatives aux employés de commerce ; celle-ci était à la veille de sa dissolution, elle passa outre et remit à plus tard la discussion et le vote de ces dispositions.

Est-il regrettable qu'elles n'aient pas été votées ? On ne sait trop qu'en penser. Votées, elles auraient certainement réduit la durée du travail et fait disparaître les maux de beaucoup d'employés, mais n'auraient-elles pas été un obstacle à une réforme plus complète et plus

satisfaisante ? Car, la réforme proposée n'était vraiment qu'un pis-aller, elle se bornait à réglementer le repos et dans quelle faible mesure ! Le patron aurait été obligé de laisser 11 heures de repos à ses employés ; si l'on déduit le temps des repas, cela lui permettait de les faire travailler plus de douze heures ; or douze heures de travail, c'est trop, beaucoup d'employés habitent les faubourgs, ou les banlieues des villes, il leur faut souvent au moins une demi-heure, une heure pour se rendre chez eux, avec le temps du repas du soir qu'ils auraient pris chez eux ils n'auraient plus eu pour se reposer que 8 ou 9 heures.

A l'heure actuelle, la situation n'est plus la même. M. Viviani, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, a en effet, le 7 juillet dernier, déposé un projet de loi qui, sur un point tout au moins, donne, dans une certaine mesure, satisfaction aux employés.

Voici ce projet de loi (1) :

« ART. 1^{er}. — Dans les magasins, boutiques, bureaux du commerce et de l'industrie et leurs dépendances, le travail journalier de toute personne employée doit être suivi d'un repos ininterrompu, dont la durée ne peut être inférieure à onze heures.

« Ce repos pourra être réduit à dix heures pour les catégories d'établissements qui seront déterminées par un règlement d'administration publique. Par mesure transitoire et pendant un délai de deux années, à dater de la

(1) *Bulletin de la Semaine*, 13 juillet 1910.

promulgation de la présente loi, la limite de dix heures sera appliquée à tous les établissements visés par le paragraphe premier.

« Sont exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

« ART. 2. — Le conseil municipal pourra, sur la demande des trois quarts des chefs d'établissements intéressés, décider la fermeture à une heure déterminée d'une ou plusieurs catégories des magasins de la commune comprenant tous les établissements faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle.

« L'arrêté ne sera exécutoire que trois mois après la date de la publication. Il pourra être déféré au Conseil d'Etat dans le mois de sa notification aux intéressés. Dans ce cas, il ne sera pas exécutoire avant notification de la décision du Conseil d'Etat.

« ART. 3. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures de contrôle nécessaires pour l'application de la présente loi. »

Ce projet de loi contient deux sortes de dispositions, celles qui établissent un minimum d'heures de repos, et celles permettant la réglementation des heures de fermeture des boutiques.

Les premières dispositions sont générales, elles s'appliquent aux magasins et aux bureaux. Elles ne font que reproduire celles qu'avait adoptées la Commission du travail de la Chambre, et par conséquent encourent les

mêmes critiques qu'elles ; pourtant elles les modifient sur deux points, d'abord elles permettent pour certaines catégories de commerce, de réduire la durée du repos à 10 heures, et soustraient à l'application de la loi les établissements où ne sont employés que les membres de la famille. Nous estimons malheureuse la première modification : 11 heures de repos ne sont pas de trop ; il est inconcevable qu'on réduise encore d'une heure cette durée, et que le soin de déterminer les commerces auxquels sera réservée cette faveur, soit laissée à des règlements d'administration publique.

Les secondes dispositions du projet de loi sont particulières aux magasins, elles sont purement facultatives, et s'inspirent manifestement du vœu proposé par M. Jay au Conseil supérieur du Travail en 1901 et adopté par celui-ci. Il est à regretter que le gouvernement n'ait pas cru pouvoir aller plus loin, et qu'après l'expérience si convaincante de l'Allemagne, il n'ait pas pris l'initiative de proposer la fermeture obligatoire des boutiques, sauf à donner aux conseils municipaux des pouvoirs pour fixer entre certaines heures, le moment de la fermeture. Il est à craindre que, comme après la loi de 1904 en Angleterre, les conseils municipaux ne se soucient pas de demander l'avis des commerçants et d'édicter une réglementation.

Ces réserves faites, il convient d'applaudir à l'initiative du Ministre du travail. Les dispositions qu'il propose,

si elles sont votées, remédieront certainement à bien des maux, donneront à l'employé un peu plus de liberté. Mais quant à nous, il nous plaît de ne voir en elles qu'un premier pas vers une réglementation plus complète et plus efficace.

CHAPITRE II

LES SYSTÈMES DE RÉGLEMENTATION.

Au cours de cette étude nous avons vu que les législations qui réglementent la durée du travail dans les établissements commerciaux ne le faisaient pas toutes de même façon, et qu'on pouvait noter des différences considérables entre elles. Entre les divers types de réglementation, que nous avons exposés, nous avons à choisir maintenant celui qui nous paraît devoir être le meilleur pour notre pays. En réalité, on ne peut hésiter qu'entre deux systèmes : celui qui consiste dans la seule limitation de la durée du travail (journalière ou hebdomadaire), et celui qui consiste dans la double réglementation de la durée du travail et des heures d'ouverture et de fermeture des boutiques, magasins et bureaux.

De ces deux systèmes nous estimons le second préférable ; nous croyons que seul il assure une protection efficace et sauvegarde les intérêts bien compris des commerçants. C'est ce que nous voudrions montrer tout en faisant la preuve, par comparaison, que le premier système ne peut convenir à un pays qui veut une législation vraiment protectrice.

Au seuil de cette étude une remarque s'impose qui a

une grande importance ; cette remarque c'est qu'en fait, nous l'avons constaté, toutes les législations qui à notre époque limitent la durée du travail de tous les employés — adultes, femmes et enfants — réglementent en même temps les heures d'ouverture et de fermeture des établissements où ils sont occupés, et que seules les législations qui ne protègent que les femmes et les enfants se bornent à réglementer la durée du travail. N'est-ce pas là déjà comme une indication saisissante, que cette expérience des pays étrangers ? Ne faut-il pas y trouver une preuve de ce fait que la réglementation des heures d'ouverture et de fermeture est une nécessité à laquelle le législateur est amené obligatoirement s'il veut faire œuvre efficace ? On comprend d'ailleurs pourquoi il ne peut réglementer les heures de fermeture, quand il ne veut protéger que les femmes et enfants : comme il ne vise qu'une partie du personnel, il ne peut prendre que des mesures spéciales à celle-ci, n'atteignant pas les personnes non protégées ; or la réglementation des heures d'ouverture et de fermeture est une mesure générale, à l'heure fixée le magasin doit être clos, et les employés avoir fini de travailler, le législateur, dans notre cas, ne peut donc y recourir.

Le système de la seule réglementation de la durée du travail est certainement le plus libéral, le moins tracassier des deux systèmes : il laisse au commerçant son entière liberté pour répartir le travail, il lui permet d'organiser des équipes, d'ouvrir sa boutique le temps qu'il

lui plaît. Ce sont là des avantages évidents, mais ils ont leur contre-partie déplorable, ce système a en effet deux grands inconvénients : d'une part il rend très difficile la tâche de l'inspection du travail et, d'autre part, il met dans une situation d'infériorité irritante les petits commerçants.

Le système de la réglementation de la seule durée du travail rend difficile le contrôle de l'inspection. En effet, à quels signes l'inspecteur peut-il, dans ce système, reconnaître que la loi est observée, sur quels faits peut-il s'appuyer pour acquérir la certitude et faire la preuve que la loi est violée ? Comme extérieurement rien n'est saisissable, que le magasin est ouvert autant de temps qu'il plaît au commerçant, il faut que l'inspecteur s'en rapporte aux affirmations sujettes à caution du commerçant lui-même, ou qu'il interroge les employés, que la crainte de perdre leur place empêchera le plus souvent de parler. Par ailleurs, si le commerçant utilise la facilité qu'il a d'organiser des équipes entrant et sortant à des heures différentes, ce qui lui permet de tenir son magasin longtemps ouvert, l'inspecteur alors se trouve devant une complexité déconcertante qui rend son contrôle impossible ou, en tous cas, difficile. En France, la loi du 2 novembre 1892 nous a fait faire l'expérience de ce que valait un tel système, elle n'avait, en effet, pas prohibé les relais, et de plus avait compliqué comme à plaisir la tâche de l'inspection en fixant des durées différentes pour le travail des enfants, et pour celui des fem-

mes et des adolescents, durées qui elles-mêmes différaient de celle du travail des hommes adultes, les résultats ne se firent pas attendre (1) ; dès 1893 la Commission supérieure du travail constatait que l'application de la loi se heurtait à de grosses difficultés, et que le système des relais :

« 1° Rend le contrôle de l'inspection presque impossible et facilite, par conséquent, la violation de la loi..

« 2° Rend la situation des enfants et des femmes plus pénible que sous le régime de la loi de 1874. » Et inlassablement les inspecteurs, de 1893 à 1898, réclamèrent l'unification de la durée du travail et la suppression des relais. La loi du 30 mars 1900 vint répondre à leurs vœux : elle décida, d'une part, que la durée du travail, dans les établissements où sont occupés des femmes et des enfants, serait de 10 heures au maximum pour tout le personnel et, d'autre part, afin de supprimer la possibilité d'organiser des relais, que dans ces mêmes établissements, les repos auraient lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées.

Si on appliquait ce système de la seule limitation de la durée du travail au commerce, il produirait des effets identiques à ceux de la loi de 1892 : dans l'industrie il est possible de se borner à cette seule limitation, car les relais étant prohibés, on peut juger de la durée du travail au temps de marche des machines, celles-ci ne pouvant

(1) R. Jay, *La limitation légale de la journée de travail en France*, Alcan, 1906.

fonctionner que s'il y a des ouvriers, dans le commerce il ne peut en être de même, l'heure d'ouverture et celle de fermeture d'un magasin ne peuvent pas servir d'élément d'appréciation, car un magasin peut être ouvert sans que les employés y travaillent, et fermé alors qu'ils sont occupés derrière les volets, elles ne peuvent entrer en ligne de compte que si elles sont obligatoires, c'est-à-dire si le patron est tenu de ne pas ouvrir avant et de ne pas fermer après des heures déterminées par la loi, et si tout travail pendant le temps de fermeture est prohibé.

Le système de la réglementation des heures d'ouverture et de fermeture en se combinant avec la limitation de la durée du travail nous paraît devoir permettre facilement le contrôle de l'inspection ; avec lui, celui-ci devient automatique dans une certaine mesure ; il est en effet facile de constater si une boutique est ou n'est pas fermée. Il est vrai qu'il se peut que, derrière les volets, les employés travaillent, mais comme ce travail par lui-même est une contravention à la loi, il suffit à l'inspecteur de le constater, aucune discussion n'est alors possible. Il se peut aussi que le patron fasse travailler ses employés plus longtemps que le temps légal pendant la durée réglementaire d'ouverture, mais c'est là un inconvénient inévitable, qui est réduit à son minimum avec notre système ; d'ailleurs on peut singulièrement le limiter, en faisant une durée d'ouverture supérieure de peu à la durée légale de la journée de travail ; si par exemple la boutique n'a le droit de rester ouverte qu'entre 7 heures du

matin et 8 heures du soir et que la durée du travail soit fixée au maximum à 12 heures, temps des repas compris, on voit que c'est pour une heure seulement que le patron peut violer la loi.

Généralement on ne nie pas que la double réglementation de la durée du travail des employés et d'ouverture des boutiques offre de sérieux avantages au point de vue de la facilité du contrôle de l'inspection, mais on objecte que ces avantages sont acquis au prix d'une tyrannie intolérable, et d'une atteinte à la liberté du commerce tout à fait inadmissible, et on ajoute que le résultat le plus clair de cette double réglementation, c'est de léser gravement dans leurs intérêts les commerçants en les privant du profit des ventes tardives.

Nous croyons que ces reproches sont ou mal fondés ou exagérés. La réglementation des heures d'ouverture restreint la liberté du commerçant, c'est vrai, mais elle est la condition nécessaire d'une législation efficace et, d'un autre côté, elle sauvegarde et protège la plupart des commerçants. Une loi qui ne réglemente que la durée du travail ne gêne pas ceux qui ont de nombreux employés, ils organisent des équipes, un roulement, et ouvrent ainsi aussi longtemps qu'ils le veulent ; elle lèse au contraire le commerçant qui n'a que quelques employés, pas assez pour agir comme ceux qui en ont beaucoup, elle le met dans un état d'infériorité notoire, l'oblige à fermer dès que ses auxiliaires sont partis, avant ses concurrents plus riches que lui ; n'est-ce pas là ce qu'il peut y avoir

pour lui de plus aigrissant, et ce qui est le mieux de nature à l'engager à la violation de la loi ?

L'obligation de la fermeture, qui, à certains égards, est restrictive de liberté, est autrement pacificatrice, elle sauvegarde l'égalité des commerçants en les soumettant à une même réglementation. On dira que c'est cette égalité même de réglementation qui est vexatoire puisqu'elle néglige les situations particulières, qu'elle oblige à fermer le soir des commerçants qui précisément ne vendent que le soir, ceux des faubourgs des villes par exemple ; à cela nous répondrons, d'abord, que les achats du soir sont une question d'habitude pour la clientèle, que quand les magasins seront fermés elle le saura, et achètera à une heure différente, et ensuite que la réglementation sait respecter — dans la mesure où elles n'empêchent pas l'application de la loi — les situations particulières et s'assouplir, que les heures peuvent être fixées par les conseils municipaux pour certaines branches du commerce ; enfin nous ajouterons, qu'ici il s'agit pour l'employé d'une question vitale, que s'il n'y a pas de réglementation des heures d'ouverture et fermeture, la législation d'avance sera caduque, inefficace, que l'intérêt particulier doit s'effacer devant l'intérêt général, surtout quand, d'un côté, il s'agit des intérêts pécuniaires de quelques-uns, et quand, de l'autre côté, c'est la santé, et la liberté de plus d'un million et demi d'hommes, de femmes et d'enfants qui sont en cause.

D'ailleurs cette fermeture obligatoire bénéficiera aux

commerçants ; actuellement, nous les savons, le voudraient-ils, qu'ils ne peuvent pas fermer leurs magasins de bonne heure, la concurrence le leur interdit ; la loi les délivrera du souci de la concurrence ; quand ils fermeront, ils sauront que les autres ferment, et nous ne doutons pas que rapidement ils soient reconnaissants au législateur de cette contrainte qui, eux aussi, les libérera.

La question qui se pose ici est de tous points analogue à celle qui s'est posée lors du vote de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire : à l'occasion de celle-ci les commerçants ont maintes fois déclaré qu'ils ne demandaient pas mieux que de fermer leurs magasins, mais à la condition que la loi les y obligeât tous : en juillet 1904 le Congrès de la Fédération française de l'épicerie votait ce vœu dont le texte montre bien quelles sont les plus grandes préoccupations des commerçants en cette question : « Considérant que l'opinion publique, en France, se révèle de plus en plus favorable au repos hebdomadaire pour les travailleurs, considérant qu'à côté des salariés existe une catégorie de petits patrons, véritable prolétariat du commerce français, dont le besoin de repos pour eux et pour leur famille est indiscutable ; considérant toutefois que si ce repos n'était pas réglementé, les agissements de certains d'entre eux, la concurrence aidant, rendraient illusoire, sinon impossible, toute réforme dans ce sens, la Fédération française de l'épicerie émet le vœu : que le Parlement adopte, le plus tôt possible, une loi consacrant les principes suivants :

« Tout commerçant ou chef d'entreprise devra tenir fermés ses locaux commerciaux ou industriels au moins pendant 24 heures consécutives. »

Il est certain qu'actuellement encore les commerçants consentiraient volontiers à fermer le soir leurs boutiques si la loi les y obligeait tous. Cette fermeture est possible. En 1901, devant la Commission de la Chambre des Lords, les délégués de 1.400 sociétés coopératives anglaises ayant 1.700.000 membres, déclarait que la fermeture de meilleure heure est possible, qu'en fait elle est pratiquée par tous les magasins coopératifs, et que si les commerçants ne font pas de même, c'est par crainte de la concurrence (1). Le rapport de la Commission constate ceci :

« La plupart des témoins sont persuadés que la majorité des petits boutiquiers attendent avec autant d'impatience que les propriétaires de magasins d'une certaine importance l'intervention du législateur. Une loi qui réglerait seulement les heures du travail des employés ne leur donnerait pas satisfaction (2). »

(1) M. R. Jay, *Revue d'économie populaire*, 1903, t. II, p. 65. — A l'Association pour la protection légale des travailleurs, M. Couette citait cet exemple des coopératives ouvrières de Plaisance qui sont fermées dès 8 heures du soir et affirmait qu'il est possible aux commerçants de fermer de bonne heure.

(2) Cité par Bezançon, *op. cit.*, p. 136. Dans la Sud-Australie l'inspecteur en chef, pour prouver que l'obligation de fermeture ne lèse pas et ne gêne pas les commerçants, rappelait qu'en 1900, lors de la discussion de la loi des boutiques (v. pl. haut, p. 96), on avait proposé d'accorder des dérogations aux bouchers, et que ceux-ci avaient refusé d'en bénéficier, et il affirmait que dans toute la province 99 0/0 des commerçants consultés sont favorables à une fermeture obligatoire générale et effective.

En fait, là où elle est pratiquée, la fermeture obligatoire est acceptée allègrement par les commerçants ; en Allemagne, nous l'avons vu, ils supputent les bénéfices qu'ils ont réalisés de son fait, et songent à faire avancer encore l'heure réglementaire, et rendre légale pour tout l'Empire la fermeture à 8 heures. Nous croyons fermement que si, en France, le législateur se décidait à réaliser la mesure que nous souhaitons, les commerçants, le premier moment de défiance passé, se rendraient rapidement compte des avantages qu'ils en recueillent et, intimement, se féliciteraient qu'elle soit entrée dans notre législation. Son vote, est-il besoin de le dire, répondrait aux vœux de tous les employés ; péniblement, ils essaient actuellement de faire avancer l'heure de fermeture des magasins, en l'absence de toute loi, sentant bien que c'est là le centre du problème de la réduction de la durée de leur travail, comme ils accueilleraient avec reconnaissance l'intervention décisive du législateur ! Autrefois ils se sont bornés à réclamer l'extension à eux des lois ouvrières, ils s'aperçoivent maintenant de l'insuffisance de cette mesure et demandent le vote de la fermeture obligatoire (1). C'est aussi le vote de cette mesure que réclament tous ceux qui ont étudié de près la question de la limitation de la durée du travail de

(1) Voir *L'Employé*, 25 juillet 1906, 5 février 1907. — Voir aussi les programmes des délégués des employés au conseil supérieur du travail. En Angleterre il en est de même qu'en France (V. Congrès Trades-Unions, 1909, *Bull. off. int. du trav.*, 1909, nos 4 et 5, p. 209. Pour l'Allemagne, voir plus haut, 2^e partie, chap. III.

l'employé : « Il peut sembler plus libéral et suffisant, écrivait en 1903 M. Raoul Jay, de régler uniquement les conditions du travail des employés. Mais cette réglementation me paraît devoir se heurter à des oppositions, à des difficultés qui ne se produiraient pas si tous les magasins devaient être obligatoirement fermés à certains jours et à certaines heures (1). » C'est à cette même opinion que s'est rangé M. Artaud, délégué des employés au Conseil supérieur du travail, opinion qu'il faisait triompher le 19 décembre 1903 à la réunion de l'Association pour la protection légale des travailleurs, qui avait pour objet spécial la réglementation du travail dans les magasins (2).

La nécessité de la réglementation des heures d'ouverture et de fermeture des magasins nous paraît être établie ; en ce qui concerne les bureaux, la nécessité est la même, mais la réglementation y rencontrera moins de difficultés que dans les magasins, car ici il n'y a pas de clientèle à servir, l'organisation du travail est d'ordre purement intérieur ; si la réduction du temps de travail entraîne une diminution dans le rendement, le patron prendra de nouveaux employés, cela lui permettra d'observer la loi et de sauvegarder ses intérêts.

Une fois le principe admis de la réglementation des heures d'ouverture et de fermeture des magasins et des

(1) *Revue populaire d'économie sociale*, 1905, t. II, p. 66.

(2) V. Artaud, *La protection légale de l'employé*, Alcan, 1904.

bureaux, il reste à déterminer les modalités de son application.

Actuellement, en France, il est impossible d'adopter des heures uniformes d'ouverture et de fermeture, il y a trop d'habitudes particulières et locales. La loi devrait se borner à poser des limites extrêmes, elle déciderait par exemple que toutes les boutiques et tous les bureaux doivent être fermés entre 9 heures du soir et 6 heures du matin et ménagerait encore des exceptions, mais elle devrait fixer une durée d'ouverture maximum, cette durée pourrait osciller entre 12 et 14 heures suivant les commerces et les localités, il faudrait qu'elle laisse aux pouvoirs locaux, c'est-à-dire aux conseils municipaux le soin de fixer dans les limites légales, les heures d'ouverture et de fermeture. De cette manière, croyons nous, on aurait un système assez souple pour se plier à toutes les exigences du commerce, et assez restrictif pour protéger efficacement l'employé. Le législateur limiterait aussi la durée du travail, il le ferait pour la durée journalière et la durée hebdomadaire, la durée du travail journalier ne devrait jamais dépasser 12 heures, et la durée hebdomadaire devrait être de 60 heures, le temps des repas non compris, nous estimons que 10 heures de travail chaque jour c'est assez, avec le temps des repas et souvent des voyages, c'est 12 heures prises entièrement par la tâche quotidienne, il ne reste en vérité que peu de temps pour le repos, la lecture, la vie familiale. Nous avons la certitude qu'un tel régime ne troublerait

en rien les habitudes commerciales, il serait assez modéré dans ses prescriptions pour que tous les commerçants puissent facilement y adapter leurs affaires ; pour les employés il ne serait pas évidemment la réalisation complète de leurs désirs, mais au moins il sauvegarderait leur santé, leur liberté, ce serait une amélioration considérable de leur situation actuelle que, vraiment, il est temps de faire cesser.

CONCLUSION

Nous croyons avoir montré dans notre étude que, pour réduire la durée du travail de l'employé, l'intervention de la loi est nécessaire. Est-ce à dire que celle-ci suffira à tout, et qu'elle rendra inutile, une fois votée et appliquée, les activités individuelles ? Nous ne l'avons jamais pensé.

La loi, en effet, il faut bien y appuyer, est un remède superficiel, extérieur, elle atteint bien les gestes de l'homme, mais n'a aucune action sur son âme et sur son cœur. Elle n'est donc qu'un palliatif, un pis-aller ; l'idéal serait que l'esprit de justice des hommes rendisse inutile son intervention. La réduction de la durée du travail, votée et appliquée, il restera donc à faire comprendre, aimer la réforme, à la faire entrer dans les mœurs. Ce sera là le rôle des bonnes volontés privées.

Et puis, la loi ne peut pas tout prévoir. En notre matière notamment, comme elle inaugurerá une réglementation, elle ne pourra, tout au moins pendant un certain temps, assurer qu'un minimum de protection, insuffisant dans un grand nombre de cas. Il faudra donc suppléer à son insuffisance, c'est aussi à cela que pourront travailler toutes les activités individuelles. Les employés, es-

saieront d'obtenir des améliorations, ils agiront auprès des commerçants pour rendre plus courte encore leur journée de travail, les commerçants, soucieux du bien-être de leur personnel, et éclairés sur leur véritable intérêt, s'uniront peut-être pour provoquer une fermeture générale de meilleure heure, les acheteurs, les clients, pourront agir utilement par eux-mêmes, ou seconder les initiatives heureuses de ceux qui sont plus directement intéressés qu'eux.

La loi ne supprimera donc pas la possibilité d'une amélioration volontaire, elle ne rendra pas inutiles et inemployées les activités individuelles. Celles-ci en notre matière se sont montrées impuissantes à résoudre le problème d'une façon générale, c'est pour cela que le législateur sera obligé d'intervenir. Mais il n'assurera qu'un minimum de liberté et de protection, le minimum vital qui est nécessaire à tout homme pour travailler à son développement moral et intellectuel il n'ira pas au delà. Il laissera à d'autres le noble souci d'étendre la réforme qu'il aura accomplie. A ceux-là de comprendre leur devoir, de sentir leur responsabilité sociale ; ah, certes, il leur restera une assez large tâche !

A l'heure actuelle, nous n'en sommes pas encore là, la loi est encore à voter. C'est maintenant que les bonnes volontés peuvent utilement travailler : que quand la réforme se présentera au Parlement, elles éclairent l'opinion publique, et soutiennent le projet de loi ! Il s'agira là de sauver un grand nombre de vies humaines, et d'assu-

rer à un million et demi d'hommes, de femmes, de jeunes gens, un peu de bien-être et de liberté. La réforme, qui alors sera en cause, aura besoin pour aboutir, et pour vaincre les intérêts coalisés contre elle, de l'appui moral de tous ceux qu'elle intéresse et de tous ceux qui souhaitent voir les travailleurs sortir de cette « misère imméritée » dont autrefois s'émouvait douloureusement le cœur du Pape Léon XIII ; nous espérons qu'aucun de ces concours ne lui manquera, et que bientôt les journées de travail de 12 et 14 heures ne seront plus qu'un souvenir pour les employés.

ANNEXES

I

Projet de modification des lois du 2 novembre 1892 et du 30 mars 1900 voté par le Conseil supérieur du travail dans sa session de 1901 (1).

ARTICLE 1^{er} DE LA LOI DU 30 MARS 1900.

A. — Paragraphe 2 bis, article 3 de la loi de 1892.

« Dans les laboratoires, cuisines, caves et chais, bureaux, magasins, boutiques, arrière-boutiques et en général dans les établissements commerciaux de tout ordre et leurs dépendances, au bout de trois ans à partir de la promulgation de la loi ajoutant ces établissements à la nomenclature de ceux déjà visés par l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, la durée de travail sera réduite à 10 heures 1/2, et au bout, d'une nouvelle période de trois années, à 10 heures. »

B. — Paragraphe 1 bis à ajouter à l'article 3 de la loi de 1892.

« Dans les établissements où la durée quotidienne du travail se prolongera après 7 heures du soir, la journée de

(1) Rapport Dalle, p. LIX.

travail sera coupée au moins par deux repos dont la durée respective ne sera pas inférieure à 1 heure, et pendant lesquels le travail sera interdit. Lorsque tout ou partie du personnel sera nourri ou logé par les soins du chef d'entreprise, la durée totale des temps de repos qui précèdent ne pourra être inférieure à 2 heures 1/2 par jour. »

« Dans les établissements où tout ou partie du personnel commencera sa journée de travail avant 7 heures du matin ; dans les établissements où tout ou partie du personnel sera logé par les soins du chef de l'entreprise, la journée de travail sera coupée au moins par trois repos dont le premier sera d'au moins 1/2 heure et dont les deux autres seront d'au moins 1 heure, et pendant lesquels le travail sera interdit. »

C. — Modification du dernier paragraphe de l'article 3 de la loi de 1892 (rédict. de 1900).

Ancien texte : Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continue, les mines, minières et carrières, les boutiques et magasins pour la vente au détail de toute espèce de marchandises, les établissements où se consomment sur place, des boissons ou des denrées alimentaires, les bureaux et établissements affectés à un service public, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

D. — Paragraphe 2 ter à ajouter à l'article 3 de la loi de 1892.

Quel que soit le moment de la cessation de la journée

de travail, il devra s'écouler un intervalle d'au moins 10 heures avant le moment de la reprise du travail du lendemain, intervalle pendant lequel les personnes protégées par la présente loi, jouiront librement d'un repos ininterrompu.

Au bout de trois ans à partir de la promulgation de la présente loi ajoutant les industries alimentaires et les établissements commerciaux à la nomenclature de ceux déjà visés par l'article 1^{er} de la loi du 2 mars 1892, la durée minimum du repos ininterrompu ci-dessus déterminé sera portée à 10 heures 1/2 ; et au bout d'une nouvelle période, à 11 heures.

II

Ordonnance de police prescrivant la fermeture à 8 heures à Berlin.

Le préfet de police v. Stubenrauch a publié l'ordonnance de police suivante sur la fermeture à 8 heures :

« En vertu du paragraphe 139 f de la loi industrielle de l'Empire, j'ordonne, après avoir entendu les diverses autorités locales, et après la clôture de l'enquête, conformément au rescrit du Bundesrat du 25 janvier 1902 :

1° Qu'à partir de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, toutes les boutiques et les distributeurs automatiques dans Berlin, Charlottenburg, Schöneberg, Wilmersdorf et Risedorf, tous les jours de vente, à l'exception du samedi, soient fermés à 8 heures du soir à toute espèce d'affaire.

2° L'ordonnance de la fermeture à 8 heures ne sera pas appliquée aux jours prévus où le paragraphe 139 e, n° 2, de la Reichsgewerbe ordnung permet d'ouvrir jusqu'à 10 heures.

3° Défense pendant les heures de fermeture de vendre sur la rue, ou d'exposer des marchandises.

4° L'ordonnance s'applique aux magasins de chaussures, de machines à coudre ; l'ordonnance du 29 novembre 1904 leur imposant la fermeture à 8 heures, est abolie par la présente ordonnance.

5° Les prescriptions relatives aux employés, apprentis et ouvriers restent en vigueur.

6° Amendes de 600 marks contre les délinquants.

7° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} novembre 1908.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.	Pages v
INTRODUCTION. — Plan de l'étude. — Définition, classification, statistiques, histoire des employés	1

PREMIÈRE PARTIE

La nécessité de la réglementation légale.

CHAPITRE PREMIER. — La durée actuelle du travail dans les établissements commerciaux.	11
--	----

§ 1. — La durée du travail des employés de commerce.	13
§ 2. — La durée du travail des employés de bureau	21
§ 3. — La durée du travail à l'étranger.	26

CHAPITRE II. — Les conséquences de la durée actuelle du travail de l'employé	30
---	----

§ 1. — Les conséquences anti-sanitaires.	31
§ 2. — Les conséquences anti-familiales et anti-sociales.	43
§ 3. — Les effets de la réduction de la durée du travail.	47

CHAPITRE III. — L'impuissance de l'initiative privée.	52
---	----

§ 1. — L'impuissance des commerçants.	52
§ 2. — L'impuissance des employés.	55
§ 3. — L'impuissance des acheteurs	60
§ 4. — Le recours à l'action légale.	65

DEUXIÈME PARTIE

L'enseignement des législations étrangères.

CHAPITRE PREMIER. — Les législations ne réglementant que la durée du travail	75
---	----

§ 1. — Les législations européennes	75
§ 2. — Les législations américaines	80
CHAPITRE II. — Les législations réglementant le temps d'ouverture.	83
§ 1. — Législations européennes.	83
§ 2. — Législations des colonies anglaises et de l'Amérique.	91
CHAPITRE III. — L'exemple de l'Allemagne.	103
§ 1. — Avant la loi du 30 juin 1900.	104
§ 2. — La loi du 30 juin 1900.	114
§ 3. — Les effets de la loi du 30 juin 1900.	118
TROISIÈME PARTIE	
La Question de la réglementation légale en France.	
CHAPITRE PREMIER. — Les tentatives de réglementation	129
§ 1. — La réglementation légale et les employés. . . .	130
§ 2. — La réglementation légale et le Parlement. . . .	132
CHAPITRE II. — Les systèmes de réglementation. . . .	149
CONCLUSION	163
ANNEXES	167

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
